

NOS SÉRIES D'ÉTÉ — VOYAGE EN FRANCE
— GASTRONOMIE : LES MILITANTS DES
SAVEURS — LES OBSESSIONS

OTAN
SOMMET SOUS
TENSION À VILNIUS



Courrier
international

N° 1705 du 6 au 12 juillet 2023
courrierinternational.com
France : 4,90 €

Algérie 530 F.C.A., Allemagne 6,30 €,
Andorre 6 €, Canada 9,25 C.A.N.,
DOM 5,20 €, Espagne 5,50 €,
Grande-Bretagne 5 €, Grèce 5,80 €,
Italie 5,50 €, Japon 10,00 ¥,
Maroc 15 D.H., Pays-Bas 6 €,
Portugal cont. 5,50 €,
Sénégal 2,100 F.C.F.A., Suisse 7,20 CHF,
TOM 1100 X.P.F., Tunisie 9 DT,
Afrique C.F.A. autres 3600 F.C.F.A.

LES RACINES DE LA COLÈRE

*Les émeutes en France
vues par la presse
étrangère.*



M 03183 - 1705 - F. 4,90 €





NOUVELLE JEEP® AVENGER 100% ÉLECTRIQUE



Stellantis - FCA France - RCS Versailles 305 493 173 - Leo Burnett

CONÇUE POUR LE MONDE RÉEL.

Nouvelle Jeep Avenger, un véritable concentré de liberté, à partir de **229€/mois⁽¹⁾**.
LLD 25 mois - 1^{er} loyer de 4 600 €, bonus écologique de 7 000 € et prime à la conversion de 2 500 € déduits.

ÉLUE VOITURE DE L'ANNÉE 2023.

Jeep
FREEDOM IS ELECTRIC

A 0g CO₂/km

B

C

D

E

F

G

(1) Ex. : Avenger MY23 version Avenger en location longue durée sur 25 mois et 20 000 km max., soit 25 loyers mensuels de 229 € après un 1^{er} loyer de 14 100 € ramené à 4 600 €, déduction faite du bonus écologique de 5 000 € et 2 000 € supplémentaires selon les conditions du décret du 30/12/22 (Voir conditions d'éligibilité sur economie.gouv.fr), et de la prime à la conversion de 2 500 € sous condition de revenus et de mise au rebut d'une voiture ou d'une camionnette (PTAC < 3,5t) immatriculée avant 2011 (Diesel) ou 2006 (essence) selon décret en vigueur. Conditions d'éligibilité sur primealaconversion.gouv.fr. Offre non cumulable, réservée aux particuliers, valable jusqu'au 31/07/2023, dans le réseau participant. Sous réserve d'acceptation de CREDIPAR, loueur et SA au capital de 138 517 008 €, RCS Versailles n° 317 425 981, ORIAS 07004921 (www.orias.fr), n° ADEME : FR231747_03GHJZ, 2-10 boulevard de l'Europe 78300 Poissy. Modèle présenté : Avenger MY23 Summit avec option à 354 €/mois aux mêmes conditions. **Jeep Avenger 100% électrique : consommations d'énergie électrique (kWh/100 km) : 15,9-15,4 ; émissions de CO₂(g/km) : 0 ; autonomie électrique (km) : 400-390 ; autonomie électrique en ville : 579-553.** Valeurs définies selon le cycle combiné WLTP, mises à jour le 03/04/2023. Les valeurs de consommations et d'émissions de CO₂ sont communiquées à des fins de comparaison, les valeurs communiquées peuvent ne pas refléter les valeurs réelles. Important : les valeurs réelles de consommation d'énergie électrique et d'autonomie peuvent être fortement différentes et peuvent varier en fonction des conditions d'utilisation et de divers facteurs tels que : les options, la fréquence de recharge électrique par kilomètre parcouru, la température ambiante, le style de conduite, la vitesse, le poids total, l'utilisation de certains équipements (climatisation, chauffage, radio, navigation, feux, etc.), le type et l'état des pneus, l'état de la route, les conditions climatiques extérieures, etc.

Freedom is electric = La liberté est électrique. The car of the year = Voiture de l'année.

www.jeep.fr

Pensez à covoiturer #SeDéplacerMoinsPolluer



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Les racines de la colère

La sidération mais aussi un air de déjà-vu. D'abord il y a les images, choquantes, celles où l'on voit un policier tirer à bout portant sur le conducteur d'une voiture, le 27 juin, à Nanterre. Cette vidéo, publiée sur les réseaux sociaux, a fait le tour du monde et a "joué un rôle déterminant dans le déferlement de violence qui a secoué les rues, car elle contredit la version de la police", expliquait le quotidien conservateur espagnol **La Razón** au lendemain du drame. Le conducteur, Nahel, avait 17 ans, et il est mort pour un refus d'obtempérer. Depuis, la presse étrangère a très largement couvert la flambée de violences de ces derniers jours en France. En Europe mais aussi dans le monde

arabe, au Maghreb, aux États-Unis et jusqu'en Chine ou en Russie, de nombreux journaux y ont même consacré leur une (et de très nombreux articles). Avec plus ou moins de nuances : "La France à feu et à sang. Macron demande aux parents de garder leurs adolescents à la maison" (**Público**, Portugal); "Révolte contre la police" (**Der Tagesspiegel**, Allemagne); "Les banlieues françaises brûlent de rage" (**Le Temps**, Suisse); "Que faire de cette colère?" (**Die Tageszeitung**, Allemagne); "L'épidémie de violence policière" (**Al-Araby Al-Jadid**, Qatar)... Du malaise des banlieues au "racisme systémique" de la police, de l'origine des violences urbaines à leurs conséquences politiques, les envoyés spéciaux des grands médias étrangers ont multiplié les analyses, témoignages et reportages pour tenter de comprendre les origines de cette colère française. Dans notre dossier cette semaine, nous vous en proposons

une sélection représentative. C'est un autre regard, plus distancié, sur ce qui se passe en France, et c'est un regard nécessaire. Il y a d'abord ce reportage à Nanterre, signé Nadia Pantel pour **Der Spiegel**. "Ceux qui, comme Nahel, ont grandi dans la cité Pablo Picasso sont les cobayes d'une expérience de béton", écrit-elle dans un article très documenté sur la situation des banlieues en France. "À seulement quelques encablures se dressent les tours du quartier d'affaires de la Défense. Sur le papier, rien ne sépare les employés de ces bureaux des habitants des tours Nuages. Mais une frontière sociale sépare ces deux mondes." En 2005, au moment de la révolte des banlieues, Domenico Quirico était correspondant de **La Stampa** à Paris. Dix-huit ans plus tard, il constate lui aussi, amer, que rien n'a vraiment changé, et qu'au contraire le fossé entre les villes et leur périphérie s'est encore creusé. "Le modèle français est cassé", renchérit

The Sunday Telegraph, qui dénonce une ségrégation ethnique et sociale choquante dans les banlieues françaises. Plus politique, Roger Cohen, chef du bureau du **New York Times** à Paris, évoque, lui, deux blocs "irréconciliables", entre une France "partisane de l'ordre" et un camp qui voit "du racisme et de la discrimination ethnique derrière les morts causées par la police et les maltraitements envers les minorités". Mais par-delà le malaise des banlieues, c'est "la désinhibition d'une partie de l'État et d'une partie de la société", pour citer la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**, qui a surpris la presse étrangère. Comment expliquer un tel niveau de violence chez des émeutiers parfois très jeunes? Des symboles de la République ont été attaqués, mais pas seulement. Retour au rôle des images. "Les violences et les vidéos de violences forment désormais une symbiose qui jette – littéralement – de l'huile sur le feu", explique Nadia Pantel dans le **Spiegel**.

"Dans ces vidéos, les casseurs rivalisent d'audace et de violence. C'est comme une insurrection sans mots, sans revendications, une pure incandescence." Cela n'explique pas tout, mais c'est l'un des facteurs aggravants de ces nuits d'émeutes mis en avant par la presse étrangère. Comme le rôle aujourd'hui démesuré de la police dans le paysage politique français, selon **The Washington Post**. Pour **Die Zeit**, le chef de l'État se trouve désormais dans un "piège politique": "Il devrait réformer une police qui vient tout juste de lui sauver la peau. Sauf qu'il ne peut pas, car son gouvernement a plus que jamais besoin des policiers armés." À suivre sur notre site toute cette semaine.

Couverture nationale : France : dessin d'André Carrillo, Portugal, pour **Courrier international**. Otan : dessin de Falco, Cuba. **Couverture régionale :** Jumelles en ciré (la pointe des Poulains. Belle-Île-en-Mer), photo Aurélia Faudot.



Sommaire

7 JOURS DANS LE MONDE p.8

Palestine. Jénine sous le feu israélien

Lundi, l'armée israélienne a lancé la plus importante opération militaire "antiterroriste" depuis près de vingt ans dans cette ville du nord de la Cisjordanie occupée. On compte déjà plusieurs morts.



L'art d'être végane à la française

p.32

Courrier international vous invite à suivre tout l'été la presse étrangère dans les villes et régions françaises. Premier épisode avec **Die Zeit** et une journaliste allemande qui se lance un défi : passer des vacances véganes au pays de la viande.

360°

Militants des saveurs. Rasmus Kofoed invente le goût de l'avenir

p.40

Partout dans le monde, des chefs élaborent la cuisine de demain, arrachent des saveurs de l'oubli. Nous inaugurons ces portraits avec le chef danois du Geranium et la **Süddeutsche Zeitung**.

LES OBSESSIONS p.36

Ronald Mallett, retour vers le passé

Tout l'été, une série consacrée à des femmes et à des hommes habités par une obsession. Cette semaine, un astrophysicien américain raconte dans **The Guardian** comment il a passé sa vie à travailler sur une machine à remonter le temps pour retrouver son père mort.



LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- Blick** Zurich, quotidien. **The Christian Science Monitor** Boston, hebdomadaire.
- Connectas** (connectas.org) Amérique latine. **Financial Times** Londres, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Kaosod** Bangkok, quotidien.
- Mainichi Shimbun** Tokyo, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien. **Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien. **Nihon Keizai Shimbun** Tokyo, quotidien.
- La Repubblica** Rome, quotidien. **Der Spiegel** Hambourg, hebdomadaire. **La Stampa** Turin, quotidien. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **Le Temps** Genève, quotidien. **The Times** Londres, quotidien.
- UnHerd** (unherd.com) Londres, en ligne. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.

DESSIN DE PETER M. HOFFMANN, ALLEMAGNE



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. États-Unis. Un coup porté au rêve américain
9. Sénégal. Le président Macky Sall sort par la grande porte

À la une

10. France : Les racines de la colère

D'un continent à l'autre

18. Défense. L'Otan face à l'inconnue russe
24. République centrafricaine. Au cœur de la méthode Wagner
26. Japon. Dans le paradis naturel de Yakushima
30. Brésil. Une diplomatie "chimérique"
31. États-Unis. R. Kennedy Jr., le Donald Trump des démocrates
32. Voyage en France (1). L'art d'être végane à la française

Transversales

36. Les obsessions (1). Ronald Mallett, l'homme qui rêvait de retourner dans le passé
38. Économie. Riyad ne fait plus la charité, il investit
39. Signaux. Pollution : l'électrique ne résout pas tout
360°
40. Militants des saveurs (1). Rasmus Kofoed invente le goût du futur
44. Voyage. Le fol été de Leeds
46. Plein écran. Le Japon veut éviter le "game over"
47. Histoire. Le Soudan, l'autre pays des pyramides
48. La rencontre. Un donut pour expliquer l'économie



SUR NOTRE SITE

La France vue de l'étranger. Après les émeutes

Suivez l'actualité française, les émeutes, les réactions politiques et citoyennes à travers les reportages, les analyses, les décryptages de la presse internationale.

Iran. La vie périlleuse des trafiquants de carburant

Dans les contrées inhospitalières du sud-est de l'Iran, de nombreuses personnes gagnent leur vie en transportant de l'essence de contrebande vers le Pakistan voisin. Souvent au péril de leur vie, raconte le journal iranien **Etemaad**.

Courrier Stories. L'info prend de la hauteur

Notre nouvelle rubrique, qui raconte l'information autrement : des formats courts, ludiques et illustrés qui résonnent avec l'univers des réseaux sociaux. Des clés de lecture sur la géopolitique, la société, les sciences, la culture, le sport... À découvrir sur notre site et sur notre appli.



L'horoscope de Rob Brezsný Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.



Ce numéro comporte des pages spéciales

En région Bretagne, ce numéro comprend une couverture et huit pages spéciales consacrées à la Bretagne vue par la presse étrangère. Une édition à retrouver également sur notre site et notre appli.

← Photo Aurélia Faudot. Dessin Emanuele Del Rosso, Italie.

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Juillet 2023. Commission paritaire n° 0727 c 82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Dauda (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitreanu (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 33), Christine Chauveau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée), Yuta Yagishita (Japon). MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des Informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélic (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Oumelma Nechi HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérod, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathon Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallet et Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38), Florent Normand DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Solal Abélès, Christophe Alexandre, Giuseppe Arditi, Jean-Baptiste Bor, Anne-Dominique Bouille, François Burkard, Cécile Chemel, Elisabetta Di Matteo, Agathe Gras, Mona Guichard, Lucie Hoarau, Hong-Kyung Kang, Valentine Morizot, Anthony Pittavino Responsable du numérique Kevin Jolivet, Louise Dugeai (développement web), Camille Lefaix (cheffe de produit abo numérique)

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. 01 57 28 20 00 Directrice générale Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steve Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16 06) Gestion Lucie Madalena (16 26) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale international Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino Responsable du numérique Kevin Jolivet, Louise Dugeai (développement web), Camille Lefaix (cheffe de produit abo numérique) Modifications de services ventes au numéro, réassortissements 08 05 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 – 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgu

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

- 1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 237,20 €*
 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 290,60 €*

RCO23BO01

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2023>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

*Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.

Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de Courrier international par voie postale. Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international par voie postale.

Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CSV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.co m
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8075 avenue Marco-Pola, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
10-31-1282 pefc-france.org

Origine du papier : UK, Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisations : Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



**Si votre idée
c'est de réduire
votre budget
assurance**



220 € ÉCONOMISÉS⁽¹⁾

par an en moyenne grâce à nos formules
d'Assurance Auto⁽²⁾ adaptées à vos besoins.



(1) Étude déclarative réalisée par Moai, institut indépendant affilié à ESOMAR (Association européenne pour les études d'opinion et de marketing) en mai 2022. L'échantillon des répondants est composé de 223 clients interrogés par Internet, âgés de 18 ans et plus, ayant souscrit un contrat d'Assurance Auto chez Société Générale dans les 12 derniers mois qui ont précédé l'étude et représentatifs de la clientèle type assurée par Sogessur en termes de canal de souscription, d'âge et de sexe.

(2) Contrats d'Assurance Auto de Sogessur, d'assistance de Fragonard Assurances (prestations mises en oeuvre par AWP France S.A.S. sous le nom commercial Mondial Assistance). Entreprises régies par le Code des assurances. Contrats présentés par Société Générale, dont le siège social est situé 29, bd Haussmann (Paris 9^e), en sa qualité d'Intermédiaire en assurances, immatriculation ORIAS n° 07 022 493 (www.orias.fr). Offre soumise à des conditions d'éligibilité, valable en France métropolitaine pour des véhicules immatriculés ou en cours d'immatriculation en France métropolitaine. Les événements garantis, les conditions, les limites et exclusions de garantie figurent au contrat. Société Générale, S.A. au capital de 1 010 261 206,25 € - 552 120 222 RCS PARIS - Siège social: 29, bd Haussmann, 75009 PARIS. SG est une marque de Société Générale. Crédit photo: Alizée Omary. Juillet 2023.



États-Unis. Un coup porté au rêve américain

Le 29 juin, la Cour suprême a révoqué la discrimination positive dans les universités. Une décision qui aura des effets dévastateurs sur la diversité dans l'enseignement supérieur, estime ce journal californien.



CAGLE CARTOONS

— **Los Angeles Times**, extraits
(Los Angeles)

En empêchant les établissements d'enseignement supérieur de recourir à la discrimination positive dans leurs procédures d'admission alors que notre pays continue de se heurter à l'héritage du racisme, la récente décision de la Cour suprême est vouée à avoir des conséquences catastrophiques.

Sollicitée dans le cadre de deux plaintes déposées contre l'université de Harvard et contre l'université de Caroline du Nord, la plus haute instance judiciaire du pays a jugé inconstitutionnelle l'utilisation du critère de la race dans les procédures d'admission des universités. Ce positionnement de la majorité conservatrice de la Cour suprême n'a rien de surprenant, mais il n'en reste pas moins dévastateur.

Cette décision renverse plusieurs décennies d'une jurisprudence qui soutenait les efforts des établissements d'enseignement supérieur pour diversifier le profil de leurs étudiants. Les universités

privées bénéficiant de fonds fédéraux sont également concernées.

Les précédents arrêts de la Cour suprême avaient préservé le droit des universités à appliquer une politique de discrimination positive. La Cour suprême reconnaissait ainsi que la diversité était bénéfique dans les salles de classe, car elle nourrissait les débats et apprenait aux élèves à s'épanouir dans une société multiraciale.

Cette politique a également aidé les entreprises américaines à accroître la diversité en leur sein. Les quotas étant illégaux, les mesures fédérales de discrimination positive incitent les agences gouvernementales et les entreprises qui travaillent en sous-traitance pour l'État à veiller

à ce que leur personnel soit représentatif de la population du lieu où il œuvre. Les entreprises privées ne sont pas concernées, même si les politiques antidiscriminatoires les ont globalement encouragées à aller dans la même direction.

Mais le glas de la discrimination positive sonnait depuis plusieurs années déjà. Ses opposants affirment qu'elle avantageait les

étudiants noirs et hispaniques, ainsi que ceux issus d'autres minorités, au détriment des étudiants blancs ou d'origine asiatique.

En Californie, les deux systèmes d'enseignement supérieur public ne sont plus autorisés à prendre en compte le facteur racial dans leurs procédures d'admission depuis que les électeurs ont adopté la proposition 209 en 1996. Les établissements supérieurs californiens essaient, depuis lors, de favoriser la diversité raciale et économique parmi leurs élèves en utilisant d'autres moyens.

L'arrêt de la Cour suprême va très certainement réduire le nombre d'étudiants noirs et latinos, ainsi que ceux issus d'autres minorités, dans les universités très sélectives. Pour éviter cela, ces établissements vont devoir trouver d'autres moyens d'assurer la diversité de leurs élèves.

Les établissements d'enseignement supérieur doivent transformer radicalement leurs procédures d'admission. Ils doivent notamment supprimer la préférence accordée aux étudiants qui peuvent se prévaloir de leur nom, de leurs aptitudes sportives, des dons ou des relations de leur famille pour être avantagés. À Harvard, les candidats dans ce cas représentaient presque 43 % des étudiants blancs admis entre 2009 et 2014, contre moins de 16 % des étudiants non blancs. Sans ce traitement préférentiel, environ trois quarts des candidats blancs auraient été refusés.

Interdire la discrimination positive dans le processus d'admission des universités n'évacue pas la question du racisme aux États-Unis. Les institutions américaines continuent de perpétuer les inégalités raciales et économiques, comme en témoignent le taux disproportionné de mortalité infantile dans la population noire, les niveaux de pollution plus élevés dans les quartiers populaires et les pratiques discriminatoires qui se perpétuent dans les écoles, telles que la plus grande sévérité des mesures disciplinaires prises à l'encontre des élèves noirs et latinos.

✓ *Le juge conservateur, Clarence Thomas. Sur le mur : "Diversité > Adversité". Sur l'échelle : "Discrimination positive". Dessin de Christopher Weyant paru dans The Boston Globe, États-Unis.*

Paradoxalement, jamais une Cour suprême n'a mieux incarné la diversité dans toute l'histoire des États-Unis. Deux de ses neuf juges [le juge conservateur Clarence Thomas et la juge progressiste Sonia Sotomayor] ont même reconnu avoir bénéficié de la discrimination positive pendant leurs études. Ils ont néanmoins rendu des avis opposés sur cette politique, ce qui montre bien à quel point elle peut diviser.

"Dieu seul sait où je serais aujourd'hui" sans la discrimination positive, a ainsi déclaré le juge [africain-américain] Clarence Thomas, qui en est pourtant un fervent opposant, et ce depuis plusieurs décennies. La juge latina Sonia Sotomayor, en revanche, compare la discrimination positive à une "clé qui a ouvert les portes" et changé sa vie.

Les inégalités dont ont souffert ces deux juges sont encore une réalité pour beaucoup d'Américains, d'autant que le fossé entre les riches et les pauvres ne cesse de se creuser. Or la Cour suprême vient de rendre encore plus difficile pour le pays de remédier à ces inégalités.—

Publié le 29 juin

SOURCE



LOS ANGELES TIMES

Los Angeles, États-Unis
Quotidien, 142 380 ex.
latimes.com

Créé en 1881, c'est le plus à gauche des quotidiens à fort tirage du pays et le grand spécialiste des sujets de société et de l'industrie du divertissement. À partir des années 1940, il devient le premier quotidien de Los Angeles. En 2018, le titre est vendu à Patrick Soon-Shiong, milliardaire des biotechnologies.

Le remboursement des dettes étudiantes retoqué

●●● Au lendemain de la révocation du principe de discrimination positive à l'université, la Cour suprême a rendu le 30 juin une autre décision historique en lien avec les études universitaires : l'invalidation du remboursement d'une partie de la dette étudiante par le gouvernement fédéral. Cela démontre à nouveau, un an après la permission donnée aux États de légiférer comme bon leur semble sur le droit à l'avortement, à quel point cette juridiction redessinée par Donald Trump ancre les États-Unis "fermement à droite", alors même que la gauche est au pouvoir, analyse **CNN**. Les sages ont statué que le gouvernement avait dépassé ses prérogatives en mettant en place un programme coûteux sans l'approbation du Congrès. Si le programme annoncé en août avait pu être appliqué, plus de 400 milliards de dollars (367 milliards d'euros) seraient venus soulager les dettes d'environ 40 millions d'Américains.

**Si votre idée
c'est de préparer
l'avenir**



**AVEC LA NOUVELLE
GÉNÉRATION D'ÉPARGNE**

vous pouvez bénéficier de l'expertise de sociétés de gestion françaises et internationales parmi les plus réputées.



Les investissements sur les marchés financiers présentent un risque de perte en capital.

Document à caractère publicitaire – Préalablement à toute souscription, il convient de vous rapprocher de votre conseiller pour que ce dernier puisse s'assurer que la solution d'investissement envisagée est adaptée à votre situation patrimoniale et budgétaire, à vos objectifs et horizon de placement, à votre profil investisseur et vos connaissances et expériences financières, ainsi qu'à vos préférences en matière de finance durable.

Société Générale, S.A. au capital de 1 010 261 206,25 € – 552 120 222 RCS Paris – Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 Paris. Intermédiaire en assurance, dûment enregistré à l'ORIAS sous le n° 07 022 493 (www.orias.fr). SG est une marque de Société Générale. Crédit photo : Alizée Omaly. Juillet 2023.



La MDMA comme médicament

AUSTRALIE — C'est une première mondiale : depuis le 1^{er} juillet, des psychiatres sont autorisés, sous certaines conditions, à prescrire des traitements à base de MDMA et de psilocybine, les principes actifs de l'ecstasy et des champignons hallucinogènes. Le changement affectant ces produits, jusqu'ici considérés comme des drogues récréatives illégales, a été décidé en février. "Il a été salué par certains chercheurs comme une occasion pour l'Australie de devenir le pionnier mondial en matière d'innovation dans le traitement des troubles psychiques", écrit le **Sydney Morning Herald**, qui tempère immédiatement : "Mais d'autres s'inquiètent d'une décision qu'ils jugent prématurée."

Bientôt un euro numérique ?

UNION EUROPÉENNE — Bruxelles a rendu publique le 28 juin sa proposition pour la création d'une monnaie numérique, qui devrait voir le jour en 2027 ou 2028. Dans une tribune, publiée notamment par **El País**, ses promoteurs expliquent que "le recours aux espèces pour effectuer des paiements est, à l'évidence, en recul dans de nombreuses régions du monde, y compris en Europe", et que "la suite logique est d'adapter l'argent liquide à cette nouvelle ère". Mais a-t-on vraiment besoin d'un nouveau mode de paiement alors qu'on peut déjà procéder depuis longtemps à des paiements électroniques avec une

simple carte bancaire ? s'interroge **Kurier**, en Autriche. "Cet outil ne permettra pas aux banques européennes d'être moins dépendantes des groupes américains en matière de paiements internationaux. De nombreux établissements financiers en Europe se fient totalement à Mastercard ou à Visa, et ils continueront de le faire."

Six mois pour plier bagage

MALI — Une majorité absolue de mains levées. Le Conseil de sécurité de l'ONU a mis un terme immédiat, le 30 juin, à sa mission multidimensionnelle au Mali (Minusma). Deux semaines plus tôt, le ministre des Affaires étrangères malien, Abdoulaye Diop, avait demandé son départ "sans délai". Selon le texte adopté, le retrait s'effectuera du 1^{er} juillet au 31 décembre. "Voilà dix ans que 53 pays ont décidé de porter secours au Mali", rappelle **Le Faso**, en égrenant une série de chiffres et de superlatifs. Il s'agit de "l'opération de maintien de la paix des Nations unies la plus coûteuse [1,2 milliard de dollars par an]", avec "11 500 militaires, 1 500 policiers et 1 800 civils dans 11 bases". La Minusma aura aussi été la mission de l'ONU la plus dangereuse, avec 309 morts enregistrées depuis sa création, en 2013.

Bolsonaro hors course



Jair Bolsonaro à huit ans d'inéligibilité. Le Tribunal supérieur électoral a conclu, à cinq voix contre deux, que l'ex-président avait abusé de son pouvoir et jeté des doutes infondés sur le système de vote électronique du pays. Malgré d'éventuels recours, la décision est entrée en vigueur. En vue de la présidentielle de 2026, la droite devra désormais lui choisir un héritier parmi les quelques noms qui, en coulisse, commencent à circuler.

BRÉSIL — "Terminus", titre l'hebdomadaire **Istoé** après la condamnation, le 30 juin, de

↳ Dessin de Willis, Tunisie.

CISJORDANIE

L'armée israélienne frappe fort à Jénine

Tsahal a lancé le 3 juillet sa plus importante opération depuis près de vingt ans. Elle vise le groupe palestinien des Brigades de Jénine, dans cette ville du nord de la Cisjordanie occupée.

Aux premières heures du 3 juillet, l'armée israélienne a lancé une "vaste opération antiterroriste" à Jénine et dans ses environs, dans le nord de la Cisjordanie, avec de très importants moyens terrestres et aériens. Il s'agit sans doute de sa plus importante opération dans ce territoire palestinien depuis des années – depuis la seconde Intifada (2000-2005), précise **The Jerusalem Post**. Selon un bilan du ministère de la Santé palestinien communiqué le 4 juillet, au deuxième jour de l'opération, dix Palestiniens avaient été tués et une centaine blessés, dont vingt grièvement.

Après une journée intense de combats au sol et de bombardements aériens, de nombreux résidents du camp de réfugiés "ont fui leur domicile" dans la nuit du 3 au 4 juillet, "de peur d'être touchés par des affrontements avec les forces de sécurité israéliennes", rapporte le quotidien israélien **Ha'aretz**.

L'opération cible clairement une faction, explique **Ynetnews**, le site de Yediot Aharonot : "L'opération qui a commencé tôt lundi [3 juillet] à Jénine a été planifiée par les services de renseignements de Tsahal pendant un an, avec pour objectif de porter un coup aux responsables de l'organisation terroriste palestinienne nouvellement créée des Brigades de Jénine." L'armée israélienne, rappelle **Ynetnews**, avait mené une opération similaire en octobre dernier à Naplouse contre le Repaire des lions. Les Brigades

de Jénine et le Repaire des lions font partie des nouveaux groupes de résistance palestinienne qui ont vu le jour ces derniers mois en Cisjordanie, sur fond d'affaiblissement de l'Autorité palestinienne, dirigée par le leader du Fatah, Mahmoud Abbas, 87 ans.

En réaction à l'opération israélienne à Jénine, l'Autorité palestinienne, explique le journal **Al-Ayyam**, a décidé de suspendre tout contact avec l'État hébreu. Et la première riposte a eu lieu dans l'après-midi du 4 juillet dans le nord de Tel-Aviv. Une attaque à la voiture-bélier y a fait au moins quatre blessés.

Les médias palestiniens ont rapidement condamné ce qu'ils considèrent comme une "agression" israélienne. À l'image de l'éditorial d'**Al-Quds**: "L'attaque de grande ampleur menée par la puissance occupante contre Jénine et son camp, et les massacres qu'elle commet contre notre peuple – meurtres de sang-froid, démolitions de maisons, rasages de rues et d'infrastructures – au moyen d'avions, de véhicules blindés et de divers mécanismes, équivaut à une guerre d'agression se déroulant sous les yeux du monde entier."

La presse israélienne, elle, s'interroge sur les contours et l'efficacité de cette opération. Pour **Ha'aretz**, "l'opération d'Israël à Jénine ne changera pas la réalité en Cisjordanie". Si, du côté de la majorité gouvernementale de droite et d'extrême droite du Premier ministre, Benjamin Nétanyahou, on explique qu'il s'agit d'un véritable "tournant", l'armée israélienne "parle de cette opération de manière totalement différente". "Est-ce une priorité militaire ou un spectacle à destination des colons" de Cisjordanie soutenus par l'aile radicale du gouvernement israélien ? s'interroge le journal de centre gauche. "Cette opération est un compromis entre la préférence de Tsahal de poursuivre la stratégie actuelle de raids à relativement petite échelle sur Jénine [...] et la demande des éléments d'extrême droite du gouvernement [...] d'une opération militaire [...] pour exterminer des terroristes – pas un ou deux mais des dizaines et des centaines, des milliers si nécessaire", selon les mots du ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir.

— **Courrier international**



REVUE DE PRESSE



Threads, la tueuse de Twitter ?

TECH — “Mark Zuckerberg cherche depuis longtemps à déloger Twitter et à proposer l’outil principal du débat public en ligne. Twitter s’est révélé indéradicable, ce qui n’a en rien dissuadé Mark Zuckerberg”, écrit **The New York Times** le 4 juillet. La veille, Meta, propriétaire de Facebook, Instagram et WhatsApp, a présenté une nouvelle application, Threads, qui “investit clairement le territoire de Twitter”. Connectée à Instagram et disponible le 6 juillet sur l’App Store, cette appli semble fonctionner comme la plateforme rachetée par Elon Musk. Si bien que certains experts y voient déjà la “tueuse de Twitter”.

Pardon officiel



PAYS-BAS — Le roi Willem-Alexander a présenté des excuses le 1^{er} juillet pour le rôle de ses ancêtres dans la perpétuation de l’esclavage, qui a enrichi l’État néerlandais. En décembre, le Premier ministre, Mark Rutte, s’était également excusé lors d’un discours qualifié d’*“impressionnant”* par le quotidien progressiste **De Volkskrant**, pour qui, “cent cinquante ans après la fin de l’esclavage, les Pays-Bas sont toujours aux prises avec ses conséquences”. Ces excuses interviennent dans un climat de frustration croissante parmi les descendants des 600 000 à 1 million de personnes réduites en esclavage et transportées dans les possessions néerlandaises.

Barbie rayée de la carte

VIETNAM — Le sourire éclatant de Margot Robbie dans le rôle de Barbie ne se verra pas le 21 juillet sur les écrans vietnamiens. Celui de Ryan Gosling, dans la peau de Ken, non plus. Les autorités du pays ont décidé, le 3 juillet, d’interdire le film de Greta Gerwig consacré à la célèbre poupée de Mattel, rapporte **Variety**. En

cause : une scène dans laquelle on aperçoit une carte de la mer de Chine méridionale sur laquelle figure la “ligne en neuf traits”, une démarcation qui, pour Pékin, délimite sa zone économique exclusive maritime. Mais qui, aux yeux de Hanoï, porte atteinte à sa souveraineté.

Vellités de sécession

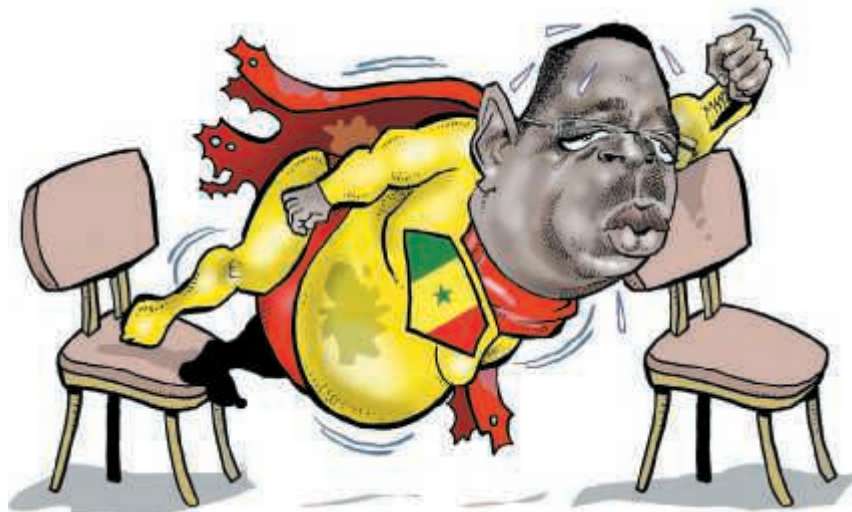
ÉCOSSE — Posé à une quinzaine de kilomètres des côtes écossaises, l’archipel des Orcades se sent délaissé. Méprisé. À la fois par Londres et par le gouvernement local, à Édimbourg. D’où la proposition formulée par James Stockan, président du conseil local : explorer, à l’occasion d’une réunion convoquée le 4 juillet, des “formes alternatives de gouvernance”, dont le rattachement à la Norvège. Après tout, les Orcades, plus proches d’Oslo que de Londres, ont longtemps vécu sous le pouvoir norvégien, puis danois, avant leur rattachement à l’Écosse en 1472. D’autres options sont envisagées, dont l’autonomie ou l’accès au statut de dépendance de la Couronne d’Angleterre, à l’image des îles Anglo-Normandes. Dans tous les cas, estime **The Herald**, la démarche traduit “un réel cri du cœur” des insulaires.



SÉNÉGAL

Le président Macky Sall sort par la grande porte

De nombreux médias africains saluent la décision du président sénégalais de ne pas briguer un troisième mandat. Après avoir longuement entretenu le flou sur cette question, il a officialisé sa décision le 3 juillet.



→ Macky Sall. Dessin de Glez, Ouagadougou.

De dos sur un tapis rouge ou de face en portrait serré, l’air solennel, en tenue traditionnelle ou tiré à quatre épingles, le président sénégalais squattait toutes les unes le 4 juillet, au lendemain de l’annonce de son choix de ne pas briguer un troisième mandat. “Macky Sall par la grande porte”, titre **Enquête Plus**. “Macky, quelle grandeur !” affiche le quotidien gouvernemental **Le Soleil**.

“Macky Yewwina Askan Wi”, choisit plus subtilement **Walf Quotidien**. Un jeu de mots en wolof, qui détourne le nom de la coalition de l’opposition, Yewwi Askan Wi (“Libérer le peuple”, en français), et signifie “Macky libère le peuple”. “En dépit des pressions, il n’a pas cédé”, estime **Le Quotidien**, rappelant que son allocution télévisée du 3 juillet met “fin au flou entretenu pendant des années autour de cette question”.

Les pressions renvoient aux “initiatives”, selon **Enquête Plus**, qui se sont multipliées au sein de la mouvance présidentielle pour encourager Macky Sall à se représenter en 2024. “Ce samedi [1^{er} juillet], c’était au tour des élus locaux d’encourager ce dernier à suivre cette voie tant décriée par l’opposition sénégalaise et la société civile : 85 % des élus locaux ont signé une pétition en faveur de la participation de l’actuel chef de l’État à la prochaine élection présidentielle.”

“La Constitution me le permettait”, a encore déclaré Macky Sall lors de son allocution télévisée, dont **Senepius** livre les points clés. De fait, explique **Seneweb**, le président a toujours estimé qu’il était en droit de se représenter. “M. Sall a été élu en 2012, réélu en 2019. Il a fait réviser la Constitution en 2016. Elle stipule que ‘nul ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs’. Ses partisans ont toujours argué que la révision a remis les comptes à zéro. Ce que conteste l’opposition.”

Macky Sall jouait donc gros, étant lui-même dans la ligne de mire de l’opposition, incarnée par Ousmane Sonko, candidat à la présidentielle de 2024. Ces deux dernières années, des violences ont émaillé les déboires judiciaires de Sonko, perçus comme téléguidés par le pou-

voir. Macky Sall incarnait “le recul démocratique auquel la sous-région africaine est confrontée depuis quelques années” et “symbolisait l’autisme qui s’empare des leaders du continent”, tance **Le Djely** depuis Conakry. À présent, poursuit-il, c’est au fervent opposant Ousmane Sonko de “faire ses preuves” autrement qu’en critiquant les vellités de Macky Sall de durer au pouvoir. Et, à cet égard, le président “coupe l’herbe sous le pied de Sonko”, estime **Le Djely**.





à la une

Les nuits d'émeutes qui ont embrasé la France après la mort de Nahel, tué lors d'un contrôle policier, ont choqué la presse internationale. Elles sont l'expression de la colère puissante des banlieues, d'une souffrance toujours sans réponse depuis 2005. Cette rage répond aussi à des violences policières récurrentes, l'un des grands maux de l'Hexagone.

LES RACINES DE LA COLÈRE

La rage de Nanterre

Il suffit de mettre un pied dans cette banlieue parisienne pour saisir les raisons de la colère, écrit cette journaliste allemande.

—Der Spiegel (Hambourg)

Huit heures du matin, Chems rentre du travail et trouve, devant chez lui, la voiture de ses parents en flammes. Deux heures plus tard, il se tient devant les restes calcinés de la Peugeot 107, attendant le service de remorquage. Il parcourt la rue du regard. De là où il est, on dénombre neuf carcasses de véhicules; l'air empesté le plastique brûlé.

“Ils sont complètement hors de contrôle”, lâche Chems sur le ton du constat plutôt que du reproche. À côté de lui, deux femmes qui se sont rapprochées, hochent la tête. Tous les trois vivent ici, dans cette rue où l'asphalte est désormais maculé de brûlures. “Ça ne rend service à personne”, déplore l'une d'elles en contemplant ce qu'il reste de la voiture de Chems.

Samedi matin [1^{er} juillet], cité Pablo-Picasso, à Nanterre. C'est là que vivait Nahel M., 17 ans, à deux kilomètres à peine de l'endroit où, quatre jours auparavant, il a été abattu par un policier. La colère qui a embrasé toute la France est particulièrement violente à Nanterre. Ici, Nahel n'est pas qu'un nom lu sur Internet, c'était un voisin. Ce samedi, ses proches l'enterreront.

Chems ira lui aussi à l'enterrement. “Pour montrer que nous ne l'oublions pas, ni lui ni les autres.”

Ces “autres”, ce sont tous les jeunes hommes morts sous les balles de la police française. “C'est quoi le bon terme ici? Une erreur de la part du policier, vraiment?” Les restes calcinés de sa voiture n'enlèvent rien à la colère qu'il ressent contre la police. “Ce sont deux choses différentes, souligne-t-il. Nahel n'aurait pas dû mourir.”

Frontière sociale. Ni lui ni les deux femmes ne souhaitent donner leur nom à une journaliste. Ils ont peur. “Ces gamins ne connaissent plus de limites. Je voudrais que ma voiture soit épargnée”, soupire Nazera, 38 ans. Elle-même a un fils de 17 ans, qui connaissait bien Nahel. “S'il était là, il serait dans la rue avec ses amis.” L'impuissance résonne dans sa voix. Elle lui téléphone sans arrêt et tente de lui faire entendre raison, mais elle sait pertinemment que l'opinion de ses amis compte davantage pour lui. Pour cet été, elle l'a envoyé dans sa famille au Maroc. “Heureusement!”, lâche-t-elle.

Ceux qui, comme Nahel, ont grandi dans la cité Pablo-Picasso sont les cobayes d'une expérience de béton. C'est là, dans les années 1970, qu'ont été érigées les plus hautes tours de France – également les plus laides, ajouteront certains. Les admirateurs de leur créateur, l'architecte Émile Aillaud, les appellent

les “tours Nuages” en raison de leurs formes cylindriques. Ici, il n'y a pas de fenêtres mais des “perforations”. Une façon de dire qu'elles sont minuscules. Et que ceux qui regardent à travers n'ont généralement pas beaucoup d'argent, des parents ou des grands-parents issus de l'immigration, et une vue directe sur les champions du Big Business.

À seulement quelques encablures se dressent en effet les façades vitrées du siège de la Société générale et les tours du quartier d'affaires de La Défense. Sur le papier, rien ne sépare les employés de ces bureaux des habitants des tours Nuages. Mais une frontière sociale sépare ces deux mondes.

Ce samedi, de nombreux commerces de La Défense ont barricadé leurs vitrines et, dans les alentours de la cité Pablo-Picasso, les vendeurs de kebab ont baissé leur rideau de fer.

Dans les vidéos, les casseurs rivalisent d'audace et de violence. C'est comme une insurrection sans mot, sans revendication, un pur brasier.

Les casseurs des nuits précédentes ne font pas dans le détail: ils ont incendié les voitures de leurs voisins, démolé des distributeurs de billets, pris d'assaut des supermarchés. Une vidéo circule sur TikTok où un jeune homme en uniforme insurrectionnel (jogging et pull à capuche noirs) se tient à côté d'une voiture en flammes, devant l'enseigne d'un Franprix dévalisé. Une voix crie: “Prends-moi un Yop!” Émeutes et saveur fraise.

Les violences et les vidéos de violences forment désormais une symbiose qui jette – littéralement – de l'huile sur le feu. Les adolescents que les parents n'autorisent pas à sortir sont tout de même branchés toute la journée sur TikTok ou Snapchat, ingurgitant un flot ininterrompu de vidéos de véhicules en flammes. Dans ces vidéos, les casseurs rivalisent d'audace et de violence. C'est comme une insurrection sans mot, sans revendication, une pure incandescence.

Les sentiments ne sont pas tout à fait les mêmes à Nanterre. Ici, impossible d'oublier le point de départ de toute cette colère. Sur les devantures des magasins, les murs des maisons, les clôtures des chantiers, un nom revient: Nahel. “Nahel, on t'aime.” “Nahel, tu es le petit frère de tout Nanterre.” “Justice pour Nahel.” À côté, un cœur. Et puis, un autre nom. “Florian.”

SOURCE

DER SPIEGEL
Hambourg, Allemagne
Hebdomadaire
655371 ex.
spiegel.de

Un grand, très grand magazine d'enquêtes, lancé en 1947, agressivement indépendant, et qui a révélé plusieurs scandales politiques. C'est le magazine d'actualités allemand à la plus large diffusion.



← Dessin d'André Carrilho, Portugal, pour Courrier international.

Le nom du policier qui a tiré. “Florian, t'es mort.” “Fuck la police.” “Policiers assassins.” Sur le carrefour de la place Nelson-Mandela, où Nahel a été abattu, une question: “Combien de Nahel n'ont pas été filmés???”

Le fait que tout le monde ou presque dispose maintenant d'une caméra sur son téléphone portable n'a pas seulement accéléré les affrontements: les rapports entre la police et la population ont changé. Les citoyens filment la police. Considérant ce phénomène comme une menace, le ministère de l'Intérieur avait élaboré une loi interdisant de filmer les policiers dans l'exercice de leur travail en 2020. Le projet a provoqué des manifestations tellement massives qu'il a été retiré.

Filmer, défense légitimée. Dans les banlieues des grandes villes, dans les ensembles de logements sociaux et lors des manifestations, il y a longtemps que filmer la police est considéré comme de la légitime défense, comme le moyen de réunir des preuves de ce que les jeunes des banlieues comme les organisations de défense des droits de l'homme reprochent à la police française depuis des années: un comportement de plus en plus raciste et une violence disproportionnée.

La liste des Français d'origine africaine ou arabe qui ont été maltraités ou tués par des policiers est longue. Lamine Dieng, mort étouffé alors qu'il était maintenu par cinq agents en 2007; Adama Traoré, mort étouffé lors de son interpellation en 2016; Théodore Luhaka, victime d'un viol anal de la part d'un policier lors d'un contrôle d'identité; Michel Zecler, passé à tabac par des agents dans son studio de musique en 2020. Et ce ne sont que les cas les plus connus.

Il est difficile d'ignorer la gravité de la dégradation des relations entre la police et les Français non blancs à Nanterre. De l'autre côté de la place Nelson-Mandela, où Nahel a été abattu, passe le boulevard du 17-Octobre-1961. Ce nom rappelle un massacre commis par des policiers français sur des Algériens qui manifestaient pacifiquement. Des milliers d'Algériens → 12

Justice



Dans la fabrique de la comparution immédiate

Le 2 juillet, après cinq jours de “révolte” en France, pour **Il Manifesto** l'heure est venue de tirer un bilan judiciaire. “Il y a eu jusqu'ici 1300 arrestations, et à Nanterre on conduit jusqu'à 30 procès par jour”, note le quotidien

italien, qui s'est rendu au tribunal de la ville où tout a commencé. Ici, les jeunes arrêtés dans le cadre des émeutes sont jugés en comparution immédiate: “Un régime particulier qui permet de passer du commissariat au tribunal en quarante-huit heures”, note le média communiste, qui évoque “une industrie qui opère en cycle continu”. Presque toujours, les jeunes sont reconnus coupables. Une catastrophe, selon *Il Manifesto*, “car faute de casier judiciaire vierge, il leur sera difficile de trouver du travail”. **Un article à retrouver traduit en intégralité sur notre site.**

4 questions à...

RICHARD WERLY, correspondant du média suisse **Blick**.



“Pour ces jeunes, casser et piller est presque normal”

1. Qu'est-ce qui vous a le plus frappé dans les émeutes qui ont suivi la mort de Nahel ?

D'abord, leur ampleur et leur rapidité. J'avais eu le sentiment que des réponses avaient été apportées en 2005. Le bâtiment s'est amélioré, alors que les difficultés sociales sont restées les mêmes. Ensuite, le pillage et la destruction quasi gratuite semblent être devenus des gestes normaux.

Une barrière a été franchie. Enfin, il n'y a quasiment plus personne pour défendre les policiers. Je ne pensais pas que la relation entre la police et la population était devenue si problématique.

2. Comment décririez-vous la jeunesse qui se révolte aujourd'hui ?

D'abord, ce sont des garçons. Ils ont le sentiment que casser et piller est presque normal. C'est une génération qui a compris comment fonctionne la police, elle n'est pas dans une rébellion frontale. Il s'agit de commandos qui sont énervés, mais ils en veulent aux structures plutôt qu'à la société.

3. Vous avez suivi des comparutions immédiates au tribunal de Nanterre. Que vous a appris cette visite ?

Je suis admiratif des juges. Dans une période où tout le monde fait pression, il faut du courage pour dire la justice. Ce qui m'a frappé dans ce palais de justice vieillot et abîmé, c'était la présence de l'État tel qu'il devrait être. Sévère mais juste. J'y ai appris aussi que les gens sur le terrain savaient. Les avocats me disaient avoir depuis des années le sentiment d'être sur un volcan. Des élus locaux aussi. Malheureusement les signaux qu'ils envoyaient sont devenus terriblement ordinaires.

4. Que manque-t-il le plus au pays aujourd'hui pour pouvoir s'apaiser ?

Pour apaiser la France des banlieues, il faut que les services publics y fonctionnent, que la vie devienne plus facile. La vie est dure dans ces quartiers, les habitants sont en colère. Il faut leur donner de l'oxygène. Sur un plan économique, ça pourrait être une dispense de taxes pour les jeunes entreprises des quartiers pendant cinq ans. Sur le plan de la sécurité, on ne fait que réprimer et verrouiller. Or le pays a besoin d'oxygène, comme la cocotte-minute qui a besoin qu'on laisse partir la vapeur.

À la une



“RÉVOLTE CONTRE LA POLICE”

“En France, c'est l'escalade de la violence après la mort d'un jeune lors d'un contrôle routier. Quarante mille membres des forces de sécurité supplémentaires ont été mobilisés pour cette troisième nuit d'émeutes. Où va le pays ?”, s'inquiète le quotidien berlinois **Der Tagesspiegel**.

11 ← partis des cités pauvres et ouvrières de Nanterre et autres avaient marché sur le centre de Paris pour protester contre la politique d'occupation coloniale de la France. La manifestation a été écrasée dans le sang par la police. Les chiffres officiels rapportaient six morts à l'époque, les historiens d'aujourd'hui pensent qu'il y en a eu des centaines. Frappés à coups de barre de fer ou de matraque, jetés dans la Seine morts ou encore vivants. Le préfet de police de Paris a déposé une couronne en mémoire des victimes en 2021. C'était la première fois.

Les lanceurs de balles de défense que la police utilise lors des manifestations ont été conçus pour les patrouilles dans les banlieues.

Retour à Nanterre, de nos jours. Samedi après-midi, devant le cimetière du mont Valérien, sur la colline qui domine la ville. Le contraste avec les affrontements des derniers jours ne pourrait être plus grand. Des centaines de personnes ont accompagné le cercueil de Nahel depuis la cérémonie religieuse qui s'est tenue à la mosquée. En silence. Les personnes âgées se font conduire au cimetière en voiture. Les jeunes portent le caftan sur leur tenue de ville, les baskets pointent en dessous, le tissu peu porté brille au soleil. Omniprésentes les jours précédents, les équipes de télévision ne sont pas là : la famille a souhaité que les obsèques se déroulent sans la presse.

Safia est venue “pour montrer [sa] solidarité”. Elle se tient un peu à l'écart. Âgée de 38 ans, elle vit avec ses deux petits enfants dans l'Est parisien, dans un de ces quartiers que les

Français appellent *cité** : beaucoup d'immigrés, chômage élevé. La France dont les électeurs de Le Pen ont peur. Le fils de Safia a 5 ans et, lui, il a peur de la police. “On a une grande place où on se retrouve tous en été. Quand il y a des problèmes entre les jeunes et la police, tout baigne dans les gaz lacrymogènes, que des enfants y jouent ou non.”

En 2018, Safia a manifesté avec les “gilets jaunes”. Elle a été choquée par la façon dont la police traitait les manifestants.

“D'un côté, je me suis dit : ‘Maintenant vous voyez ce qu'on vit depuis des décennies dans les banlieues*.’”

Les lanceurs de balles de défense que la police utilise lors des manifestations ont été conçus dans les années 1990 pour les patrouilles dans les banlieues*.

La nuit de samedi à dimanche est nettement plus calme que les précédentes. Moins d'incendies, moins de vitres brisées. Un couvre-feu a été instauré dans la plupart des banlieues* parisiennes. Cependant la tension continue à monter. La maison du maire de L'Haÿ-les-Roses, au sud de Paris, a été incendiée par des inconnus dans la nuit.

Un communiqué de presse a été publié le 30 juin : “Face à ces hordes sauvages, demander le calme ne suffit plus, il faut l'imposer.” “L'heure est au combat contre ces ‘nuisibles.’” Et : “Aujourd'hui, les policiers sont au combat car nous sommes en guerre. Demain nous serons en résistance, et le gouvernement devra en prendre conscience.” Il émane d'Alliance Police nationale et d'Unsa Police, les deux syndicats de policiers les plus importants.

— **Nadia Pantel**, publié le 2 juillet

* En français dans le texte.

Repères

À Marseille, les quartiers nord abandonnés par la police

●●● “Je me sens traitée différemment, moins considérée.” Rahem Fana a perdu son fils l'été dernier. Poignardé, sur fond de rivalité amoureuse. “La police n'a rien fait”, relève **The Observer**. Le désarroi de la mère de famille figure le sentiment d'impuissance des quartiers nord de Marseille. “Leurs habitants sont relégués au rang de citoyens de seconde zone”, résume le correspondant de l'hebdomadaire britannique. La visite d'Emmanuel Macron, achevée le 28 juin, quelques heures après la mort de Nahel, n'a rien arrangé. Les promesses formulées par le président français deux ans plus tôt n'ont pas changé leur quotidien. Pire, depuis sa première venue dans la cité phocéenne, “les relations entre la population et la police se sont détériorées”. Les violences liées aux trafics de drogue atteignent “des niveaux jamais vus”. “La police a perdu toute

crédibilité auprès des habitants, expose le titre londonien, classé à gauche. Les agents viennent ponctuellement, lourdement armés, distribuer les contraventions, et repartent.” Les “cités*”, comme celle de Frais-Vallons, restent en prise avec les réseaux de trafics, “qui attirent les jeunes grâce à un modèle aux allures de méritocratie, du moins en comparaison des discriminations subies au sein de la société”. Entre les violences en bas de chez eux et les stigmatisations au-delà des “barres brutalistes posées au pied des collines”, les habitants sont plus coincés que jamais. “Leurs lieux de vie sont devenus l'exemple de ce qui arrive lorsque la police perd le contrôle – ou abandonne – des quartiers entiers.”

Un reportage à retrouver sur notre site.

* En français dans le texte

RIEN N'A CHANGÉ EN FRANCE DEPUIS 2005

Il y a dix-huit ans, la “révolte” des banlieues avait embrasé le pays pendant des semaines. Ce journaliste italien, qui était à l'époque correspondant à Paris, constate, indigné, que le fossé s'est encore creusé entre les villes et leurs périphéries et que, dans cette autre France, la colère est montée d'un cran.



↑ Dessin de Hajo, Liban.

— La Stampa (Turin)

Dix-huit années ont passé entre 2005 et 2023, c'est beaucoup de temps n'est-ce pas ? Pourtant, l'histoire se superpose parfaitement.

Mon carnet de correspondant à Paris en témoigne, rédigé jour après jour dans le tourbillon des événements survenus entre octobre et novembre 2005. Je relis mes notes : “Révolte des quartiers”, “les banlieues brûlent”.

Je le compare, ce vieux calepin, au compte rendu de ces derniers jours, et j'ai l'impression d'avoir effacé le temps d'un simple geste. La temporalité n'est pas la même, et pourtant, tout coïncide et se fond pour décrire un même phénomène.

En 2005, tout débuta à Clichy-sous-Bois, qui fait partie, comme Nanterre, de cette autre France. Une France des barres de béton qui, aujourd'hui, sont la destinée immobilière des immigrés de deuxième et troisième générations, noirs et maghrébins.

Les pères et les grands-pères rêvaient du jour où ils auraient leur passeport français, du jour de leur intégration dans la République*. Les petits-enfants, qui ont été les élèves de l'Éducation nationale, à qui l'on a appris la *Marseillaise* et les vertus de la “fraternité”, l'ont aujourd'hui dans la poche, ce passeport. Mais l'ennui, c'est qu'ils n'en veulent plus.

En face du vide. Ils regardent, remontés, l'autre Paris qui est juste de l'autre côté du périph, mais qui est séparé par un mur, symbolique mais infranchissable. À l'époque, comme aujourd'hui, ils vivent dans des départements qui se résument à un numéro, comme le “93”. Lorsqu'ils sortent du métro, une police soupçonneuse les interpelle, les contrôle sans ménagement, les oblige à faire demi-tour. Des “racailles” dont il faut se “débarrasser”, comme le résumait à

l'époque un ministre de l'Intérieur qui, hélas, a fait carrière depuis. Un certain Sarkozy.

À l'époque, nous étions allés voir cette “jacquerie” de plus près, dans les quartiers illuminés par les incendies, certains d'entre nous vêtus de façon grotesque, armés d'un casque et d'un blouson. Nous avons rencontré ces jeunes qui se déscolarisent au premier obstacle, pour ne trouver derrière que du vide. Dans ces quartiers, le taux de chômage est de 20 %, deux fois le taux national. Alors on se tourne vers les caïds. Parce que la délinquance comble les vides que laisse une République toujours plus avare. Autrefois ghetto, la banlieue est devenue une forme d'identité, et un creuset de colères.

Zyed et Bouna étaient deux adolescents qui, le 25 octobre 2005, avaient instinctivement peur de la police, et donc de l'État, tout comme Nahel dix-huit ans plus tard. C'est la raison pour

laquelle, ce jour-là, quand ils croisent les “flics” en plein contrôle au cœur de la cité, ils prennent la tangente, choisissant comme refuge un transformateur électrique, où ils meurent brûlés vifs.

Un simple fait divers, au fond. Dans les cafés de la Rive gauche, les théâtres continuèrent à faire le plein, et le restaurant de Ducasse, comme à l'ordinaire, n'avait pas une table libre. Ce sera pourtant l'étincelle d'une révolte qui marquera la crise d'un modèle français qui toujours promet sans jamais se montrer à la hauteur.

Ce ne sont pas les renforts de la police (même les stratégies du ministère de l'Intérieur n'ont guère évolué) qui éteindront à l'époque l'intifada nihiliste et stérile de ces jeunes gens encagoulés. Ni même les millions débloqués par l'État. Ce fut plutôt une prise de conscience : même comme ça, les choses ne changeraient pas.

Les acteurs de cette intifada ont donc fini par se replier sur eux-mêmes, sur leur diversité. Couvant une colère plus forte et plus noire encore.

Dix-huit années se sont écoulées entre les deux révoltes. Et pour y ajouter une nuance terrible, la violence et la colère sont aujourd'hui mon-

Zyed et Bouna avaient instinctivement peur de la police, et donc de l'État, tout comme Nahel dix-huit ans plus tard.

tées d'un cran. L'envie est forte de se venger de l'État et de ses symboles. C'était inévitable : le temps avance à bas bruit mais travaille les consciences, creuse le fossé qui sépare les villes de France de leurs innombrables périphéries.

La classe politique française, si professorale, et tous ces présidents monarques de droite et de gauche qui se sont succédé ces dernières années ne sont évidemment pas stupides. Ils ont simplement été aveugles.

Voilà dix-huit ans, on avait répondu à la révolte en faisant un peu de place aux jeunes de banlieue méritants à Sciences Po et dans les grandes écoles, ces doctes assemblées de puissants. C'est la vieille rengaine de l'intégration des “évolués”, comme au temps des colonies, comme l'on intégra Senghor et ses poèmes inoffensifs. Ou comme on s'est servi de la fable du onze tricolore black-blanc-beur. Dans cette logique, l'intervention du milliardaire Mbappé peut contribuer à éteindre l'incendie en invitant les têtes brûlées à se tenir tranquilles.

Mais dans ces dernières dix-huit années, ce à quoi personne n'a veillé, c'est à mettre en place dans ces quartiers une forme de médiation entre la société et l'État. Quelque chose qui absorberait la rage et la frustration des jeunes marginalisés. La frustration qui leur vient de cette confrontation brutale avec les grands enjeux sociaux du XXI^e siècle : la précarité, l'insécurité, l'exclusion.

— Domenico Quirico,
publié le 2 juillet

Vu du Portugal

“C'est l'Europe qui brûle”

●●● “Ce n'est pas seulement la France qui brûle, c'est l'Europe”, titre **Público**. Si “aucun gouvernement européen n'a été capable de gérer efficacement les conséquences du colonialisme, la France a peut-être plus que d'autres regardé ailleurs”, déplore Ana Sá Lopes dans les colonnes du quotidien portugais. Pour la chroniqueuse, Paris se trompe en polémique sur le voile islamique plutôt que de se préoccuper de “l'intégration réelle” d'habitants des banlieues, qui y vivent notamment “parce que, dans le passé, il y a eu des empires coloniaux”. “Tout le monde, à commencer par Macron, regarde ailleurs”, écrit la journaliste portugaise. “Cela se terminera mal, et probablement dans les mains de l'extrême droite.” Après Giorgia Meloni en Italie et une possible alliance entre le Parti populaire et Vox en Espagne, “le tour de Marine Le Pen va-t-il arriver ?” s'inquiète-t-elle. “Une Europe aux mains de l'extrême droite est condamnée à mourir à petit feu.”

* En français dans le texte.

Un “bourbier politique” pour Emmanuel Macron

Tandis que l'exécutif tente de calmer les violences, les oppositions révèlent une France plus divisée que jamais. Face aux divisions de la gauche, Marine Le Pen tire son épingle du jeu.

Après la mort de Nahel, et les nuits de violences qui ont suivi – contre des voitures, des magasins, des bâtiments publics, et des élus –, “le plus urgent est de tenter de contenir la violence”, écrit **The Economist**. L'autre défi qui semblent s'être lancés les politiques est de trouver un sens aux révoltes, ou aux émeutes, selon le vocabulaire choisi. Les prises de parole n'ont pas tardé à se faire entendre et à relancer un vieux débat sur l'état des banlieues et les violences policières.

“Le paysage politique français est plus fragmenté qu'il ne l'était il y a dix-huit ans”, constate **The Local**. D'où une palette de réactions très variées, et une majorité présidentielle “coincée” entre extrême droite et extrême gauche, selon **The Economist**. Après des mois de contestations contre la réforme des retraites, la crise actuelle est devenue un “bourbier politique” pour le chef de l'État, poursuit l'hebdomadaire britannique. “Pendant ce temps, les questions touchant à la violence et au racisme au sein de la police passent au second plan”, semble regretter la **Tribune de Genève**.

Pour tenter de contenir la colère des quartiers populaires sans attiser celle des forces de l'ordre, Emmanuel Macron s'est fendu de plusieurs déclarations successives, donnant des gages à ce qui ressemble désormais à deux camps opposés. Une situation d'autant plus difficile à régler que “les émeutes actuelles ont moins à voir avec Emmanuel Macron lui-même qu'avec la police et son fonctionnement”, commente **The Economist**.

Le média en ligne **UnHerd** fait un autre constat. “Depuis l'élection de Macron en 2017, plusieurs facteurs sont venus aggraver la situation.” À commencer par l'abandon d'un deuxième plan Borloo en 2018, alors que le chef de l'État avait chargé l'ancien ministre d'élaborer une mission destinée à “faire revenir la République” dans les banlieues.

La presse étrangère se divise également sur la cohérence et les motivations politiques des nuits de violence qui ont secoué le pays. “Le mouvement n'a rien de monolithique ni d'organisé. [...] Il n'a pas d'objectifs clairs”, affirme **The**

Local. **UnHerd** y voit pourtant une évidence. “Les objectifs affichés des émeutiers sont faciles à résumer : que cessent les violences policières contre les habitants des quartiers, et plus globalement que cesse la discrimination dont ils sont l'objet.”

Face au “en même temps” présidentiel, les oppositions tentent, quant à elles, de tirer leur

“Marine Le Pen, toujours en quête de respectabilité, s'est montrée relativement modérée dans ses propos.”

The Local,
SITE D'INFORMATION EN ANGLAIS

épingle du jeu, et voient dans les événements actuels la confirmation de leurs thèses politiques. Quand certains appellent au retour à l'ordre et au respect de la police, d'autres dénoncent l'abandon des quartiers populaires et accusent les forces de l'ordre de racisme. Mais la réaction de Jean-Luc Mélenchon, surnommé pour l'occasion “le politicien pyromane” par le quotidien conservateur espagnol **La Razón**, a rapidement divisé la gauche. “La question pour un homme politique n'est pas d'appeler au calme”, a déclaré le fondateur de LFI interrogé par LCI. Des propos rapidement condamnés au sein de la Nupes.

“Une partie de la gauche pourrait payer le prix de son ambiguïté face aux violences des émeutiers”, en déduit la **Tribune de Genève**.

“Macron va survivre à cette crise”, croit savoir **UnHerd**. Mais les conséquences politiques pourraient se ressentir sur le long terme. “Marine Le Pen, toujours en quête de respectabilité, s'est montrée relativement modérée dans ses propos”, remarque **The Local**. Condamnant les propos du président, elle a appelé à l'instauration de l'état d'urgence “si la situation s'aggrave”, en usant d'un ton plus policé que l'ancien candidat Éric Zemmour. “Plus les violences se prolongent, et plus le risque est que la grande gagnante en soit Marine Le Pen”, conclut **The Economist**.

— **Courrier international**



Vu des États-Unis

La France divisée en deux camps irréconciliables

● D'un côté, une France “partisane de l'ordre”. De l'autre, un camp qui voit “du racisme et de la discrimination ethnique derrière les morts causées par la police et les maltraitements envers les minorités”. Pour le chef du bureau de Paris du **New York Times**, le tir mortel du policier qui a tué l'adolescent Nahel à Nanterre le 27 juin et les nuits d'émeutes qui ont suivi ont “encore creusé” la profonde fracture qui divise la société française en deux blocs aux vues de plus en plus “irréconciliables”. Désormais, analyse-t-il, la France est divisée en deux “camps rivaux”.

Dès le jour du drame, “la vaste dénonciation” de l'événement, alimentée par le terme “inexcusable” utilisé par le président, Emmanuel Macron, pour le décrire, “a ouvert la voie, alors que la violence augmentait, à des expressions tribales d'allégeance” envers l'un ou l'autre camp, remarque le **New York Times**.

La plus frappante, poursuit le quotidien américain, est venue des syndicats policiers Alliance et Unsa Police, qui ont évoqué dans un communiqué, le 30 juin, des “hordes sauvages” de “nuisibles”, et martelé : “Les policiers sont au combat, car nous sommes en guerre. Demain, nous serons en résistance et le gouvernement devra en prendre conscience.” Des déclarations jugées par des responsables politiques de gauche comme “un appel à la guerre civile et une menace de sédition”, résume le quotidien new-yorkais.

Selon l'article, c'est en particulier “la mise en détention provisoire rapide du policier qui a tiré le coup de feu et la décision du procureur de le mettre en examen pour homicide volontaire” qui ont le plus creusé la fracture dans la semaine.

Enfin, le quotidien américain s'inquiète. Car, même avant la mort de Nahel, il paraissait être déjà trop tard pour réconcilier ces deux camps : “Les divisions en France sont peut-être aujourd'hui trop profondes, et le ressentiment envers M. Macron trop vif chez ceux qui sont laissés de côté dans le pays, pour qu'une guérison soit possible. Quand le président a essayé cette semaine, avant le coup de feu [de Nanterre], de parler aux habitants de la Busserine, une banlieue pauvre des quartiers nord de Marseille, de son programme de rénovation pour la ville, certains l'ont hué.”

À la une



PÚBLICO (1^{er} juillet) : “La France à feu et à sang. Macron demande aux parents de garder leurs adolescents à la maison.”



THE INDEPENDENT (2 juillet) : “En proie aux émeutes, la France déconseillée aux voyageurs britanniques.”



NRC (3 juillet) : “Nous n'avons pas d'autres armes, disent les jeunes.”



CARTOON MOVEMENT

IL FAUT UNE RÉFORME RADICALE DE LA POLICE

La mort de Nahel, tué par le tir d'un policier, et les réactions qui ont suivi sont le signe d'une nécessaire réforme de la police en France, note une partie de la presse étrangère.

Dans les banlieues et les quartiers populaires français, «la colère est toujours palpable, prompte à rejaillir», écrit **The Washington Post**. «Bien souvent, et à juste titre, c'est la police qu'elle vise.» Pour une partie de la presse étrangère, l'embrasement qui a suivi la mort de Nahel ne trompe pas: la relation de confiance est rompue entre la police et une partie de la population. Mais ce constat n'est pas nouveau. «Les banlieues françaises connaissent une véritable litanie de violences policières et d'émeutes depuis les années 1980», rapporte le quotidien néerlandais **De Volkskrant**.

La mise en examen du policier pour homicide volontaire n'a pas calmé les protestations et n'a pas éteint les soupçons d'impunité qui planent régulièrement sur ce type d'affaire. D'autant que l'Inspection générale de la police nationale (IGPN), chargée de l'enquête, a fait savoir, lundi 3 juillet, que d'après elle, le policier ne criait pas «tu vas te prendre une balle dans la tête» mais «mets les mains derrière la tête» avant de tirer sur Nahel. Une interprétation qui risque de faire débat, car la vidéo diffusée en ligne a

déjà été largement relayée. «Seule une réforme radicale et immédiate de la police pourra cette fois, peut-être, calmer les banlieues françaises», commente **The Irish Times**.

Car «dans l'affaire Nahel, il y a une très forte impression de «déjà-vu»», poursuit **El Periódico**. Les accusations de violences policières n'ont pas manqué depuis 2005, et dans de nombreux cas, elles s'accompagnaient de soupçons de racisme. «Le contrôle au faciès est une réalité quotidienne pour des millions d'habitants», abonde le **Washington Post**.

Une opposition à double sens entre la police et les banlieues, qui a rarement été aussi visible du côté des forces de l'ordre. Le 1^{er} juillet, les syndicats Alliance et Unsa ont ainsi qualifié les personnes impliquées dans les violences de «hordes de sauvages» et de «nuisibles». Et une partie de la population se range de leur côté: deux cagnottes en soutien à la famille du policier auteur du tir mortel avaient récolté le 4 juillet environ 1,5 million d'euros.

En reportage à Nanterre, l'hebdomadaire hambourgeois **Die Zeit** insiste sur la disparition de la police de proximité, décidée en 2003 par le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy. Billel Kadieri, habitant de la ville, regrette cette mesure. Selon lui, les membres des forces de l'ordre qui patrouillent désormais dans le quartier ne ressemblent plus à ceux qui avaient réussi à créer un lien avec les habitants. «Ils connaissaient chaque jeune par son prénom. Si c'était eux qui avaient contrôlé Nahel, il serait toujours en vie, ce père de famille en est convaincu. Aujourd'hui, les échanges sont moins humains, les policiers sont agressifs.»

Mais une réforme de la police pourrait avoir de lourdes conséquences électorales, constate la presse étrangère. Depuis la mort de Nahel, la question attise l'opposition entre le président et Marine Le Pen. Tandis qu'Emmanuel Macron a dénoncé un acte «inexcusable et inexplicable», l'ancienne présidente du Rassemblement national a qualifié ces propos d'«excessifs et irresponsables».

Pour **Die Zeit**, le chef de l'État se trouve désormais dans un «piège politique»: «Il devrait réformer une police qui vient tout juste de lui sauver la peau. Sauf qu'il ne peut pas, car son gouvernement a plus que jamais besoin des policiers armés.»

—**Courrier international**

✎ Dessin de Mahmoud Rifai, Jordanie.

La révolte des banlieues donne raison au «modèle britannique»

La colère dirigée vers les symboles de la République au cours des violences de ces derniers jours illustre la faillite d'un modèle français incapable de répondre aux attentes des minorités ethniques du pays, juge la presse londonienne.

«**W**e told you so.» L'expression «figure parmi les moins agréables de la langue anglaise», concède Trevor Phillips, journaliste au **Times** de Londres. Et pourtant: «On vous l'avait bien dit.» La France, assure le Britannique, «a connu son lot de signaux d'alarme depuis les émeutes de 2005». Mais rien n'a changé. Ni la ségrégation ethnique et sociale «choquante» de ses banlieues. Ni le fonctionnement de sa police.

«Le modèle français est cassé», renchérit **The Sunday Telegraph**, hebdomadaire conservateur londonien. «Ceux qui, au Royaume-Uni, le vantent, tant sur le plan de l'intégration que de la qualité de vie, n'ont en tête que leurs vacances dans des paysages idylliques et non les tours de quartiers abandonnés à la pauvreté, à la criminalité et à la guerre des gangs.»

Les événements consécutifs au meurtre de Nahel viennent, au contraire, valider le «laisser-faire» britannique en matière de multiculturalisme: encourager l'expression de la diversité tout en «surveillant de près le traitement des différentes minorités ethniques dans le domaine de l'éducation, la santé, l'emploi et même le sport», reprend Trevor Phillips.

Outre-Manche, les contrôles au faciès sont beaucoup moins fréquents et «les Noirs peuvent encore prendre le volant sans que ce soit passible de la peine de mort», raille ce spécialiste des questions d'identité dans les colonnes du quotidien conservateur. En France, «la discrimination, le racisme et l'antisémitisme sont bien plus répandus qu'au Royaume-Uni», abonde **The Sunday Telegraph** dans son éditorial du 1^{er} juillet. Le système scolaire français, autrefois un des meilleurs au monde, s'est beaucoup détérioré et de nombreux jeunes sont en échec scolaire.

Aucune surprise, donc, «à voir la colère se diriger vers les symboles de la République», → 16



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

En France, une inquiétante désinhibition de l'État et de la société

Les violences policières et les émeutes en banlieue témoignent d'une France où certaines parties de l'État comme de la société n'ont pas de limites, s'inquiète la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**.



15 ← confirme **The Observer**, hebdomadaire classé à gauche. La devise “Liberté, Égalité, Fraternité” placardée au fronton des établissements publics apparaît comme “un leurre voire un mensonge” aux yeux de nombreux habitants des banlieues.

L’idéal républicain, au fond, renferme même une partie du problème, avance Trevor Phillips. “La France étant une république fondée sur l’égalité*, les différences ethniques n’ont pas leur place et ne doivent pas être reconnues officiellement.” “Et, poursuit-il, les partis traditionnels sont constamment paralysés par la crainte que l’on associe le mot “race” à la période sombre de l’antisémitisme d’État” (Une allusion au régime de Vichy).

Impossible, par exemple, de compiler des statistiques en la matière. Interdit, même. “Elles permettraient pourtant de s’attaquer à la discrimination à l’école et dans les entreprises. Il est en effet difficile de résoudre un problème quand vous ignorez précisément sa taille et son ampleur.”

À force de se revendiquer, avec la meilleure volonté du monde, “aveugle à la couleur de peau”, la France démontre en réalité son incapacité à régler l’ostracisation de ses minorités ethniques en matière de logement, d’éducation, de transports et de santé, juge cet ancien président de la Commission britannique à l’égalité et aux droits humains. “Du point de vue des banlieues, ce refus de voir la couleur de peau n’est rien d’autre qu’une politique de l’autruche; une volonté d’invisibiliser les minorités visibles. Dans la pratique, la seule chose que la France refuse de voir, ce sont les besoins de ses citoyens.”

— **Courrier international**

*En français dans le texte

↑ Dessin de Sondron paru dans *l’Avenir*, Namur.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

La France n’est pas submergée par l’immigration, elle a un sérieux problème d’intégration Au-delà des caricatures politiques, la mort du jeune de 17 ans abattu par un tir de policier à Nanterre et la colère destructrice qu’elle a provoquée dans les banlieues viennent rappeler la situation des Français issus de l’immigration qui se sentent étrangers dans leur pays. En cause: l’usure d’un modèle qui les assigne à résidence, écrit

L’Orient-Le Jour.

LES FEMMES, UN REMPART CONTRE LA VIOLENCE

La nuit du 2 au 3 juillet a été plus tranquille sur l’ensemble du territoire français et, pour ce quotidien italien, le mérite en revient aussi à ces femmes qui, dans les banlieues, ont décidé de parler et de descendre dans la rue pour s’opposer aux violences.

— **La Repubblica** (Rome)

Les femmes ont le pouvoir. Après l’échec du personnel politique, des répressions policières et des institutions, seules les femmes semblent en mesure d’apaiser les violences qui ont déchiré la France après l’abject assassinat d’un adolescent de 17 ans, Nahel, à Nanterre, le 27 juin.

Dimanche 2 juillet, la première à prendre la parole a été la grand-mère du jeune homme,

Nadia. Sur BFMTV, elle a appelé au calme: “Les gens qui sont en train de casser, je leur dis: arrêtez. Qu’ils ne cassent pas les vitrines, qu’ils ne cassent pas les écoles, pas les bus. Arrêtez, c’est des mamans qui prennent les bus, c’est des mamans qui marchent dehors. [...] J’ai confiance en la justice. [...] Les policiers, heureusement qu’ils sont là.”

Le pacte républicain français, moribond par les temps qui courent, palpète donc encore

À Aulnay-sous-Bois, des femmes brandissaient des pancartes en scandant: “Justice aux victimes!”, “Stop aux casses!”

dans certaines banlieues. Grâce aux femmes qui font entendre leur voix, grâce à ces femmes que certains accusent de ne pas savoir élever leurs enfants. Et pourtant, [dimanche] soir, à Neuilly-sur-Marne, à 13 kilomètres à l’est de Paris, ce sont elles qui sont descendues dans la rue.

Ces femmes, elles sont presque toutes musulmanes aussi. Dans une vidéo Instagram devenue virale, trois d’entre elles, voilées, expliquent qu’elles ont décidé de se mobiliser et de parler avec les émeutiers, avec leurs enfants, pour trouver une solution. Depuis quelques jours, tous les soirs, à 22 heures, elles se retrouvent devant une pharmacie du quartier et commencent une “ronde”. Lorsqu’elles rencontrent un casseur, elles lui parlent. Car à leurs yeux, c’est une question de responsabilité, qui est aussi la leur.

Ces mères font penser à ces trois femmes franco-africaines qui luttent contre leur destin de discriminées dans le grand roman *Trois femmes puissantes*, prix Goncourt 2009, de Marie NDiaye, née d’un père sénégalais et d’une mère française.

Aujourd’hui, près de quinze ans plus tard, la France compte des centaines de femmes puissantes qui s’activent dans les banlieues pour éteindre la fureur qui s’est déclenchée la semaine passée.

Dimanche après-midi, à Aulnay-sous-Bois, non loin de Clichy-sous-Bois, où s’embrasèrent les émeutes de 2005, des dizaines de femmes ont improvisé une manifestation. Mères, grands-mères, jeunes filles, fillettes. Presque toutes des Françaises d’origine étrangère, beaucoup voilées.

Elles étaient là pour calmer les jeunes qui, la nuit, se battent contre tout et contre tous. Elles brandissaient des pancartes en scandant: “Justice aux victimes!”, “Stop aux casses!”, “Stop à la violence!”. Grâce à ces femmes puissantes, à ces mères des banlieues oubliées de Paris, une aube de normalité s’est levée, après la tragédie de Nahel et une semaine de folie dévastatrice. Grâce à elles, la France peut recommencer à respirer.

— **Antonello Guerrera**, publié le 3 juillet



Vu d'ailleurs

Maghreb. La presse est partagée

● Après la mort du jeune Nahel, ni le Maroc, ni la Tunisie – qui disposent tous deux d'une importante diaspora en France – n'ont publié de déclarations à ce sujet, indique **New Arab**. Seule l'Algérie, dont une partie de la famille de la victime est originaire, a officiellement réagi par la voie d'un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. Ce dernier a estimé que les circonstances entourant la mort de l'adolescent étaient "particulièrement troublantes et préoccupantes". Si les autorités algériennes ont affirmé faire "confiance" au gouvernement français pour "assumer pleinement son devoir de protection, soucieux de la quiétude et de la sécurité dont doivent bénéficier [leurs] ressortissants sur leur terre d'accueil", elles précisent toutefois "suivre avec une très grande attention" les développements de cette affaire tragique, avec le "souci constant d'être aux côtés des membres de [leur] communauté nationale au moment de l'adversité et de l'épreuve". Dans la presse algérienne, les articles se contentent de reprendre les faits, à l'exception notable du **Soir d'Algérie**, qui estime qu'entre Emmanuel Macron et les banlieues, "la hache de guerre" est "déterrée" en raison d'un fort "sentiment d'injustice". Pour le quotidien francophone, la colère couvait dans cette jeunesse française, entre "cités de la marginalisation et de la mal-vie", "ghettos où s'entasse une communauté stigmatisée et rejetée par les institutions économiques et une grande partie de la population française". "Se sentant français à moitié et n'ayant que rarement la possibilité de s'intégrer au sein de la société, végétant dans le dénuement, les adolescents sont une cible facile pour la grande délinquance, dont l'activité tourne essentiellement autour du trafic de drogue", ajoute le **Soir d'Algérie**. Une vision que rejette en partie le site tunisien **Kapitalis**, qui estime que la *hogra* (mépris) ressentie par certains en France ne justifie en rien qu'"on brûle des bus et des bâtiments publics, qu'on dévalise des magasins et qu'on porte atteinte aux bâtiments publics. De telles émeutes survenues dans un 'pays de non-droit' auraient entraîné des massacres parmi les hordes de saccageurs."

— **Courrier international**

Moyen-Orient. Une France "malade de ses déchirures"

● "La France est malade", estime le rédacteur en chef du quotidien panarabe **Asharq Al-Awsat**, Ghassan Charbel. Mais aujourd'hui, la France est surtout malade car elle refuse de reconnaître que "les nouveaux Français ne ressemblent pas aux anciens". "Un adolescent français des banlieues n'aspire pas à la France qui avait accueilli son père en lui offrant un travail. Il déteste la police, dont les actions ont pour lui un parfum de racisme. Il ne fait pas confiance à la justice ni aux institutions. Il considère que les conditions de vie dans le quartier où il habite sont une punition. [...] Pour lui, le chatoiement des vitrines est une provocation et il profite de l'occasion, quand elle se présente, pour régler ses comptes." Ce qu'on a pu voir à la télévision française ces derniers jours montre "l'étendue des déchirures dans la société". Ces "nouveaux Français" doivent "ouvrir leurs fenêtres" et comprendre que le fait "d'éreinter la France et de la mettre à l'arrêt nuit en fin de compte à tous ceux qui y résident, sans exception".

À la une



HARO SUR LES VIOLENCES POLICIÈRES

"L'épidémie de violence policière", titre le quotidien **Al-Araby Al-Jadid**, financé par le Qatar, qui s'adresse à l'ensemble des lecteurs arabophones mais fait sa une avec la photo d'une pancarte en français ("La police tue"), prise lors de la marche blanche organisée le 29 juin à Nanterre. Cette violence policière est décrite comme "une épidémie en France", qui "fauche de plus en plus de jeunes, alors qu'on accuse [la police] de commettre des violations systématiques dans les banlieues pauvres". Le journal met en exergue "des précédents de violences" policières, qui "ne sont pas nouvelles en France". Et rappelle les pratiques répressives de la police au moment des manifestations contre la réforme des retraites, en mars.



Club Courrier

Chaque mois, découvrez les événements et les avantages réservés aux abonnés de **Courrier international**.



FESTIVAL

Rempotez un pass VIP pour deux personnes pour le **Delta Festival**, en août à Marseille.

JEU VIDÉO

Jouez pour remporter une clé numérique du jeu **Dordogne**, proposé par Focus Entertainment.



ABONNEMENT

Tentez de remporter un an d'abonnement à **The Wall Street Journal**.



CINÉMA

Recevez un code pour découvrir **Nostalgie de la lumière**, de Patricio Guzmán, via Universciné.



JEU DE SOCIÉTÉ

Jouez pour remporter l'extension **Memories** du jeu de société **Dixit**.



GUIDE

Tentez de remporter un **Guide Évasion Sicile**, proposé par Hachette.



d'un
continent
à l'autre.

europe



Europe	18
Afrique	24
Asie	26
Amériques	30
France	32

Défense. L'Otan face à l'inconnue russe



FOCUS

C'est un sommet sous haute tension qui s'ouvrira le 11 juillet, observe la presse américaine. Confrontée à une Russie soudain instable, l'Alliance atlantique va poursuivre le profond remaniement engagé en 2022.



Le prochain sommet des dirigeants de l'Alliance atlantique à Vilnius, les 11 et 12 juillet, *“arrive à un moment critique pour l'Otan et la sécurité européenne, [...] sur fond de contre-offensive ukrainienne et d'instabilité croissante à Moscou”*, souligne une analyse publiée par le **Center for Strategic and International Studies (CSIS)**, l'un des principaux think tanks de Washington.

Il aura lieu *“un an après le sommet historique de Madrid, où les alliés se sont mis d'accord sur un nouveau concept stratégique, désignant la Russie comme une menace directe”* et mettant l'accent sur le renforcement de la *“défense avancée”*, ajoute le centre de réflexion.

Pour l'Otan, le coup de force tenté par Evgueni Prigojine, les 23 et 24 juin, ne fait qu'ajouter à l'imprévisibilité de la Russie, souligne **The Wall Street Journal**. *“La révolte éphémère de la milice Wagner [...] s'est déroulée alors que les dirigeants de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord achevaient*

la préparation de leur sommet”, note le quotidien new-yorkais.

De quoi rendre plus épineuses encore les questions qui divisent les alliés, à commencer par une éventuelle adhésion ukrainienne. *“Chez de nombreux dirigeants européens, ces événements ont renforcé la conviction que l'Ukraine devrait intégrer l'Alliance”*, rapporte le **Wall Street Journal**. D'autres y voient un motif supplémentaire de prudence : *“Ce n'est pas le moment de donner encore plus de raisons aux nationalistes russes de se dresser contre le soutien occidental à l'Ukraine”*, estime Robert Hunter, ancien ambassadeur des États-Unis auprès de l'Otan.

L'Ukraine, qui s'était vu promettre l'adhésion en 2008, a formellement candidaté l'an dernier, mais *“il est désormais admis par toutes les parties qu'elle ne rejoindra pas l'Otan avant la fin de la guerre”*, rappelle le CSIS. Cependant, Kiev espère bien intégrer l'Alliance après

le conflit et *“attendra des alliés des signes clairs”*.

Peu de chances que l'Ukraine obtienne satisfaction. Bien que les pays d'Europe centrale et orientale poussent en faveur de l'adhésion, les États-Unis et l'Allemagne, notamment, sont réticents. Washington serait néanmoins ouvert à un compromis *“levant des obstacles à l'entrée de l'Ukraine sans fixer de calendrier”*, croit savoir **The Washington Post**.

Si elle divise beaucoup moins, l'adhésion de la Suède se heurte néanmoins à l'opposition de la Hongrie, et surtout de la Turquie, *“pas pressées de ratifier le protocole”*, selon le CSIS.

Des sujets plus techniques seront également discutés. *“Les dirigeants des 31 membres ainsi que de la Suède [...] comptent approuver une refonte de leurs plans de défense, qui seront élaborés pour la première fois à partir de scénarios de conflit direct en Europe sur de*

multiples fronts”, indique le **Wall Street Journal**.

L'Otan doit ainsi poursuivre ce que son secrétaire général, Jens Stoltenberg, reconduit mardi à son poste pour un an, a qualifié de *“plus grand remaniement de notre défense collective depuis la fin de la guerre froide”*. Lancée au sommet de Madrid, cette transformation reste en chantier, souligne le **Washington Post**. *“Avant l'invasion de l'Ukraine, les troupes internationales stationnées en Pologne et dans les pays Baltes étaient censées servir de fil déclencheur : une présence tout juste suffisante [...] pour ralentir l'ennemi jusqu'à l'arrivée de renforts”*, explique le journal. Désormais, *“l'Alliance dit vouloir défendre dès le premier jour ‘chaque centimètre’ de son territoire”*.

“L'Otan n'a toutefois pas déployé à titre permanent autant de soldats sur le terrain que ne le souhaitaient certains pays. Et selon des entretiens, [...] il reste beaucoup à faire pour qu'elle puisse repousser la Russie sans perdre un centimètre de territoire.”

L'Otan aurait fait notamment peu de progrès pour porter de 40000 à 300000 ses soldats à haut niveau de préparation, comme l'avait annoncé l'an dernier Jens Stoltenberg, signale le CSIS.

Enfin, souligne une tribune parue dans **Foreign Policy**, le sommet de Vilnius sera *“un test”* sur une question clé : les dépenses militaires. Les pays membres s'étaient engagés en 2014 à consacrer au moins 2 % de leur PIB au budget militaire. Certes, en 2022, les alliés de Washington *“ont augmenté collectivement leurs dépenses pour la huitième année consécutive”*, saluent les auteurs. Mais en dehors des États-Unis, seuls six pays dépassent le seuil des 2 %.

Plusieurs pays parmi les plus riches d'Europe *“sont toujours à la traîne”* en la matière. *“Si Stoltenberg parvient à établir le minimum de 2 % comme un véritable plancher au sommet, [...] ce sera une victoire majeure pour la sécurité transatlantique”*, conclut le magazine américain.

—**Courrier international**



REVUE
DE PRESSE

↓ Sur le tapis roulant : “Munitions de l’Otan”.
Suspendu à la branche : Volodymyr Zelensky. Sur le canon :
Vladimir Poutine. Dessin de **Marian Kamensky**, Autriche.



CAGLE CARTOONS

Moscou inflexible

Vu de Russie. Le Kremlin reste ferme sur la non intégration de l’Ukraine à l’Otan. La presse russe brocarde une Alliance “sur les nerfs”.

La température monte dans les pays de l’Otan à l’approche du 11 juillet. “L’approche du sommet de l’Alliance atlantique titille les nerfs”, écrit l’éditorialiste Mikhaïl Rostovski dans le quotidien **Moskovski Komsomlets**. L’épisode de la mutinerie avortée du chef du Groupe Wagner, Evgueni Prigogine, le 24 juin, n’y est pas étranger. Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a déclaré à son sujet : “Il est clair que Poutine est sorti de cette crise affaibli... Nous devons en comprendre correctement les conséquences... Il ne fait aucun doute qu’une Russie instable constitue un grand risque.”

Le 28 juin, jour du 27^e anniversaire de l’adoption de la

Constitution de l’Ukraine, les présidents de Lituanie et de Pologne, Gitanas Nausėda et Andrzej Duda, ont fait un déplacement éclair à Kiev, rapporte le quotidien **Kommersant**. “À deux semaines de la tenue du sommet, dont le thème central sera l’avenir de l’Ukraine”, les deux dirigeants, “fervents partisans de l’octroi à Kiev de garanties en ce sens”, ont “donné un signal clair de leur soutien”.

Le lendemain, comme le rappelle le quotidien **Nezavissimaïa Gazeta**, le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, a annoncé à Bruxelles souhaiter voir “rapidement installées sur son territoire des armes nucléaires américaines”, face aux

armes nucléaires tactiques russes récemment déployées sur le sol biélorusse. Varsovie souhaite intégrer le programme Nuclear sharing aux côtés de la Belgique, l’Allemagne, l’Italie, les Pays-bas et la Turquie, qui hébergent des têtes nucléaires américaines depuis 2009.

Sur le site **Vzgliad**, proche des positions du Kremlin, l’observateur politique Andreï Medvedev croit savoir que “l’armée ukrainienne mènera une offensive dans les dix premiers jours de juillet”. En effet, explique-t-il, Kiev a le devoir d’“apporter des résultats solides” à l’Otan d’ici l’ouverture du sommet.

De fait, si la majorité des pays membres de l’Otan approuve l’intégration à terme de l’Ukraine dans le bloc militaire, celle-ci ne sera possible qu’après la fin du conflit avec la Russie. “Et encore, précise **Kommersant**, certains pays importants, dont les États-Unis, ne sont pas d’accord avec cette option.” “Ils considèrent que le pays doit d’abord se mettre au diapason des standards de l’Alliance et redoutent par ailleurs que son acceptation ne provoque une nouvelle escalade du conflit avec Moscou”, poursuit le titre.

Comme l’a relevé le secrétaire général de l’Otan, Jens Stoltenberg : “Notre première tâche est d’assurer la victoire de l’Ukraine. C’est la condition préalable à toute discussion substantielle sur l’adhésion” et, à cette fin, les membres de l’Alliance s’engageront dans un soutien financier et militaire à long terme de l’armée ukrainienne.

En attendant que cet objectif soit atteint, la Première ministre d’Estonie, Kaja Kallas, a annoncé une “surprise” pour le sommet. Selon **Kommersant**, il pourrait s’agir d’un changement de statut de la commission Otan-Ukraine, qui serait “élevée au rang de Conseil”.

Pour sa part, le Kremlin a rappelé à toutes fins utiles que les objectifs de Moscou concernant l’Ukraine “excluaient toute intégration de Kiev à l’Otan”. Quant au ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, il a martelé dans une récente interview que “les graines semées au cours du processus de l’élargissement de l’Otan ont donné des pousses hideuses”, relaie **Kommersant**.

— **Courrier international**

Kiev veut plus que des promesses

Vu d’Ukraine. Le gouvernement ukrainien espère que l’Alliance lui offrira à Vilnius des perspectives concrètes d’intégration. Mais l’obstacle majeur serait la position de Joe Biden, qui s’y oppose.

Pour l’Ukraine, l’objectif est clair. À l’occasion du sommet de Vilnius, affirme sur son site la chaîne d’information **24**, “Kiev souhaite obtenir de l’Otan une invitation au processus d’intégration dans l’Alliance. Dans le même temps, l’Ukraine comprend qu’elle ne peut pas devenir membre de l’Alliance tant que la Russie poursuivra sa guerre totale contre elle.” C’est d’ailleurs ce qu’a souligné le président Volodymyr Zelensky dans une de ses récentes interven-

“Il y a qu’un seul État qui peut défendre le flanc oriental de l’Otan, c’est l’Ukraine.”

Dmytro Kouleba,
MINISTRE UKRAÏNIEN

tions, rappelle la chaîne, quand il a “déclaré que l’Ukraine attendait de l’Otan qu’elle lui dessine un avenir. Il n’est pas question de devenir membre aujourd’hui, mais Kiev veut obtenir le signal qu’après la fin de la guerre avec la Russie il fera partie de l’Otan”.

Pourtant, tempère la page du journal en ligne **Oukraïnska Pravda** consacrée aux questions européennes, “il reste des obstacles aux souhaits de l’Ukraine avant le prochain sommet de l’Otan”. “Moins d’une semaine avant la rencontre des dirigeants de l’Alliance à Vilnius, qui devrait être décisive pour l’appartenance de l’Ukraine à l’Alliance, les autorités de Kiev sont persuadées qu’elles vont parvenir à convaincre les pays alliés de voter en faveur de ce que propose l’Ukraine.”

“Malgré l’optimisme de la présidence, poursuit **Oukraïnska Pravda**, la question n’est pas décidée. L’obstacle majeur, c’est la position personnelle de Joe Biden. Si, au sommet de Bucarest en 2008, l’avenir euro-atlantique de l’Ukraine avait été bloqué par Berlin et Paris, aujourd’hui les camps se

sont inversés. Contrairement aux stéréotypes, la France et Macron font du lobbying en faveur de l’intégration de Kiev. En Allemagne aussi, il y a enfin un accord de principe à ce sujet. Mais les États-Unis, et Biden personnellement, représentent aujourd’hui le principal obstacle sur la voie du succès à Vilnius. Et ce devrait être la priorité numéro un pour Kiev et les amis de l’Ukraine.”

À en croire Ihor Jovkva, chargé de la question de l’intégration euro-atlantique au sein du cabinet du président, cité tant par **24** que par **Oukraïnska Pravda**, “Kiev n’est prêt à aucun compromis”.

De toute façon, assure le ministre des Affaires étrangères ukrainien, Dmytro Kouleba, dans un entretien accordé à la chaîne de télévision **Souspîlné**, il serait dans l’intérêt de l’Otan d’envisager une intégration à terme de l’Ukraine. “Si, avant la guerre totale, l’Ukraine avait plus besoin de l’Alliance pour se défendre et se renforcer, maintenant, c’est l’Otan qui a besoin de l’Ukraine, ironise-t-il. Je comprends que ces propos vont susciter quelques réactions dans certaines capitales de l’Alliance, mais c’est la vérité objective.”

Et il ajoute : “Il y a un État qui, seul, est capable de défendre le flanc oriental de l’Otan, et aujourd’hui, le nom de ce pays, c’est l’Ukraine. C’est un actif formidable pour l’Alliance. [...] La réalité a changé. Aujourd’hui, les pays Baltes demandent à l’Allemagne d’envoyer une brigade pour les défendre contre la Russie. Mais après l’intégration de l’Ukraine, quelle brigade sera envoyée dans les pays Baltes ? Une brigade ukrainienne. Et les Allemands n’auront pas besoin de la financer, de fournir des ressources et ne courront pas le risque politique d’une confrontation directe avec la Russie.”

— **Courrier international**



Stockholm assure que son adhésion est imminente

Vu de Suède. Malgré des signaux négatifs envoyés par la Turquie, le gouvernement suédois compte toujours sur une intronisation du royaume lors du prochain sommet de l'organisation militaire.

A Stockholm, le message officiel est clair : la Suède a fait tout ce qu'il fallait pour pouvoir être acceptée à son tour dans l'Otan, après la Finlande, admise en avril. Et son adhésion devrait être solennellement actée lors du prochain sommet de l'organisation, qui se tiendra les 11 et 12 juillet dans la capitale lituanienne, Vilnius. Cela constituerait l'aboutissement d'un changement historique pour un pays resté longtemps neutre. Et un succès pour "le projet politique le plus important du gouvernement" de droite, au pouvoir depuis octobre 2022, pointe le quotidien **Dagens Nyheter**. "Toutefois, compte tenu des récentes déclarations incendiaires du président turc, il est peu probable que le drapeau suédois soit effectivement hissé avec ceux des 31 autres pays de l'Otan" dès ce mois de juillet à Vilnius, estime ce journal de tendance libérale.

De fait, Recep Tayyip Erdogan a récemment jugé "dénuée de sens" la nouvelle législation anti-terroriste entrée en vigueur en Suède le 1^{er} juin, tant que Stockholm continuera à autoriser le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) – qui mène une guérilla sur le sol turc depuis 1984 – à manifester dans le royaume. De plus, Ankara a jugé "inacceptable" un second auto-dafé d'un coran, le 28 juin, près d'une mosquée de Stockholm, après un premier acte du genre perpétré, en janvier, devant l'ambassade de Turquie.

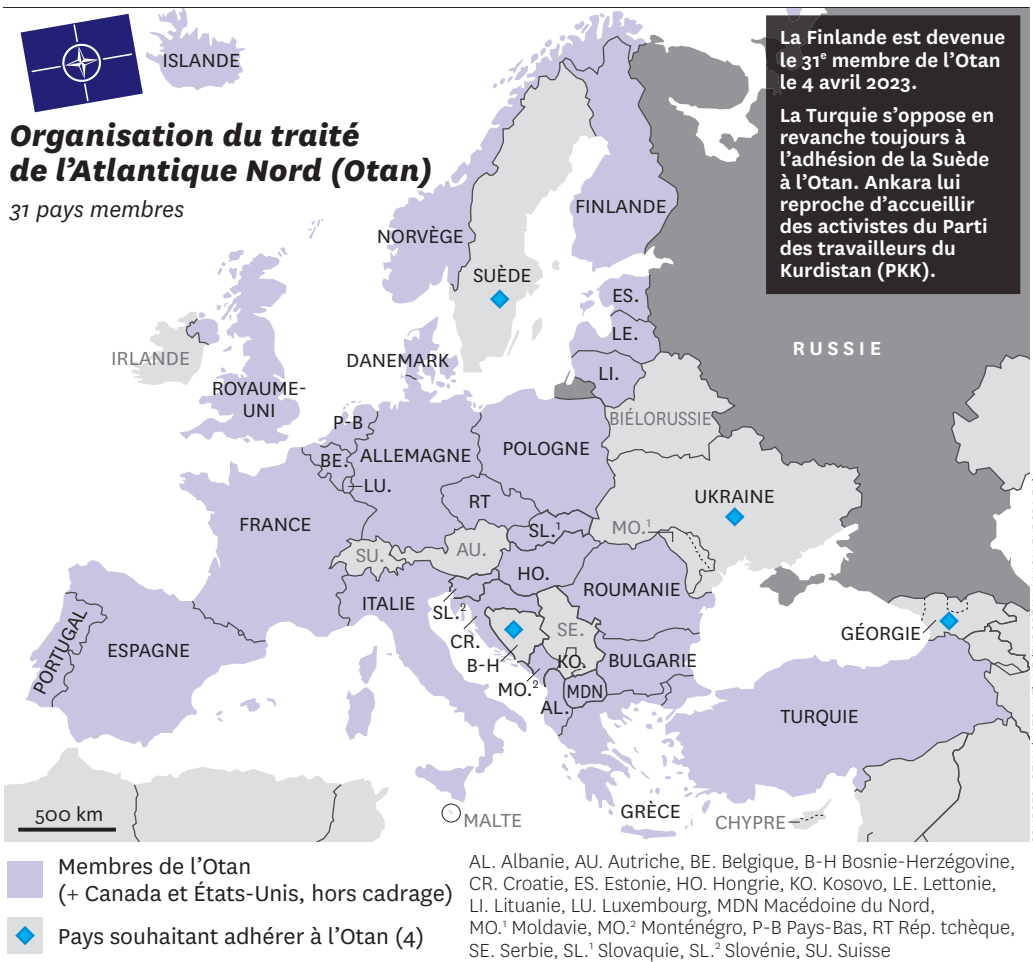
Le Premier ministre suédois conservateur, Ulf Kristersson, ne cesse d'assurer qu'il croit encore en une intronisation suédoise à

Vilnius. Il a toutefois admis le 28 juin, lors d'un journal télévisé sur **SVT**, qu'il ne servait à rien d'"espérer" un tel message turc avant le sommet. Son équipe n'en continue pas moins de négocier avec Ankara. Une rencontre est prévue le 6 juillet à Bruxelles, sous la présidence du secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg. La réunion de la "dernière chance", pour **Dagens Nyheter**.

"Tout cela commence à ressembler à une mauvaise série télévisée", raille le tabloïd libéral **Expressen**. D'autant plus, argumente-t-il, que la Hongrie – l'autre État membre de l'Otan à n'avoir pas encore ratifié l'adhésion de la Suède – laisse planer le doute quant à la délivrance d'un tel feu vert d'ici au sommet. Si Budapest n'a pas exigé de concessions de la part de Stockholm, son but est de "rendre plus difficiles les critiques suédoises quant à l'évolution de la situation dans le pays" de Viktor Orban, décrypte **Expressen**.

Pour le titre conservateur **Svenska Dagbladet**, "il n'est pas encore urgent de penser à un plan B". Car il est "acquis que la Turquie et la Hongrie ratifieront la demande suédoise dans un avenir proche", que ce soit à Vilnius ou ensuite. Son rival **Aftonbladet**, proche de l'opposition sociale-démocrate, est sur la même longueur d'onde : "Si le oui de la Turquie est retardé, ce ne sera pas un désastre pour la Suède. Poutine est occupé chez lui et par la guerre en Ukraine. De plus, la Suède a reçu des garanties de sécurité de la part, entre autres, des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Allemagne."

— **Courrier international**



Erdogan continue à jouer les trublions

Vu du Moyen-Orient. Le président turc exige de nouvelles conditions à l'adhésion de la Suède. Et une enquête visant son fils complique la situation.

Pour les membres de l'Otan, l'espoir de convaincre Ankara de lever son veto à l'adhésion de la Suède s'amenuise. Après avoir obtenu un changement de la Constitution suédoise et de sa loi antiterroriste pour permettre l'extradition de membres avérés ou présumés de la guérilla kurde du PKK réfugiés en Suède, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, exige désormais de Stockholm que cette loi soit mise en œuvre, et que soient interdites les manifestations "pro-PKK" en Suède, rapporte le quotidien islam-conservateur **Yeni Safak**.

Un article de Reuters risque de compliquer encore davantage le processus. Fin juin, l'agence de presse britannique a révélé

l'existence d'une enquête menée par les autorités anticorruption en Suède et aux États-Unis visant Bilal Erdogan, le fils du président turc. Afin de se voir octroyer le monopole d'un marché d'alcootests en Turquie, des cadres de l'entreprise suédoise Dignita Systems Ab auraient eu l'intention de verser plusieurs dizaines de millions d'euros à deux associations dont le fils d'Erdogan est membre du conseil d'administration. Le directeur de la communication de la présidence turque, Fahrettin Altun, a immédiatement répliqué sur Twitter, dénonçant une "opération" destinée à épingle Erdogan après sa victoire à la présidentielle du 28 mai et à servir de monnaie d'échange.

Les pressions des partenaires de la Turquie au sein de l'Otan, notamment des Américains, qui conditionnent la vente de F-16 à Ankara au retrait de son veto, ne suffisent pas à faire plier Erdogan. Membre turbulent de l'Alliance, la Turquie freine aussi actuellement la mise en place des nouveaux plans stratégiques de l'Otan, qui, pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, sont destinés à imaginer la défense et la riposte à une attaque russe contre un pays membre, avance **Al-Monitor**.

Ankara exige en effet que les détroits stratégiques des Dardanelles et du Bosphore soient baptisés "détroits turcs", dans une volonté de renforcer ses prérogatives légales sur ces passages actuellement gérés selon les termes de la convention de Montreux de 1936. Ankara serait également mécontente des tentatives de coopération accrue entre l'Otan et la République de Chypre, l'île dont les troupes turques occupent la partie nord depuis 1974, précise le média en ligne.

— **Courrier international**



Vu d'ailleurs

Pays Baltes. Encore et toujours plus de sécurité

● Les trois capitales des pays Baltes ne demandent qu'une seule chose : encore et toujours plus de sécurité. "L'Otan doit investir dans la défense, massivement et sur le long terme", explique Kaja Kallas, la Première ministre estonienne, citée par le média public estonien ERR. Car "la Russie est et restera toujours une menace" pour l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, situées de long de la frontière est de l'Alliance. "Aujourd'hui, nous avons l'avantage d'appartenir à l'Otan et d'avoir des troupes alliées en permanence en Estonie. Cela nous donne beaucoup de confiance face à la politique d'expansion et de revanche de l'empire russe. Cela nous oblige aussi à démontrer en permanence notre volonté d'indépendance", considère le réalisateur et expert des médias estonien Ilmar Raag dans une tribune publiée par ERR. Les trois pays Baltes ont donc augmenté la part de leur budget consacré à la défense. C'est aussi l'objectif du sommet – "amener les autres alliés à s'engager à respecter les 2 % convenus il y a dix ans, et les 2,5 % sur le long terme", relève ERR. La rébellion avortée d'Evgueni Prigojine et de son Groupe Wagner a encore envenimé la situation. "Il faut tirer avantage du soulèvement organisé par Wagner pour rapprocher l'Ukraine de l'Otan", estime le président lituanien, Gitanas Nausėda, relayé par le site d'information 15min.lt. Trois messages doivent être transmis lors du sommet de Vilnius : "Le premier est que l'Ukraine rejoindra l'Otan dans un

avenir prévisible, le deuxième, qu'il y aura un accord mutuel sur la voie à suivre pour cette adhésion à l'Otan, le troisième, que la Russie n'a pas son mot à dire dans ce domaine", a indiqué le député letton Rihards Kols au média public letton LSM, après le vote d'une résolution du Parlement en faveur de l'adhésion, début juin. La Première ministre lituanienne, Ingrida Simonyte, a le sens de la formule, dans le quotidien économique Verslo žinios, quand il s'agit de résumer les ambitions de ce sommet. Il faut "trouver un énoncé dans la déclaration qui empêche par tous les moyens la Russie de se considérer comme le vainqueur", indique-t-elle.

Pologne. L'Ukraine vers un modèle "à l'israélienne"

● "Si la Lituanie milite pour que l'Ukraine rejoigne l'Otan, personne ne se fait d'illusions", analyse Gazeta Prawna. "Kiev exerce un lobbying intensif, mais le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a ouvertement annoncé qu'une telle décision ne serait pas prise dans l'immédiat", poursuit le quotidien économique de Varsovie. "Il n'y aura ni calendrier d'action pour l'adhésion", a confirmé un diplomate de haut rang à Rzeczpospolita. Pour autant, "un paquet d'assurances" sera adopté par les États les plus importants de l'alliance pour soutenir les forces armées ukrainiennes sur une base bilatérale, assure cette même source au quotidien

conservateur, avant d'ajouter que "c'est le modèle qui lie les États-Unis et Israël". Rzeczpospolita précise que "les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne" seraient prêts à fournir sous un tel format "armes de pointe [...], formation de soldats ukrainiens aux normes de l'Otan et partage de renseignements". Reste à savoir "quelle serait la place de la Pologne" dans ce dispositif. Ce modèle d'assistance "à l'israélienne" a tout de même été pensé pour permettre l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan in fine et aller dans le sens des propos tenus fin mai à Chisinau, en Moldavie, par Emmanuel Macron. "Une voie claire vers l'adhésion à l'alliance doit être ouverte pour l'Ukraine", rappelle Rzeczpospolita. Le média note que le président français n'est pas le plus frileux en la matière, "alors que George W. Bush poussait à l'adhésion de l'Ukraine dans la capitale roumaine en 2008, Joe Biden s'y oppose aujourd'hui fortement, du moins tant que les combats continueront". Pas sûr non plus que la Lituanie, le pays d'accueil du sommet, obtienne gain de cause sur ses propres revendications. Le pays

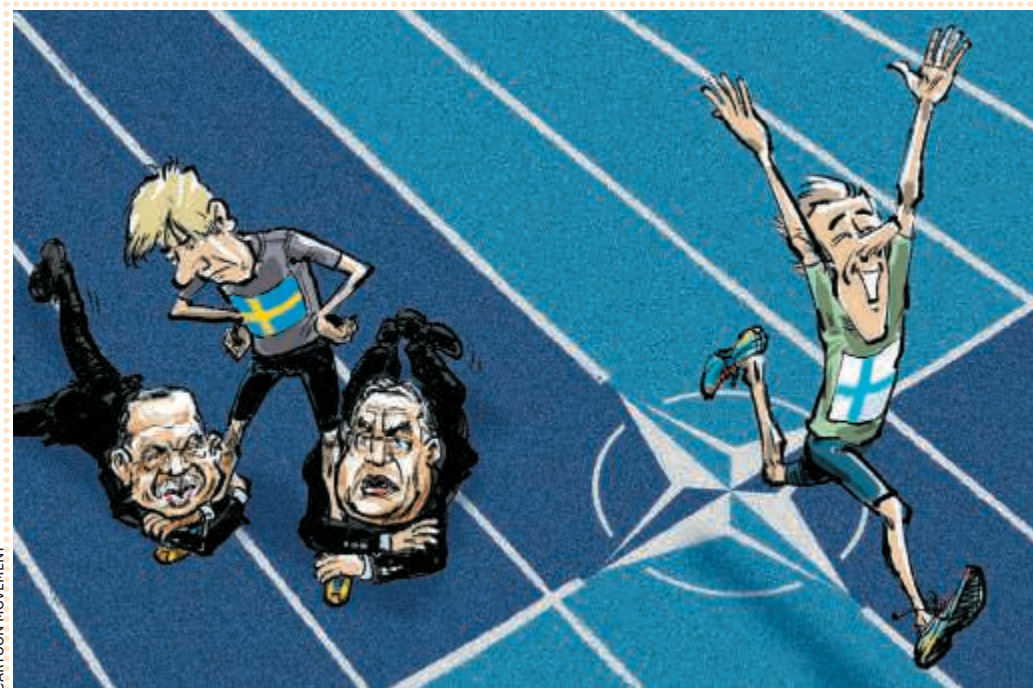
Balte réclame qu'une brigade allemande soit stationnée dans le pays sur une base de rotation permanente. "Berlin, en revanche, estime que la plupart des soldats pourront être stationnés en Allemagne", soutient Gazeta Prawna. Vilnius aimerait également pousser pour que la situation en Biélorussie soit abordée. L'Allemagne a en tout cas décidé de "déplacer une batterie de Slovaquie en Lituanie le temps du sommet".

Allemagne. 4 000 soldats à la frontière lituanienne

● L'Allemagne a offert un "cadeau exceptionnel" à l'intention de Vilnius, annonce Der Spiegel. En visite en Lituanie le 26 juin, le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, a assuré que son pays allait installer de manière "durable" 4 000 soldats dans le pays Balte, où Berlin dirige déjà un bataillon de l'Otan. Frontalière de l'enclave russe de Kaliningrad,

la Lituanie est un État clé pour assurer la sécurité des frontières extérieures de l'Alliance atlantique. En 2022, le chancelier allemand, Olaf Scholz, avait déjà promis de renforcer les troupes sur place, sans pour autant parler d'installation permanente. Mais depuis la rébellion avortée de Wagner en Russie, les Lituanais s'inquiètent de l'arrivée de membres du groupe paramilitaire à leur frontière avec la Biélorussie – pays où les mercenaires ne souhaitant pas rejoindre l'armée sont invités à se rendre. "Les Allemands se sont rendu compte qu'ils ne pouvaient plus se contenter de belles paroles", avance l'hebdomadaire allemand. Reste à voir à quel point le projet sera efficace. "Boris Pistorius a lui-même souligné que la Lituanie devait encore construire les infrastructures nécessaires à l'installation de la Bundeswehr." Et cela prendra du temps : de tels équipements ne devraient pas être opérationnels avant 2026.

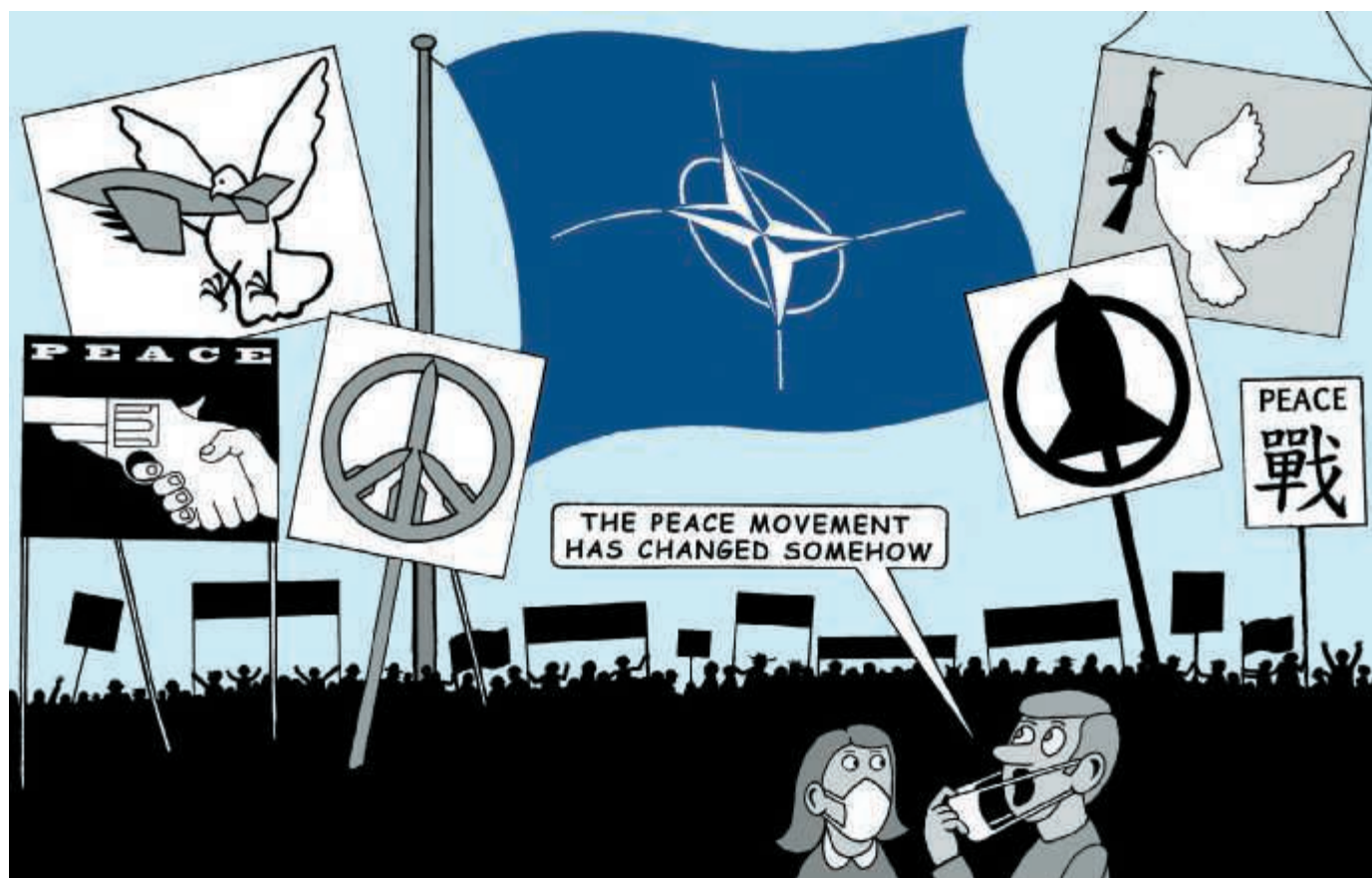
↓ De gauche à droite : Recep Tayyip Erdogan et Viktor Orban.
Dessin de Maarten Wolterink, Pays-Bas.



CARTOON MOVEMENT



✓ Sur les pancartes : “Paix”. “Le mouvement pour la paix a bien changé, quand même”.
Dessin de Hachfeld, Allemagne.



—UnHerd (Londres)

Janvier 2018, le secrétaire général de l’Otan, Jens Stoltenberg, tient une conférence de presse d’un genre inédit en compagnie d’Angelina Jolie. Si l’actrice “arborait une robe fourreau noire, épaules nues, avec une cape courte et des talons hauts classiques (assortis)”, ainsi que le rapporte le magazine *InStyle*, cette rencontre était organisée pour un motif plus grave : les violences sexuelles comme armes de guerre. Stoltenberg et Jolie venaient de signer un article paru dans *The Guardian* et intitulé “Pourquoi l’Otan doit défendre les droits des femmes”. La date n’était pas insignifiante. En plein mouvement #MeToo, l’alliance militaire la plus puissante de la planète se présentait comme une alliée de la cause féministe. “La lutte contre les violences faites aux femmes est un aspect essentiel de la paix, de la sécurité et de la justice, écrivaient-ils. L’Otan peut être un fer de lance dans ce combat.”

L’organisation transatlantique dévoilait un visage nouveau : progressiste. Celui qu’elle présente depuis pour séduire la gauche européenne. Alors que

Comment l’Alliance atlantique a séduit la gauche européenne

Avec le soutien de vedettes de cinéma, de la vie politique et d’influenceurs, l’Otan, longtemps conspuée par les pacifistes, a réussi à se transformer en organisation engagée dans les causes progressistes, raconte ce site britannique.

par le passé les courants atlantistes peinaient à vendre la guerre et le militarisme à des opinions publiques largement pacifistes dans les pays nordiques, l’Otan ne serait plus une alliance militaire insatiable mais un front “progressiste” et éclairé œuvrant pour la paix. Ainsi que s’exclamait Timothy Garton Ash dans le *Guardian* en 2002, “l’Otan est devenue une organisation pour la paix” où l’on pourrait voir “une fusion de John Lennon et George Bush”. L’agression russe en Ukraine a poussé la Suède et la Finlande à renoncer à leur traditionnelle neutralité pour demander à entrer dans l’Otan. L’organisation est désormais perçue comme une alliance militaire – et l’Ukraine, une guerre – que même d’anciens pacifistes peuvent soutenir. “Give war a chance”, semblent-ils

entonner tous ensemble, à l’inverse de la célèbre chanson de l’ex-Beatle.

L’opération avec Angelina Jolie a marqué un changement significatif dans ce que les politologues Katharine Wright et Annika Bergman Rosamond appellent la “posture stratégique de l’Otan”. Tout d’abord, et pour la première fois de son histoire, l’organisation misait sur l’image d’une star pour se parer d’une aura plus glamour.

Les photos d’Angelina Jolie ont permis de relayer l’événement jusque dans des milieux apolitiques peu familiers de l’Otan. Ce partenariat semblait annoncer une ère nouvelle faisant la part belle aux droits des femmes et à la lutte contre les violences faites aux femmes. Depuis douze mois, des responsables politiques télégeniques

comme la Première ministre finlandaise, Sanna Marin, la ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, ou la Première ministre estonienne, Kaja Kallas, se font les porte-parole d’un militarisme éclairé en Europe. L’alliance est également de plus en plus présente dans la culture populaire, les nouvelles technologies et chez les jeunes influenceurs.

Certes, l’Otan s’intéresse depuis longtemps aux mondes de la culture, du divertissement et des arts. Qui en effet a oublié l’album *Distant Early Warning* du duo

Sanna Marin ou encore Annalena Baerbock se font les porte-parole d’un militarisme éclairé.

électro Icebreaker International, sorti en 1999, financé par la défunte organisation NATOarts et inspiré des stations radars installées à la frontière nord du Canada et de l’Alaska chargées de donner l’alerte en cas de frappe nucléaire soviétique ? Ou bien le film *Nato HQ G*, produit par le service de la diplomatie publique de l’Otan, qui mettait en scène la vie de l’institution ainsi que sa réponse à une crise avec un État imaginaire baptisé “Seismania” ? Réponse : tout le monde ? Si la dernière campagne marketing de l’Otan est si efficace, c’est parce qu’elle fait écho aux traditions progressistes et à l’identité des nouveaux pays candidats.

S’il est un parti politique européen qui illustre ce revirement du pacifisme militant au militarisme atlantiste, ce sont les Verts allemands. La plupart des premiers écologistes allemands étaient d’anciens militants radicaux issus des mouvements étudiants de 1968, ils avaient alors été nombreux à manifester contre les guerres américaines. Ils plaidaient pour un retrait de l’Allemagne de l’Ouest de l’Otan. Avec le temps, des fissures sont toutefois apparues qui allaient à terme déchirer le parti. Deux camps commencèrent à apparaître : les *Realos*, des modérés pragmatiques ; et les *Fundis*, plus radicaux et inflexibles, ils voulaient que le parti demeure fidèle à son engagement originel.

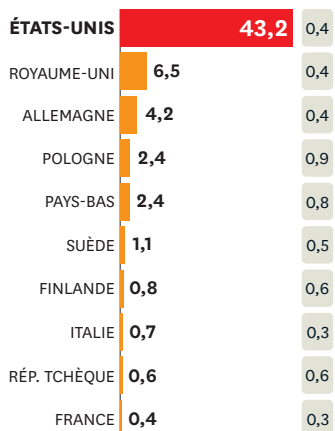
Le tournant de 1999. Pour les *Fundis*, le retrait de l’Allemagne de l’Ouest de l’Otan était la meilleure façon de garantir la paix en Europe, et ils prônaient majoritairement la neutralité militaire. À l’inverse, les *Realos* estimaient que l’Allemagne de l’Ouest avait besoin de l’Otan. Selon eux, un retrait de l’Otan risquait même de rallumer la flamme du nationalisme militaire en laissant la République fédérale seule responsable de sa sécurité. Leur Otan était une alliance postnationale, parlant une multitude de langues et arborant une multitude de drapeaux, et qui protégeait l’Europe des instincts les plus destructeurs de l’Allemagne. Reste que l’adhésion de l’Allemagne à l’Otan était une chose. Le fait qu’elle reparte en guerre – un des plus grands tabous depuis la Seconde Guerre mondiale – en était une autre.

Le Kosovo a tout changé. En 1999, cinquante ans après sa création, l'Otan entame ce que la chercheuse Merje Kuus appelle une "métamorphose narrative". De simple alliance défensive pendant la guerre froide, l'Otan est devenue une association militaire active cherchant à défendre et à diffuser les valeurs telles que les droits humains, la démocratie, la paix et la liberté bien au-delà des frontières de ses États membres. La campagne de bombardements qu'a menée l'Otan pendant soixante-dix-huit jours sur ce qui restait de la Yougoslavie – officiellement pour mettre un terme aux crimes de guerre commis par les forces de sécurité serbes au Kosovo – a irrémédiablement transformé les Verts allemands.

En mai 1999, lors d'un congrès du parti à Bielefeld, *Realos* et *Fundis* se déchirent violemment à propos de la guerre en ex-Yougoslavie. Alors ministre des Affaires étrangères, Joschka Fischer, chef de file des *Realos*, soutient l'intervention de l'Otan – ce qui lui vaudra d'être aspergé de peinture rouge. Les *Fundis*, eux, réclament l'arrêt sans condition des bombardements, ce qui aurait signé la fin du gouvernement de coalition entre les Verts et les sociaux-démocrates. Leur proposition est rejetée, la faction antiguerre du parti est atterrée et quitte le parti. La proposition plus nuancée des *Realos* est adoptée à une confortable majorité. Après

Les alliés de l'Ukraine

Aide militaire d'une sélection de pays, en milliards d'euros



▲ Aide globale, en % du PIB

SOURCE : TREBESCH ET AL., KIEL WORKING PAPER, "THE UKRAINE SUPPORT TRACKER"

une brève interruption, les bombardements reprennent en ex-Yougoslavie. Les Verts apportent leur soutien crucial aux raids de la Luftwaffe sur Belgrade. C'était la première fois que l'armée allemande participait à une opération militaire en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

Diplomatie féministe. Depuis l'éclatement de la guerre en Ukraine, la ministre des Affaires étrangères allemande, l'écologiste Annalena Baerbock, a repris le flambeau de Joschka Fischer, moquant la tradition de neutralité militaire de certains pays et les implorant de rejoindre l'Otan. Citant l'archevêque Desmond Tutu, elle rappelle que, "si vous êtes neutre dans une situation d'injustice, vous avez choisi le camp de l'agresseur". Les Verts allemands font même parler leurs morts, notamment Petra Kelly, grande figure du pacifisme et du non-alignement, morte en 1992. L'an dernier, la cofondatrice des Verts, Eva Quistorp, a écrit une lettre à Petra Kelly, publiée dans la *Tageszeitung*. Elle y reprend les arguments moraux de Kelly pour les renverser et justifier le soutien des Verts à la guerre. Quistorp voudrait nous faire croire que, si Petra Kelly était vivante aujourd'hui, elle soutiendrait l'Otan. "Je suis sûre que tu dirais que le pacifisme radical expose au chantage", affirme-t-elle.

Il y a quelques mois, emboîtant le pas à plusieurs autres pays européens, le ministère des Affaires étrangères allemand a publié une nouvelle "diplomatie féministe". Avec cette nouvelle orientation, également adoptée par la France, les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Espagne, le militarisme cosmopolite se pare d'un vernis de faux féminisme et ouvre le domaine de la guerre et de la sécurité aux militants des droits des femmes. Les dirigeantes féministes qui ne s'en laissent pas conter sont présentées comme des atouts face aux "hommes forts" et autoritaires.

La Suède a été le premier pays à adopter cette diplomatie féministe en 2014 afin de diffuser son féminisme d'État à l'étranger et d'occuper une nouvelle posture morale sur la scène internationale. Des magazines féminins ont publié des récits proatlantistes.

Dans la rubrique "Mama" du journal suédois *Expressen*, Angelina Jolie expliquait que l'Otan pouvait protéger les femmes des violences sexuelles en temps de guerre. Elle affirmait qu'il y avait peu de différences entre les travailleurs humanitaires et les soldats de l'Otan, puisque tous "œuvraient pour le même objectif : la paix".

Selon la chercheuse Merje Kuus, l'élargissement de l'Otan s'accompagne d'une "double stratégie de légitimation". Tout d'abord, il s'agit de faire de l'Otan une organisation banale, quelconque et inintéressante à tous les égards ; ensuite, il faut la présenter comme une institution essentielle, irréprochable et fondamentalement morale.

L'Otan doit apparaître comme une organisation banale, quelconque mais essentielle.

Résultat, poursuit la chercheuse, on assiste à la fois à une banalisation et à une glorification de l'Otan : son degré de platitude administrative la fait passer en dessous du radar des débats ; et elle est en même temps si "vitale et essentielle" qu'elle se situe au-dessus de la mêlée. Cette stratégie de légitimation est frappante lorsqu'on observe à quel point les discussions sur l'intégration des pays nordiques ont été limitées et maîtrisées, ne laissant nulle place à un référendum. Après avoir fait l'objet d'une résistance populaire pendant des décennies, l'Otan est manifestement au-dessus des principes démocratiques. Ce qui ne signifie pas que le choix de l'Otan est imposé à une société. Ainsi que l'écrit Kuus, l'objectif est plutôt de "intégrer au monde du divertissement, de l'éducation et de la société civile au sens large".

La preuve en est qu'en février l'Alliance atlantique a organisé son premier événement autour du jeu vidéo. Un jeune employé de l'organisation s'est affiché sur Twitch aux côtés du célèbre streamer ZeRoyalViking pour jouer à *Among Us* et parler des dangers de la désinformation pour la démocratie. Avec eux se trouvait également une alpiniste, influenceuse et militante

écologiste, Caroline Gleich. Tous ont fait l'éloge de l'Otan pendant que leurs avatars d'astronautes se promenaient sur l'écran. À la fin, la discussion s'est transformée en opération de recrutement : le représentant de l'alliance a évoqué les avantages de son travail et invité les spectateurs à aller voir les offres d'emploi sur le site de l'Otan, notamment pour les amateurs de design graphique et de montage vidéo.

Cet événement s'inscrivait dans la campagne "Protect the Future" de l'Otan, qui prévoit cette année un concours de roman graphique pour les jeunes artistes. L'organisation courtise également des dizaines d'influenceurs sur TikTok, YouTube et Instagram, les invitant à son siège à Bruxelles. L'an dernier, certains avaient été envoyés au sommet de l'Otan à Madrid, où on leur avait demandé de créer des contenus pour leurs abonnés.

La gauche européenne est complètement sous le charme. Suivant l'exemple des Verts allemands, plusieurs grands partis de gauche ont remis leurs principes de neutralité militaire et d'opposition à la guerre pour soutenir l'Otan. C'est un renversement complet. Durant la guerre froide, la gauche européenne faisait défiler des millions de manifestants pour dénoncer le militarisme américain et le déploiement de missiles de croisière et de missiles Pershing II sur le sol européen. Aujourd'hui, il ne reste guère plus que des discours creux. Alors que presque toutes les oppositions à l'Otan ont disparu en Europe et que l'alliance cherche à s'étendre au-delà du périmètre euro-atlantique, son hégémonie n'est pas loin d'être absolue.

— Lily Lynch, publié le 16 mai

SOURCE

UNHERD

Londres, Royaume-Uni
unherd.com

Fondé en 2017, le média en ligne est décrit comme "non-partisan" et publie des articles de journalistes, d'intellectuels, de militants et de personnalités politiques de tous bords.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Comment ça se finance, une guerre ?

Du Japon à la Pologne en passant par l'Inde, les gouvernements annoncent la hausse de leur budget consacré à la défense. Souvent, remarque le **Financial Times**, sans répondre à une question capitale : avec quel argent ? Si le Danemark, au grand dam des travailleurs, a choisi de supprimer un jour férié dès l'année prochaine pour financer cette hausse, d'autres pays se montrent plus évasifs. Le Royaume-Uni, aiguillonné par la guerre lancée par la Russie contre l'Ukraine, veut à terme renforcer ses dépenses militaires pour atteindre 2,5 % de son produit intérieur brut, mais seulement si "les circonstances fiscales et économiques le permettent".

"La question du financement des guerres est aussi ancienne que la guerre elle-même", souligne le quotidien économique britannique.

"En règle générale, les guerres courtes et intenses, qui nécessitent une hausse brutale des dépenses, sont financées par des emprunts supplémentaires, alors que les longues guerres froides, qui ont besoin de dépenses militaires constantes, sont financées par les impôts."

Tous les dirigeants, résume le journal londonien, "vont donc se retrouver face à des choix politiques compliqués".

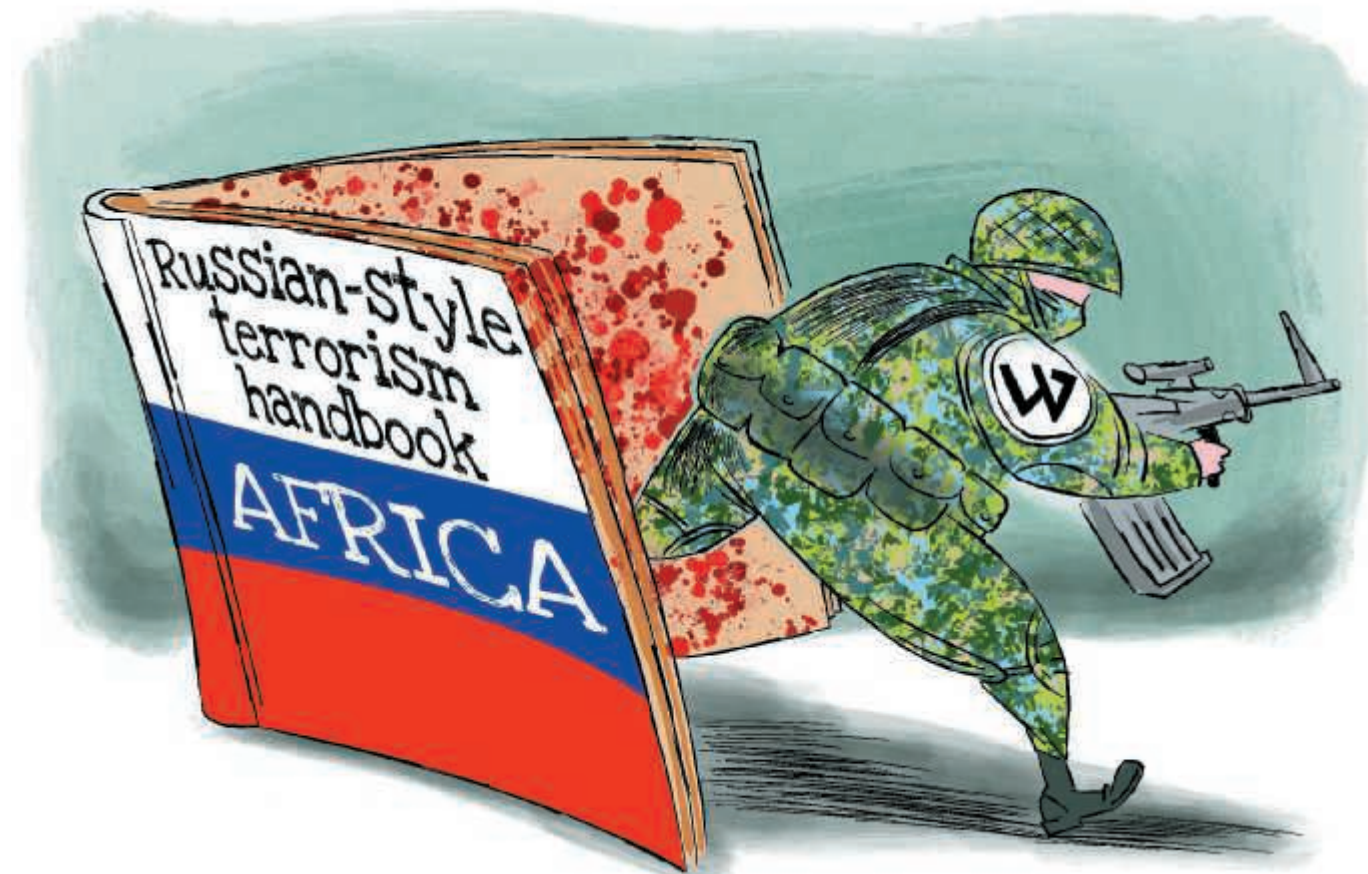




afrique

République centrafricaine. Au cœur de la méthode Wagner

Dans ce pays d'Afrique centrale, en proie au désordre et à l'économie en ruine, le groupe de mercenaires russes s'est approprié l'État et ses richesses, mais également les cœurs et les esprits de la population.



✓ Manuel de terrorisme à la russe. Dessin de Ramsés, Cuba.

Un vétéran russe du régiment de parachutistes de la Légion étrangère française, surnommé "le Président" par les diplomates, conseille Touadéra en matière de sécurité et dirige l'opération de Wagner. Des conseillers russes sont présents dans tous les grands ministères centrafricains. Une station de radio, Radio Lengo Songo, financée par une société affiliée à Wagner, diffuse des messages prorusses et antifrançais.

Les journalistes locaux sont incités à publier des articles prorusses, ou payés pour le faire, avec la promesse de visites à Moscou. La vodka Wa Na Wa, fabriquée en Russie et vendue en sachets, est devenue une marque d'alcool de premier plan. Des concessions d'or, de bois et de diamants sont accordées à des sociétés associées à Wagner en échange d'hommes et de munitions.

La Russie cherche même à évincer le brasseur français Castel, une des dernières grandes entreprises françaises en RCA, pour dominer le marché local avec une nouvelle marque de bière, Africa Ti L'Or, brassée à Bangui par une société appartenant à l'attaché culturel russe dans le pays, Dimitri Syty, récemment visé par des sanctions de l'UE pour ses liens présumés avec Wagner.

La pression sur Castel s'est intensifiée l'an dernier, avant le lancement d'America Ti L'Or, quand des réseaux sociaux locaux se sont mis à affirmer que l'entreprise finançait des groupes rebelles.

Le 7 mars, les locaux de Castel à Bangui, déjà plusieurs fois survolés par de mystérieux drones, ont été attaqués au cocktail Molotov. L'incendie ne s'est pas étendu, mais sur la vidéo des caméras de surveillance de la brasserie, on voit que les assaillants étaient cinq hommes blancs non armés, masqués et portant des vêtements civils. Les responsables de Castel disent être sûrs que les incendiaires étaient des hommes de Wagner.

L'antipathie persistante envers la France sert de tremplin au succès des Russes. La position anti-impérialiste de la Russie en Afrique, qui remonte à l'époque soviétique, trouve aussi un écho favorable qui profite à Wagner.

"Ici, les Russes ne sont pas des étrangers, déclare le père Voyemawa. Ils sont là depuis

—The Times, extraits (Londres)

Pendant l'exorcisme, l'encensoir oscille dans les volutes de fumée, des prières résonnent et le visage du prêtre est luisant de sueur. Le père Sergueï Voyemawa se signe et pose ses mains sur la tête de la jeune fille, assise sur un tabouret de bois devant lui, encadrée de bougies vacillantes de chaque côté. Il a été appelé pour chasser les mauvais esprits qui la hantent.

C'est la neuvième séance sur une série de douze que l'enfant doit subir dans l'enceinte de l'église orthodoxe russe Saint-André de Bangui, capitale de la République centrafricaine (RCA).

Quand les dernières prières prennent fin, l'enfant se lève et

se joint à ses parents et au prêtre pour entonner un hymne. Ils chantent en français. L'église est vide, à l'exception des icônes, fraîchement peintes grâce à l'argent de Moscou, qui contemplant la scène depuis les murs.

Ces procédures [d'exorcisme] sont monnaie courante en RCA, l'un des pays les plus pauvres de la planète. Avec un taux d'analphabétisme de 63 %, une culture où les superstitions traditionnelles sont profondément ancrées, et des guerres incessantes depuis deux décennies, la population a peur de tout ce qui peut être considéré comme impie. Et c'est là que le Groupe Wagner a déclenché son intervention la plus importante sur le continent.

En revanche, la décision récente du prêtre de rejoindre les rangs du

patriarcat de Moscou et d'adopter un prénom russe paraît plus surprenante. Après avoir passé trois mois à étudier la théologie en Russie à l'automne dernier, et six semaines de plus cette année, Voyemawa est aujourd'hui le premier prêtre qui représente l'Église orthodoxe russe dans le pays. Moscou a également financé la restauration de son église et la rénovation de l'orphelinat, dont le prêtre est aussi responsable, où 67 orphelins de guerre âgés de 3 à 13 ans ont droit à des cours de russe dans le cadre de leur programme d'études.

Depuis que le président Touadéra a signé un accord bilatéral de coopération militaire avec Moscou et qu'il a reçu en échange des armes et des mercenaires pour ses forces armées en

lambeaux, le pays appauvri fait l'objet d'une pénétration à tous les niveaux - culturel, militaire, politique, économique - dans le cadre d'une opération militaire russe qui a aussi des conséquences en matière d'influence, le tout sous la férule du Groupe Wagner.

Propagande antifrançaise. Appliquant une version modernisée de la doctrine de lutte anti-insurrectionnelle qui utilise exploitations forestières, violence, séduction et ressources minières, ainsi que près de 1800 combattants Wagner, l'intervention a été si efficace dans sa prise de contrôle de la RCA que le pays est devenu un hôte zombie à peine capable de prendre ses propres décisions sans consulter les chefs mercenaires russes.

longtemps. Ils n'ont jamais colonisé l'Afrique comme l'ont fait les Français. Ils sont venus soutenir les Africains. Ce sont les Français qui ont commis des erreurs. Mais aujourd'hui, les Français parlent des Russes comme s'ils voulaient voler une partie de la France !”

Diamants, or et bois. Le prêtre n'est pas le seul à partager ce sentiment. À l'opposé de la vision que l'on a du Groupe Wagner en Occident, une grande partie de l'élite centrafricaine, lassée de l'impuissance des missions de maintien de la paix des Nations unies, méfiante à l'égard des puissances colonialistes et furieuse de l'incapacité de la France à mettre fin au cycle de la violence, a accueilli favorablement l'intervention des mercenaires russes.

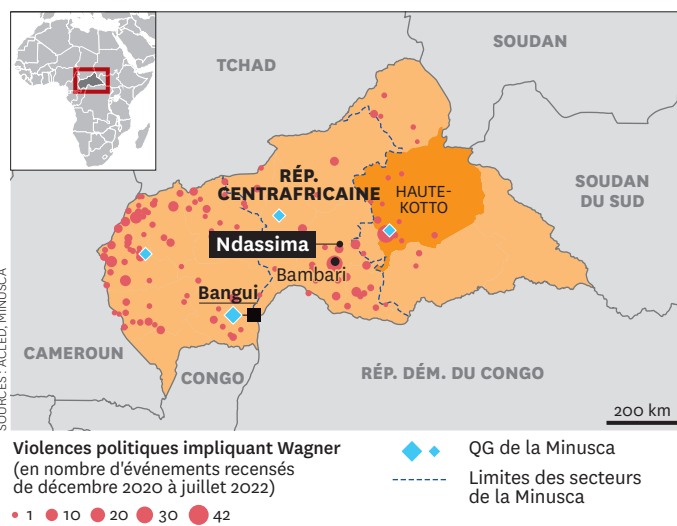
“Chaque semaine, les Russes viennent ici, ou partent par rotation. Leur nom et leur origine, ce n'est pas notre problème. Wagner, Beethoven, Mozart : pour nous, tout ça, c'est la même chose”, affirme Fidèle Gouandjika, l'un des principaux conseillers de Touadéra.

Gouandjika, l'un des hommes les plus riches du pays, ne tarit pas d'éloges quand il explique comment les Russes cherchent à entrer en contact avec la société, et comment ils sont prêts à se battre et à mourir pour défendre son président.

Alexandre Bikantov, ambassadeur de Russie à Bangui, a annoncé en février que 1890 “instructeurs russes” étaient actuellement actifs en RCA, et il a confirmé que Bangui souhaitait voir leurs effectifs augmenter.

Les forces de Wagner, dont le quartier général se trouve dans le palais en ruine de l'empereur autoproclamé Jean-Bedel Bokassa, à 80 kilomètres au nord de Bangui, disposent également d'hélicoptères de combat et d'avions d'attaque au sol L-39 Albatros. Le nombre de Russes tués dans les affrontements avec les rebelles reste sous le sceau du secret, mais leur opération en RCA garantirait à terme une énorme marge de bénéfices aux mercenaires.

Le complexe minier de Ndassima, au nord de Bambari, le plus grand gisement d'or connu de RCA, est déjà protégé par Wagner et sous contrôle russe. Un câble diplomatique américain qui a filtré faisait récemment état d'un bénéfice possible d'un



milliard de dollars provenant de la mine, si les Russes sont en mesure d'en exploiter tout le potentiel.

Prêts à se battre pour les diamants, l'or et le bois, les Russes ont aussi su habilement semer la zizanie entre les groupes rebelles qui s'opposent à Touadéra, parfois par la négociation, parfois par la violence. En janvier 2019, quelques mois seulement après l'arrivée des 175 premiers instructeurs de Wagner à Bangui, les Russes ont négocié un accord de paix dans la capitale soudanaise, connu sous le nom d'accord de Khartoum, entre le gouvernement centrafricain et quatorze groupes rebelles, ce qui a affaibli la résistance armée.

“Les Russes sont la seule force qui soit vraiment prête à se battre.”

Un observateur occidental

L'accord de Khartoum reste la feuille de route la plus probable pour un plan de paix en RCA. Même si, un an après sa signature, durant la campagne électorale à l'issue de laquelle Touadéra a pu décrocher un second mandat, six des signataires ont conclu une alliance informelle entre groupes armés de l'opposition, la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), et ont marché sur Bangui. Les Russes les ont repoussés, ont lancé une contre-offensive et reconquis des pans entiers de territoire pour le gouvernement.

Gouandjika, qui arbore parfois un tee-shirt “Je suis Wagner”, prétend qu'en douze mois seulement les combattants de Wagner

auraient étendu le contrôle du gouvernement de 10 à 90 % du pays. Des chiffres exagérés, mais la tendance est bien réelle.

En comparaison, aucune des missions précédentes menées dans le pays par les troupes françaises et de l'Union africaine, ni le déploiement actuel de plus de 14 000 soldats de l'ONU dans le cadre de la mission de la Minusca [Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique], n'avaient permis au gouvernement de récupérer le territoire qu'il souhaitait.

“Quand on prend en compte les paramètres de cette guerre, les Russes sont la seule force qui soit vraiment prête à se battre, me confie un observateur occidental expérimenté en République centrafricaine, sous couvert d'anonymat. L'Union africaine n'a rien réussi ici. Les Français ont essayé, ils ont tué des tas de gens, ont commencé à perdre des soldats et se sont finalement retirés. L'ONU, c'est l'ONU : elle est passive. Force est de reconnaître que les hommes de Wagner, eux, se battent.”

Mais il ne suffit pas de se battre pour stabiliser un pays. Si Wagner a réussi à briser la menace rebelle qui pesait sur Bangui, en consolidant l'emprise de Touadéra sur le pouvoir et en repoussant les rebelles du CPC dans la brousse, ailleurs que dans la capitale, le pays est en proie au désordre et son économie est en ruine. Sur une population de 5,4 millions d'habitants, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays a atteint le chiffre record de 722 000. En outre, 733 000 personnes vivent à l'étranger en tant que réfugiés.

D'après le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, plus de 60 % de la population auraient besoin d'une aide d'urgence.

La campagne anti-insurrectionnelle du Groupe Wagner s'est accompagnée de multiples accusations de violations des droits de l'homme, ce qui a sapé le soutien de la population vis-à-vis la présence russe. Des rapports crédibles de Human Rights Watch et de l'ONU ont évoqué la présence de combattants russophones dans des cas d'assassinats et de torture.

Viols et sévices russes. Il est impossible d'évaluer l'ampleur de ces violations. Dans cette guerre civile brutale, sous le poids de la répression du régime autoritaire, les habitants ont constamment peur des informateurs, de la surveillance, des arrestations arbitraires et des “disparitions”. Il est rare que les témoins de meurtres osent parler, et il en va de même de la plupart des victimes de torture ou de viol.

Malik Karomschi, avocat et militant des droits de l'homme âgé de 46 ans, dit avoir recueilli 377 témoignages de femmes violées ou agressées sexuellement par des Russes depuis le début de l'année 2021.

Les jours suivants, il m'a envoyé d'autres photos, tout en ne restant jamais au même endroit pour éviter d'être arrêté. Parmi elles se trouvent celle d'un homme aux mains coupées, une autre d'un groupe de prisonniers ligotés, allongés sur le sol. Sur certaines, on voit des corps dont la tête a été tranchée à la machette, ou des cadavres calcinés, la langue saillante.

Il n'y a presque pas d'informations, pas de dates, de lieux, de noms ou de détails sur qui a vu ce qui a été fait par qui à qui, bien qu'un groupe de cadavres mutilés soit présenté comme des victimes tuées par des Russes dans la préfecture de Haute-Kotto. Loin de Bangui, il est clair que de terribles violences sont commises, mais trop souvent, les détails qui permettraient de les vérifier sont rendus confus par la peur, par l'environnement de la jungle et des étendues peu peuplées de la savane lointaine.

—Anthony Loyd, publié le 19 mai

Contexte

●●● Le 30 juin, moins d'une semaine après la folle chevauchée de Wagner en direction de Moscou, le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, et son homologue malien Abdoulaye Diop se sont entretenus, nous apprend le site tchadien **Alwihda Info**. Interrogé sur les conséquences de cette rébellion avortée sur les relations entre Moscou et ses alliés africains, le même Sergueï Lavrov affirmait le 27 juin : “Ce travail se poursuivra.” Selon **AfricaNews**, le diplomate russe a indiqué qu’“outre les relations avec cette société militaire privée, les gouvernements de la République centrafricaine et du Mali ont des contacts officiels avec nos dirigeants. À leur demande, plusieurs centaines de militaires travaillent en République centrafricaine en tant qu'instructeurs.” Désormais, la question qui agite la presse internationale est l'avenir des mercenaires russes déployés en Afrique : de qui recevront-ils leurs ordres? Selon le **Wall Street Journal**, dans les heures qui ont suivi la volte-face des mercenaires d'Evgueni Prigojine, “le Kremlin a entrepris de prendre le contrôle total de l'empire mondial” du Groupe Wagner. Un intense ballet d'émissaires russes s'est engagé et des messages ont été adressés aux pays où Wagner est un allié des pouvoirs en place. Moscou entend prendre en main l'empire de plus de 30 000 combattants créé par le Groupe Wagner à travers le Moyen-Orient et l'Afrique.



asie

Japon. Dans le paradis naturel de Yakushima

En 1993, cette île est devenue l'un des deux premiers sites japonais classés par l'Unesco, et une fierté nationale. Un guide écotouristique raconte les attraits uniques de ce lieu.



—Mainichi Shimbun (Tokyo)

Pour observer des *yakushika*, une sous-espèce du cerf sika endémique de l'île, j'ai demandé au guide Satoshi Ichikawa, 62 ans, de m'accompagner lors de mon voyage sur place, à la mi-avril. Alors que nous avançons sur

un chemin forestier qui suit la Seibu Rindo, route préfectorale longeant la côte ouest de l'île, il lance, en repérant des excréments laissés par l'animal : "Il doit y en avoir plusieurs près d'ici, approchons-nous doucement." Une dizaine de mètres plus loin, nous apercevons effectivement un mâle entre les arbres.

Ichikawa a rejoint l'Agence de l'environnement [devenue le ministère de l'Environnement depuis 2001] en 1987, après ses études à l'université de Hokkaido [dans le nord du Japon]. De 1989 à 1992, il a travaillé comme garde forestier dans le parc national de Yakushima, qui abrite une faune et une flore foisonnantes. Tombé sous le charme, il a quitté son poste pour s'y installer en 1993. À l'époque, en raison de son accès difficile, la région n'était connue que des initiés. "Quelle idée de vous installer ici, il n'y a rien sur cette île", s'étonnaient des habitants en secouant la tête.

Après son emménagement, Ichikawa s'est lancé comme guide écotouristique, obtenant le titre de guide agréé nouvellement créé par la municipalité. "On peut dire sans exagérer que l'île tout entière fait partie du patrimoine naturel mondial", dit-il avec fierté.

Sur les quelque 500 km² de cette île circulaire de 130 kilomètres de circonférence, 107 km² – entre son centre et

Des forêts subalpines aux plantes subtropicales, l'île forme un condensé végétal de l'archipel.

sa côte ouest – sont classés par l'Unesco. Au centre s'étend une chaîne de montagnes de plus de 1800 mètres d'altitude, dont le mont Miyanoura, qui, avec ses 1936 mètres, constitue le point culminant de la région de Kyushu [la plus méridionale des quatre îles principales du Japon].

Des forêts subalpines des hauteurs aux plantes subtropicales des côtes, l'île abrite une diversité végétale qui varie en fonction de l'altitude et forme un condensé de l'archipel nippon. Son écosystème et son paysage de grands cèdres naturels reconnus "uniques au monde" lui ont valu son inscription au patrimoine mondial naturel en décembre 1993, en même temps que la région montagneuse de Shirakami, dans les préfectures d'Aomori et d'Akita [à l'extrémité nord de Honshu, l'île principale du Japon].

Parmi les habitants de Yakushima, peu s'imaginaient que ce cadre naturel, presque

banal pour eux, deviendrait une ressource touristique soutenant l'économie locale. "Qu'ils soient aujourd'hui fiers de leur île constitue le bénéfice le plus important de son classement par l'Unesco, estime Ichikawa. Même lorsque les jeunes quittent Yakushima pour suivre des études supérieures ou trouver un emploi dans les grandes villes, ils parlent avec fierté de la richesse naturelle de leur île."

Après l'inscription au patrimoine mondial, le nombre de visiteurs a explosé, dépassant les capacités d'accueil de l'île. Les cèdres locaux, en particulier ceux dont l'âge est estimé à plusieurs milliers d'années, appelés "jomon-sugi" ["cèdres de Jomon", la plus ancienne période historique du Japon (12 000 à 300 av. J.-C.)], sont l'attraction phare, attirant plus d'un millier de randonneurs quotidiens pendant les vacances d'été.

Face à cette affluence, le ministère de l'Environnement et les autorités locales ont construit des plateformes d'observation en 1996 pour tenir les visiteurs à distance des racines des arbres. En 2000, ils ont commencé à restreindre l'accès en véhicule motorisé aux points de départ des sentiers d'ascension. "Les montagnes de Yakushima saccagées par l'afflux touristique", proclamaient alors la presse et la télévision, mais Ichikawa n'était pas de cet avis.

Certes, du temps où il travaillait comme garde forestier du parc national, il remplissait des sacs-poubelle entiers de bentos [boîtes à repas, souvent en plastique] vides et d'autres déchets lors de ses

patrouilles quotidiennes à travers l'île. Or, depuis l'inscription de Yakushima au patrimoine mondial, en 1993, il a constaté une évolution des mentalités des visiteurs comme des habitants sur la protection de l'environnement : "Certes, les touristes sont plus nombreux que nous n'aurions pu l'imaginer, ce qui nous contraint à prendre des mesures. Mais leurs

"Les manières des touristes se sont améliorées, il y a moins de déchets dans les montagnes."

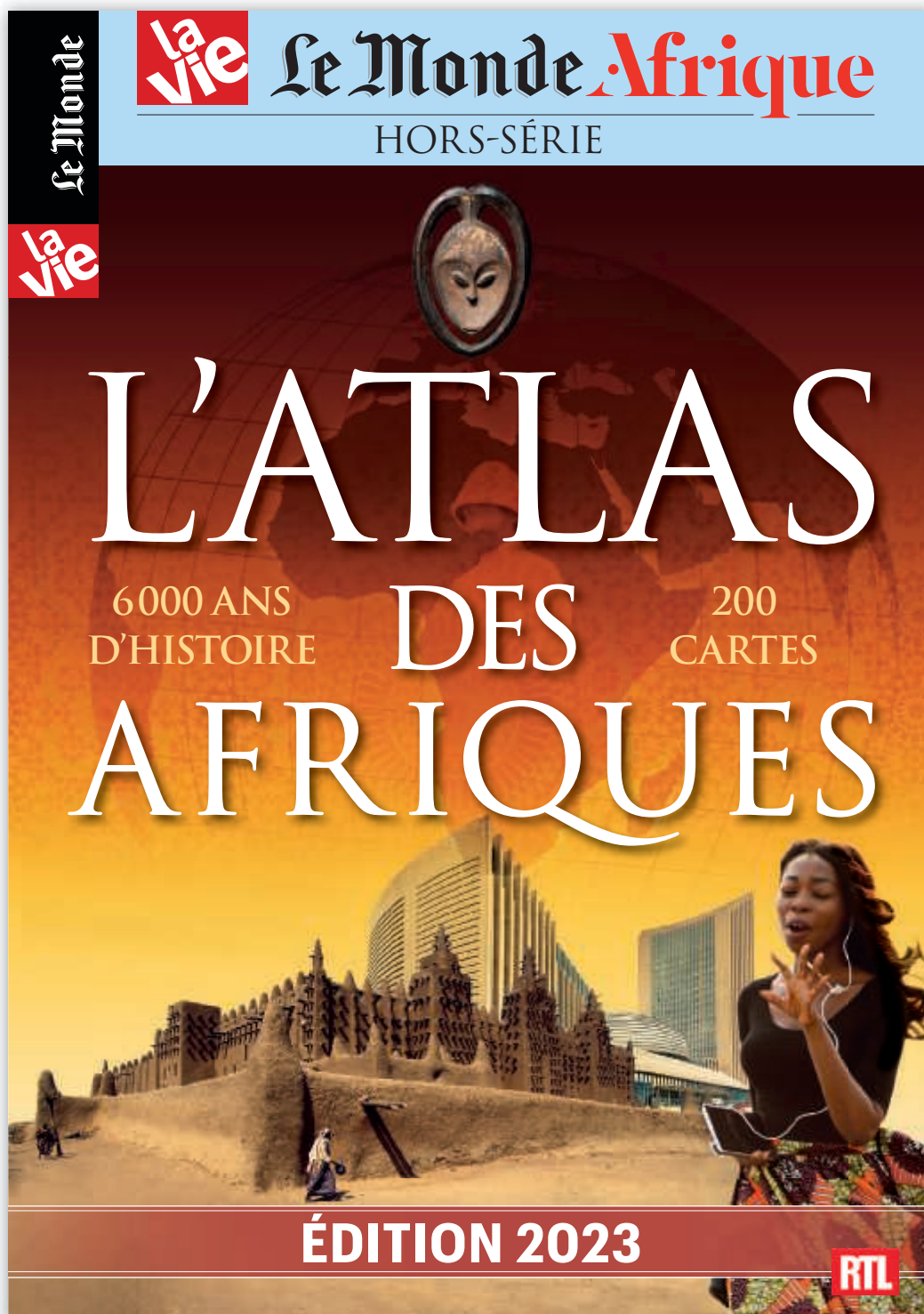
Satoshi Ichikawa,
GUIDE ÉCOTOURISTIQUE

manières se sont beaucoup améliorées, et on retrouve moins de déchets dans les montagnes."

Au cours de ces trente dernières années, Ichikawa a cherché à diversifier l'offre touristique de Yakushima, afin de réduire la dépendance du secteur aux *jomon-sugi*, lesquels restent malgré tout la principale attraction. Outre des randonnées, il organise des plongées au large des côtes, des sorties en kayak sur les cours d'eau et des visites de villages de montagne, offrant un aperçu de la culture et des coutumes ancestrales de l'île. Ces initiatives contribuent à limiter la concentration des touristes dans certaines zones et, ainsi, à atténuer leurs effets sur l'environnement.

Depuis qu'il est guide, Ichikawa s'efforce d'attirer l'attention des visiteurs non seulement sur les éléments anciens de l'île comme les *jomon-sugi*, → 28





Une histoire enfin réhabilitée

Elle a porté les premiers pas de l'humanité, a vu naître la civilisation pharaonique, de riches royaumes médiévaux... Pourtant, la longue et brillante histoire de l'Afrique est souvent réduite aux temps tragiques de l'esclavage et de la colonisation, ou à ses fléaux : la faim, la guerre, le sous-développement... Balayant les préjugés, cette édition actualisée de *L'Atlas des Afriques* en offre une lecture originale. Ce récit révèle le dynamisme d'un continent d'avenir, sans ignorer les défis politiques, économiques, sanitaires, climatiques, démographiques... auxquels il est confronté.

L'ATLAS DES AFRIQUES

Un hors-série **Le Monde Afrique**
180 pages - 14,90 €
chez votre marchand de journaux
et sur Lemonde.fr/boutique

↳ “Immense victoire en Thaïlande. Pita Limjaroenrat : “Nous avons déjà rendez-vous pour le coup d’État en 2025”. Dessin de Maarten Wolterink, Pays-Bas.

26 ← mais également sur l’évolution de la nature au fil des saisons et des cycles de vie.

Il m’emmène aux gorges de Shiratani-Unsui, paysage qui a inspiré le décor du film d’animation *Princesse Mononoké* [réalisé par Hayao Miyazaki en 1997]. À mi-parcours d’un itinéraire de randonnée jalonné de cèdres d’une dizaine de mètres de haut,

Hayao Miyazaki s’est inspiré des gorges de Shiratani-Unsui pour le décor du film *Princesse Mononoké*.

il montre un jeune arbre pas plus grand que la paume de ma main. Ce dernier semble mort au premier regard, mais en examinant ses branches, on peut voir des bourgeons sur les côtés. S’il a pu survivre, c’est sans doute parce que les intempéries ont renversé des grands arbres alentour, ce qui lui a permis de capter la lumière.

“La force vitale de la nature dépasse l’entendement humain, lance Ichikawa, enthousiaste. Les humains s’émerveillent des petits changements qu’elle montre d’une année sur l’autre, mais cela est en effet peu de chose à l’égard de l’histoire entière de Yakushima. [En tant que guide], j’aimerais offrir au plus grand nombre l’occasion d’observer cette force de la nature, en expliquant comment la préserver.”

—Hibiki Tanaka, publié le 13 juin

SOURCE



MAINICHI SHIMBUN

Tokyo, Japon
Quotidien
mainichi.jp

Fondé en 1872 sous le nom de *Tokyo Nichi Nichi Shimbun*, le plus ancien quotidien japonais a pris sa dénomination actuelle en 1943 lors d’une fusion avec l’*Osaka Mainichi Shimbun*. Centriste, le “Journal de tous les jours” est le troisième quotidien national du pays en matière de diffusion. De tous les grands journaux japonais, il a été le premier à manifester son intérêt pour l’édition numérique.

THAÏLANDE

Le parti qui fait trembler les riches

Vainqueur des élections législatives et en bonne position pour gouverner le pays, le tout jeune parti Move Forward veut introduire des mesures de justice sociale, explique ce chroniqueur.



CARTOON MOUVEMENT

—Khaosod (Bangkok)

Le parti Move Forward [sorti grand vainqueur des élections législatives thaïlandaises du 14 mai] est nouveau et n’a jamais été au pouvoir auparavant. Confrontés à l’inconnu, certains craignent ce qui arrivera quand (et si) il y accède. [Move Forward a formé une coalition parlementaire, mais il doit obtenir les votes d’une partie du Sénat, conservateur, pour décrocher le poste de Premier ministre.] Cette crainte est particulièrement vive au sein de l’élite et de la classe moyenne supérieure.

Imaginez que vous êtes propriétaire ou dirigeant de l’une des plus grandes entreprises de Thaïlande. Votre société ou votre groupe a établi toutes les connexions nécessaires avec la vieille garde du monde politique, de l’administration et de l’élite sociale.

Votre société ou votre groupe appartient, de fait, à l’oligarchie du marché et vous savez comment traiter avec les responsables politiques. Move Forward a promis de mieux répartir la richesse et de créer des occasions nouvelles pour les petites entreprises, ainsi que d’augmenter significativement le salaire minimum [environ 9 euros par jour actuellement]. Vous ne savez pas comment vous allez

traiter avec ce nouveau venu, ni si vous pourrez conserver votre situation une fois qu’il sera au pouvoir (s’il y accède).

Voilà pourquoi certains propriétaires de grands groupes font preuve de réticence voire d’hostilité à son égard. Il y a deux semaines, Boonyasit Chokwatana, le PDG du géant des biens de consommation Sahapat Group et l’un des principaux chefs d’entreprise de Thaïlande, a déclaré que le pays risquait de devenir comme l’Ukraine si le nouveau parti accédait au pou-

Le parti veut mieux répartir les richesses, soutenir les petites entreprises et hausser le salaire minimum.

voir et que Pita Limjaroenrat, le chef du parti, ressemblait de plus en plus à Volodymyr Zelensky.

La semaine dernière, j’ai demandé à Pita Limjaroenrat, candidat au poste de Premier ministre, ce qu’il pensait de cette remarque. Il a répondu qu’il n’avait pas besoin de se défendre – suggérant ainsi que cette comparaison était exagérée.

Elle est peut-être exagérée, mais le ressenti est, lui, bien réel. De nombreux membres de

l’élite et des milieux d’affaires craignent que l’ancien système qu’ils connaissent si bien ne coule si Pita devenait Premier ministre.

Si votre idéologie ne vise pas particulièrement à voir la Thaïlande devenir une société plus équitable, pourquoi prendre le risque de soutenir Pita et le mouvement Move Forward ? N’est-il pas plus sûr de s’en tenir à la maxime “Le mieux est l’ennemi du bien”, même si de nombreux Thaïlandais souffrent et que certains pensent que le système lui-même est à bout ?

Classe moyenne minoritaire.

Si vous êtes un membre de la classe moyenne supérieure, vous n’avez peut-être pas très envie de changement non plus, surtout si vous ne tenez pas à voir la société thaïlandaise devenir plus égalitaire.

La classe moyenne n’est pas majoritaire en Thaïlande. La classe moyenne supérieure ne constitue qu’une petite minorité – disons dans les 10 % – de la population. Ce qui veut dire que, quand vous marchez sur un trottoir, vous pouvez vous sentir plus aisé que neuf personnes croisées sur dix – ou “supérieur” à elles.

Au Japon, en Corée du Sud ou aux États-Unis, l’immense majorité de la population se considère comme faisant partie de la classe moyenne et tout le monde fait semblant de croire que tous les gens sont plus ou moins égaux. Ce n’est pas le cas en Thaïlande. La voiture que vous conduisez, la façon dont vous vous habillez, l’école et l’université que vous avez fréquentées, la partie de Bangkok où vous habitez vous font vous sentir supérieur à 90 % de la population.

Si vous tenez à vous percevoir comme une personne “à part”, vous devez naturellement exclure les masses. Comment pouvez-vous maintenir ce sentiment de supériorité et d’être privilégié lorsque davantage de personnes vous ressemblent ? Voilà pourquoi le logo de Move Forward est troublant : cette pyramide oblique peut suggérer que le but du parti est de s’assurer que ceux qui se trouvent au sommet de la société devront céder leur place et descendre un peu plus bas tandis que les masses s’élèveront.

—Pravit Rojanaphruk, publié le 18 juin

Contexte

●●● L’ouverture du Parlement thaïlandais, le 3 juillet, devrait enfin permettre de savoir si le parti Move Forward pourra gouverner. La coalition de huit partis autour de Move Forward compte 312 sièges et a besoin de 64 voix supplémentaires pour que le chef du parti, Pita Limjaroenrat, devienne Premier ministre. Certains sénateurs et membres conservateurs lui donneront-ils leur voix ? Réponse le 13 juillet, date de l’élection du Premier ministre par le Parlement. Le parti doit montrer sa capacité “à diriger [...] et qu’il peut guider la famille thaïlandaise, dans toute sa diversité tumultueuse, vers de nouveaux horizons porteurs d’espoir”, estime le site **Thai Enquirer**. Or, Move Forward, dont la victoire a été une surprise, est confronté, reconnaît le site, aux manœuvres et aux menaces du camp conservateur cherchant à l’entraver, mais il doit aussi gagner en maturité politique.

SOURCE



KHAOSOD

Bangkok, Thaïlande
Quotidien

khaosod.co.th/home

Né en avril 1991, “Nouvelles fraîches” a été créé pour toucher un public plus provincial que les autres titres du groupe Matichon. Bien que ses pages soient largement consacrées aux faits divers, aux loisirs et à une couverture locale, il traite également des grands sujets politiques et sociaux – notamment de l’intervention de l’armée en 2010 contre les manifestants au cœur de la capitale, Bangkok, qui a causé la mort d’au moins 91 personnes.



L'actualité expliquée en infographies et en cartes.



Chaque semaine, les cinq infos qu'il ne fallait pas manquer en vidéos ou en images.



Pop culture, géopolitique, sports, société, sciences... Un nouveau format à retrouver chaque jour sur notre site et notre application.



Des articles plus pédagogiques et plus ludiques à partir de la presse étrangère.

Courrier Stories

L'info prend de la hauteur





amériques

Brésil. Une diplomatie "chimérique"

Lula flirte avec la Chine, la Russie et le Venezuela. Une accumulation d'erreurs, selon ce site spécialiste de l'Amérique latine.

—Connectas, extraits (Amérique latine)

Pour son troisième mandat à la tête du Brésil, Luiz Inácio Lula da Silva n'hésite pas à durcir ses positions sur le plan diplomatique. À 77 ans, le chef d'État entame la dernière ligne droite de sa carrière politique et il sait qu'il n'a rien à perdre. Le président, qui, avec son image d'homme politique de centre gauche modéré, a empêché la réélection de Jair Bolsonaro, au grand soulagement de beaucoup de monde, s'est montré dernièrement beaucoup plus offensif. Mais cette nouvelle version de la diplomatie estampillée Lula est beaucoup plus risquée.

Lula est apparemment déterminé à profiter de la reconfiguration géopolitique mondiale pour faire passer le Brésil au premier plan. Avec la fragmentation de l'espace mondial en deux blocs – d'un côté l'Occident, de l'autre la Chine et la Russie –, et une Amérique latine ambivalente, le président brésilien voit l'occasion de contrecarrer l'hégémonie nord-américaine en jouant la carte de la différence. Pour Lula, cela ne fait aucun doute : l'Amérique latine, menée par le Brésil, doit devenir un espace à part entière qui traiterait d'égal à d'égal avec des puissances mondiales comme la Chine et la Russie.

C'est un pari risqué. Froilán Ramos, analyste et professeur à l'université catholique Santísima Concepción au Chili, explique que ce nouveau Lula doit être compris dans le contexte de la guerre en Ukraine et de l'influence toujours plus importante de la Chine

dans le monde, notamment en Amérique latine : "C'est la raison pour laquelle certaines positions politiques latino-américaines ont tendance à être plus audacieuses et plus tranchées. Ils ne regrettent plus la relation commerciale avec les États-Unis."

Ce pari a aussi des résonances très personnelles. Marco Bastos, analyste politique brésilien, rappelle que Lula a une certaine idée de lui-même qui le pousse à courir après des chimères. Quand il a été envoyé en prison [en 2018, pour corruption], il a prononcé un discours dans lequel il disait : "Je ne suis pas un homme, je suis une idée." Une phrase qui résume le personnage.

Mais d'autres reprochent à Lula de croire que les sociétés sont restées les mêmes qu'il y a vingt ans, quand il a gouverné le pays pour la première fois. Pour Marco Bastos, "les conditions économiques ont changé, et la gauche latino-américaine, très idéologique – à l'exception [du président chilien de gauche] Gabriel Boric –, ne s'en est pas rendu compte."

Indignations. Lula est revenu sur la scène internationale avec l'idée de prendre la tête d'un club de médiateurs afin de mettre fin à la guerre en Ukraine, une démarche qui s'est soldée par un échec, le premier revers diplomatique du chef d'État brésilien. Le problème, c'est que son approche, qui consistait selon ses propres mots à "dialoguer avec les deux camps en présence pour la recherche

de la paix", impliquait d'accepter les arguments de la Russie. Une impression confirmée par ses déclarations polémiques sur l'Ukraine, qui, selon Lula, aurait sa part de responsabilité dans l'invasion russe.

Les réactions en Occident ont été tellement indignées que Lula a dû nuancer ses propos, et sa médiation a fait long feu, entre autres parce que le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, part du principe que tout dialogue avec Moscou doit d'abord passer par le retrait des troupes russes des territoires envahis.

Tant que l'Ukraine est envahie, toute négociation est exclue. Zelensky n'a cependant pas fermé la porte à la possibilité d'une médiation et s'est même déclaré favorable à une rencontre avec Lula, parce qu'"il est nécessaire d'atteindre le plus grand nombre possible de pays qui soutiennent l'Ukraine ou ne soutiennent pas la Russie".

Pour l'analyste Ana Claudia Santano, professeure de droit constitutionnel au Brésil, la position de Lula sur l'invasion russe "était une erreur". Une erreur devenue manifeste lors du sommet du G7, en mai, qui s'est terminé sans

rencontre bilatérale entre

les présidents du Brésil et de l'Ukraine : "Le Brésil s'est mis dans une position délicate parce que l'Occident soutient l'Ukraine, et pour de bonnes raisons. On ne peut pas accuser la victime d'un conflit d'en être à l'origine."

Certains reprochent à Lula de croire que les sociétés sont restées les mêmes qu'il y a vingt ans.

Plus récemment, la diplomatie à la Lula lui a valu une autre polémique, cette fois en Amérique du Sud, la sphère d'influence naturelle du Brésil. À la fin de mai, le chef d'État a accueilli à bras ouverts Nicolás Maduro [le président autoritaire du Venezuela] et lui a soigneusement préparé le terrain pour un retour sur la scène internationale. À l'occasion du sommet des présidents sud-américains, au Brésil, Lula a tenu des propos qui ont divisé le sous-continent. "Vous savez très bien quelle fiction a été entretenue autour du Venezuela, celle de l'autoritarisme, des pratiques antidémocratiques.

Cette fiction, il nous faut la déconstruire en proposant une autre version

des faits afin que les gens changent d'opinion", a-t-il avancé.

Cette déclaration controversée sur un régime aussi contesté a été condamnée par deux chefs d'État présents au sommet. Le président de centre droit de l'Uruguay, Luis Lacalle Pou, surpris, a rappelé le manque criant de démocratie, les nombreuses violations des droits humains et les prisonniers politiques au Venezuela. Il a lancé au président brésilien : "La pire chose à faire, c'est de se voiler la face."

De son côté, le Chilien Gabriel Boric s'est empressé de répondre que la situation des droits humains au Venezuela n'avait "rien d'une fiction; c'est une réalité, c'est grave [...], sans parler de la douleur des centaines de milliers de Vénézuéliens qui aujourd'hui vivent dans notre pays".

Manque de stratégie. Pour Ana Claudia Santano, en réalité le discours de Lula sur le Venezuela s'adressait à ses partisans au Brésil. "À gauche, la vieille garde est convaincue que le Venezuela n'est pas exactement ce qu'on en dit, qu'il s'agit d'une invention des grandes puissances qui veulent récupérer le pétrole, ce qui est faux", déclare l'analyste politique.

De son côté, Marco Bastos considère que les erreurs diplomatiques de Lula viennent d'un manque de plan ou de stratégie pour les objectifs qu'il s'est fixés, mais aussi du fait qu'il fait des promesses qu'il ne peut pas tenir.

Ce n'est pas la première fois que Lula court après des chimères. Les spécialistes se souviennent que, lors de ses précédents mandats, il a voulu intervenir – sans succès – dans la crise du nucléaire iranien et même dans le conflit israélo-palestinien.

C'est dans ce contexte qu'a lieu le retour à la présidence de Lula, un homme politique dont la vie est un véritable roman, et qui se croit destiné à accomplir de grandes choses. Mais son troisième mandat suscite des inquiétudes. Que va donner ce durcissement idéologique pour l'Amérique latine, alors que ses dirigeants, dans une période d'instabilité mondiale, courent le risque de se retrouver du mauvais côté de l'histoire?

—Suhelis Tejero, publié le 9 juin



ÉTATS-UNIS

Robert Kennedy Jr., le Donald Trump des démocrates

Candidat démocrate à la présidence, ce rejeton de la famille Kennedy rencontre un réel écho auprès des électeurs du parti. Or il multiplie les propos complotistes, avertit cette chroniqueuse de gauche.



CAGLE CARTOONS

— Los Angeles Times, extraits (Los Angeles)

Quand 20 % des électeurs démocrates ou à tendance démocrate affirment dans les sondages soutenir Robert F. Kennedy Jr. comme candidat aux primaires pour l'élection présidentielle, c'est qu'il se passe quelque chose.

C'est peut-être un signe que les ondes wifi de leurs téléphones leur ont grillé les neurones, un phénomène très courant à en croire Robert F. Kennedy Jr.

Ou peut-être est-ce la preuve que les antennes 5G détruisent la capacité des gens à penser clairement, une autre théorie du complot chère au candidat.

À mon avis, c'est surtout parce que l'âge avancé du président Biden inquiète certains démocrates. Un homme (légèrement) plus jeune et issu d'une dynastie politique adorée semble à première vue un choix de remplacement raisonnable.

Mais ne vous y trompez pas, Robert Kennedy Jr. a vraiment un grain.

Ce n'est pas évident au premier abord. Après tout, avec son épaisse chevelure à la Kennedy, ses yeux azur et son sourire éblouissant, il a l'allure d'un possible président. Avocat spécialisé dans le droit de l'environnement, il se bat depuis des dizaines d'années pour la protection des écosystèmes (même si ses détracteurs l'accusent d'avoir

fait plus de mal que de bien ou de s'être attribué des mérites injustifiés). En apparence, c'est un progressiste dûment estampillé. Il a parlé de combler les inégalités, de reconstruire les classes moyennes, de l'urgence de la lutte contre le réchauffement climatique.

Pourtant, dès qu'il ouvre la bouche, comme il l'a fait pendant plus de trois heures l'autre jour dans le podcast de Joe Rogan [podcasteur vedette relayant des idées complotistes], il dit tellement d'inepties qu'on croirait entendre Trump.

"Les ondes wifi ouvrent la barrière sang-cerveau, et toutes les toxines qui se trouvent dans votre corps se transfèrent au cerveau", a-t-il affirmé à Joe Rogan.

Kennedy souhaite la fermeture "permanente" de notre frontière avec le Mexique. Selon lui, les fusillades de masse sont attribuables à la prise d'antidépresseurs. ("Avant l'arrivée du Prozac, ce genre d'événement ne se produisait presque jamais", a-t-il glissé à Elon Musk lors d'une discussion sur Twitter Spaces.)

Il pense que son père, Robert F. Kennedy, et son oncle, le président John Fitzgerald Kennedy, ont été assassinés par la CIA et,

"Avant l'arrivée du Prozac, les fusillades de masse ne se produisaient presque jamais."

Robert F. Kennedy Jr., CANDIDAT DÉMOCRATE EN 2024

a-t-il confié à Joe Rogan, il se croit lui aussi dans la ligne de mire des services secrets. ("Je suis conscient de ce danger. Je ne vis pas dans la peur, mais je ne suis pas idiot et je prends mes précautions.")

Il a mis en doute le lien, scientifiquement établi, entre le VIH et le sida.

Mais surtout, Kennedy est une source intarissable de désinformation sur les vaccins. Il soutient l'idée, abondamment réfutée, qu'ils augmentent le risque d'autisme. Il préside le Children's Health Defense ["défendre la santé des enfants"], un groupe de fervents opposants aux vaccins qui se présente sur son site Internet comme le "mouvement de révolte mondial contre la tyrannie médicale pour la défense des droits humains". Ce collectif est un relais de désinformation très puissant sur les réseaux sociaux.

Kennedy a également encouragé les Africains-Américains - surreprésentés parmi les victimes du Covid-19 - à ne pas faire confiance aux vaccins, brandissant le spectre de l'étude de Tuskegee sur la syphilis durant laquelle, pendant quarante ans, des centaines d'hommes noirs

✓ Joe Biden et Robert Kennedy Jr. Dessin de Dick Wright, États-Unis.

ont été privés - à leur insu - de traitement afin que les autorités sanitaires approfondissent leurs connaissances sur la maladie.

S'il est vrai que la vaccination peut présenter un infime risque pour une fraction de la population et que l'on dénombre quelques cas d'effets indésirables, les autorités sanitaires américaines estiment que les vaccins sauvent la vie d'au moins 4 millions d'enfants chaque année dans le monde et de plus d'adultes encore.

En campagne, Kennedy ne fait pas étalage de son hostilité aux vaccins, car les électeurs démocrates y sont nettement plus favorables que les républicains. Dans un récent portrait réalisé par NBC News, la journaliste Brandy Zadrozny évoque l'existence d'un groupe Facebook de partisans de Kennedy ayant décidé de présenter leur candidat comme "le champion de la précaution vaccinale" - une façon de rendre ses positions antivaccinales plus acceptables pour les électeurs démocrates.

Appelez-le comme vous voulez, les idées qu'il défend sont dangereuses et il n'a rien à faire à la Maison-Blanche, ni à aucun poste à responsabilités politiques. Il a déjà fait suffisamment de dégâts comme ça.

Dynastie Kennedy, mon œil. —Robin Abcarian, publié le 21 juin

SOURCE



LOS ANGELES TIMES
Los Angeles, États-Unis
Quotidien
latimes.com

Le géant de la côte ouest. Créé en 1881, c'est le plus à gauche des quotidiens à fort tirage du pays et le grand spécialiste des sujets de société et de l'industrie du divertissement. Ce n'est qu'à partir des années 1940 qu'il devient le premier quotidien de Los Angeles.

ILS REFONT LA FRANCE

Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec Courrier international





france

☞ La chef cuisinière Manon Fleury.
☞ Sur la table d'Antoine et d'Hanh Claire
à La Gripperie-Saint-Symphorien. Photos Rebekka Deubner



Gastronomie. L'art d'être végane à la française

Série d'été. Amatrice de cuisine et de l'Hexagone, une journaliste allemande se lance un défi : passer des vacances véganes au pays de la viande. Son voyage aux confins du patrimoine culinaire, de l'agriculture et de l'éthique la mène jusqu'à une assiette contenant... un poisson.

—Die Zeit, extraits
(Hambourg)

Les choses commencent bien. Dans mon assiette se trouve une courgette, mais ce n'est pas seulement une courgette : c'est une œuvre d'art à base de courgette. Il y a une fleur, qui pourrait symboliser l'éphémère, comme une coquille d'escargot dans une vanité*, puisque les fleurs de courgette ne durent que très peu de temps. Dans la fleur, une purée de graines de tournesol tellement délicieuse que je me vois encore fermer les yeux de ravissement. À cela s'ajoutent de fines tranches de courgettes artistiquement disposées, qui montrent sans doute que ce légume, dont nombre de propriétaires de jardin doivent se débarrasser en été et préféreraient abandonner comme un chien sur une aire de repos d'autoroute, que ce légume, donc, peut être gracieux et élégant malgré sa banalité. Une petite courgette sort de la fleur, c'est-à-dire que la fleur est femelle et a un bébé, dont la signification est évidente.

L'artiste est une femme : Manon Fleury, 34 ans, l'une des rares chefs de la gastronomie étoilée française. Elle a les cheveux blonds, sourit beaucoup et on la prend souvent pour une serveuse, bien entendu. Je n'ai rien contre les serveuses mais ici, Manon Fleury est la chef. Je me trouve au dernier étage d'un ancien bâtiment industriel du XI^e arrondissement. En me rendant là-haut, j'avais songé une fois de plus que, pour prendre l'ascenseur à Paris, il ne faut pas du tout penser à l'allemande. Allez, ça va bien se passer, même si ça craque un peu... De la terrasse, on a vue sur toute la ville. Le ciel a une lueur orange, c'est le soir.

Je suis sûre que je gagnerai le pari que je me suis fait. Bien sûr que ce n'est pas du tout un problème de manger végan pendant une semaine en France, me dis-je lors de cette soirée chez Manon Fleury. Bien sûr qu'on peut très bien se régaler dans ce pays sans être obligé de se taper

un morceau de fromage, de poisson ou de viande à un moment ou à un autre. Non que je sois végétalienne – je veux juste savoir. Et démentir le cliché selon lequel les Français font une cuisine démodée et mangent tout ce qui est tendre et délicieux – oies farcies, cuisses de grenouilles, petits enfants – sans se poser de questions éthiques.

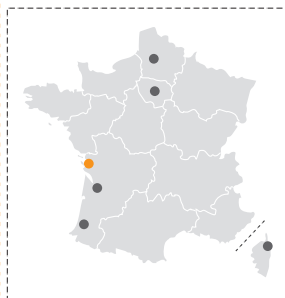
Eh bien non, ils aiment bien les courgettes aussi. Ils ont Manon

Fleury – une cuisinière très demandée, connue –, qui ne fait peut-être pas une cuisine végane mais utilise presque exclusivement des légumes. La courgette est accompa-

gnée de trois minitranches de poisson de mer cru disposées sur une miniassiette, ce sont les protéines. Manon Fleury inverse donc le principe des menus français : la bête morte n'est plus le point culminant triomphal de la succession des plats.

Et, soit dit en en passant, les Français circulent tous à vélo





●●● Tout l'été, *Courrier international* vous invite à suivre la presse étrangère dans les villes et les régions françaises. Un tour de France qui va de Paris à Bastia, en passant par la Loire, la Charente, les Landes, la région lyonnaise, Bordeaux ou encore Amiens... Redécouvrez la France vue par la presse américaine, hongkongaise, allemande, espagnole, et britannique.

Dans le prochain numéro : Bordeaux et ses échoppes.

maintenant. Le taxi que j'ai pris après le repas a failli ne pas trouver le chemin pour me ramener à la maison parce que de nouvelles rues se retrouvent fermées à la circulation tous les jours à Paris.

Le lendemain, nous prenons la direction de la vallée de la Loire. On sort de la ville par une autoroute très chargée. Au-dessus de nous, des avions d'Air France sont en approche d'Orly. Je vois aussi un truc qui ressemble à une centrale nucléaire, ou peut-être est-ce juste un château d'eau en béton comme il s'en dresse partout dans le paysage français. Je regarde par la fenêtre et soupire : mon Dieu, qu'est-ce que la France est belle !

Ce n'est pas que je ferme les yeux sur ce qui ne va pas – ma dernière visite à Paris m'avait conduite dans le bureau de Marine Le Pen : elle m'avait accordé une interview dans laquelle elle m'avait expliqué que, si elle était présidente, elle interdirait les éoliennes et le foulard islamique.

Bon, mais elle n'est pas devenue présidente et maintenant, nous nous arrêtons à un endroit nommé

Montlouis-sur-Loire pour boire du vin. Le viticulteur nous fait visiter la cave. Il y conserve tout au fond une bouteille de chacun de ses vins. Pour pouvoir se souvenir des millésimes, explique-t-il. Les bouteilles sont tellement couvertes de poussière qu'on ne dirait plus de la poussière mais un tissu sombre, duveteux, beau, enchanté, un peu effrayant, comme une tombe. Je songe encore aux vanités. Comment retenir le moment alors qu'il passe si vite ?

On peut obtenir une mousse végane en battant le jus de cuisson des pois chiches en neige.

Nous remontons, des choses à grignoter nous attendent sur la terrasse, à savoir du houmous avec de l'huile d'olive et du pain grillé. Rien à dire contre le houmous, à part peut-être que j'en ai déjà mangé beaucoup dans ma vie. Mais ça ne me dérange pas. Je suis installée sur une terrasse

ombragée, le village roupille en bas dans le soleil de midi. On sert un rosé.

Il n'y a pas d'autre plat végan à part le houmous. Les sardines avec du pain et du beurre ne me soumettent pas à la tentation. Les fines tranches de jambon cru me laissent également de marbre. Puis le viticulteur va chercher un gâteau aux noix. Il a l'air divin. Il doit être fait avec du beurre, non ? Je pose la question, avec peut-être dans la voix l'espoir que ce ne soit pas le cas.

Si, si, répond le viticulteur, en me regardant, un peu perplexe. Puis il se rappelle quelque chose : le gâteau n'est pas végan mais le pâtissier qui l'a fait, si. Ah, non mais ! C'est quand même vachement bien de parler avec les gens, parfois même intéressant.

Doux rêve. Oui, déclare la vendeuse de la pâtisserie Poirier, en face de la mairie, le chef, qui n'est pas là aujourd'hui, est végan. Il expérimente beaucoup avec la crème de soja et l'aquafaba, le jus de cuisson des pois chiches (en boîte ou en bocal). On peut obtenir une mousse végane en battant tout ça en neige. Le pâtissier mène une double vie, précise la vendeuse : il réalise les œuvres d'art de la pâtisserie traditionnelle française, avec du beurre et des œufs, et est végan pendant son temps libre. Car la pâtisserie végane est incompatible avec la pâtisserie française et son obsession de la finesse, de la délicatesse et, oui, de l'artifice : les petits gâteaux végans ne tiennent tout simplement pas.

À part cette petite tarte au café. Impossible de deviner qu'elle n'est pas comme ses sœurs à l'intérieur. Elle est jolie, de petits nuages se sont délicatement posés dessus. Je mords dedans : le glaçage est un doux rêve, la preuve que le monde peut changer.

Ferme maraîchère, ce n'est pas comme ça qu'on dit. Ferme ? Non, ce n'est pas ça non plus. Les Français disent "maraîcher". En tout cas, c'est un complexe de plusieurs maisons dans un état de délabrement pittoresque situé dans la commune de La Gripperie-Saint-Symphorien (à peu près autant d'habitants que de lettres), tout à l'ouest, dans l'arrière-pays de la côte atlantique. Nous arrivons le soir. Antoine et Hanh nous saluent. Ils habitent

là avec leurs cinq enfants. Nous avons loué une des petites maisons. Les produits du potager sont compris dans le prix.

Le lendemain, Antoine explique tout aux citadins ignorants que nous sommes.

Quelles tomates sont mûres. Qu'il y a des fleurs de courgette femelles et mâles (je le savais déjà grâce à Manon).

Qu'on ne prend pas les petits fenouils mais les gros parce qu'ils vont rapidement devenir fibreux.

Qu'on peut manger les fleurs de fenouil.

Qu'on est prié de ne pas mettre le pied dans la moissonneuse de carottes (ce n'est pas comme ça qu'on dit).

À partir de maintenant, il n'y a plus que de la salade de tomates. Tantôt avec du pain grillé, tantôt avec des câpres, des olives, des fleurs de fenouil ou une fleur rose foncé appelée "cosmos" qui a un goût un peu sucré. Les jours défilent, il fait chaud et il

Il n'y a plus que de la salade de tomates. Tantôt avec du pain grillé, tantôt avec des câpres, des olives...

ne se passe pas grand-chose. Une grenouille traverse la piscine. Personne ne fait mine de vouloir la manger. Qu'on soit végan ou pas, est-ce qu'on a besoin d'autre chose que de tomates et d'une piscine dans la vie, me dis-je en mode mentalité vacances légèrement débile ?

Un jour, Xavier Taffart, un chef étoilé de la région, apporte un dîner qu'on déguste avec les autres hôtes sur la terrasse. Il a reçu une livraison de légumes d'Antoine le matin et la rapporte en quelque sorte le soir, préparée de façon magistrale.

Je mange quelque chose qu'il appelle "melon au caramel". Ce sont des billes de melon déglacées au vinaigre dans une marinade qu'on déguste à la cuillère. C'est sucré, acide, fleuri. C'est une entrée mais aussi autre chose. Une soupe ? Une boisson ? Une petite œuvre de magie végane.

La chaleur et la lumière diminuent lentement, des ampoules de toutes les couleurs s'allument sur la terrasse. Les enfants, qui auraient dû dormir depuis trois heures, jouent quelque part.

Antoine, déclarent les Allemands, tu as dit qu'on pouvait manger tes haricots verts crus mais on a encore regardé, c'est toxique !

Antoine s'est lavé les cheveux, ils sont humides, coiffés en arrière. Il porte un pull-over de laine duveteux dont la moitié supérieure est rose, l'autre rouge vif. Il est évident qu'il n'est pas un vrai maraîcher. Il vient de Paris, il faisait quelque chose dans le marketing. Ce n'est qu'en 2019 qu'il a acheté la ferme avec Hanh.

Croissant après le yoga. On le voit dans la journée parcourir ses champs, grand, le pas élastique, une petite boîte à la ceinture, c'est un haut-parleur portable d'où sort de la musique, Serge Gainsbourg. Tout est en permanence en mouvement chez lui. Comment faisait-il pour tenir pendant les réunions au bureau ? Est-ce qu'il passait son temps à balancer le pied ?

Les haricots verts sont toxiques ? Antoine regarde les Allemands d'un air irrité. Mais j'en mange tout le temps et il ne m'est jamais rien arrivé. Petite vérification : les haricots verts crus sont toxiques. Mais il n'est effectivement jamais rien arrivé à Antoine.

On peut aussi faire une salade de tomates chaude : mettre des tranches de tomates, un peu de fromage, des morceaux de pain dans un plat à gratin, faire cuire au four. Attendez, du fromage ? Oui, ça fait cinq jours que je suis en France et c'est la première fois qu'il y a du fromage.

Il y a aussi un croissant après la séance de yoga organisée par Hanh. Ça se passe le matin à 7 heures – pourquoi est-ce toujours aussi tôt ? – mais c'est furieusement sain. À bien y regarder, la séance consiste uniquement à étirer un peu les bras et les jambes, on évite de se fatiguer plus. Et après, chacune des participantes déguste un croissant au beurre qu'un des maris est allé chercher à la boulangerie.

Je ne voulais pas me l'avouer mais je dois constater que tout devient de moins en moins végan. L'aliment principal demeure les tomates. La viande n'est pas intervenue jusqu'à présent. Mais le poisson si, et pané. Par une chaude journée, je me trouve sous un parasol, sur l'île d'Oléron, où on

élève des huîtres, et j'étudie le menu. Les huîtres ne sont pas mon problème, elles ne m'intéressent pas, mais le poisson pané... il va causer ma perte.

J'ai l'impression de voir mes bonnes résolutions, ma volonté prendre congé en lisant le menu. La discipline, l'agréable sensation de l'avoir comprise et de se maîtriser, d'avoir raison une fois de plus, et toc! tout cela s'évapore. Je n'ai plus raison du tout. Le plus important maintenant, c'est que ce poisson trouve le chemin de mon assiette. Et le voilà : croustillant, gras, salé mais pas trop, et pas particulièrement gros non plus. Ce n'est pas une friture quelconque, c'est une œuvre d'art de la friture. Sur le principe, c'est comme le *fish and chips* britannique, sauf que la pâte contient des amandes effilées pour donner un peu plus de croustillant et qu'il n'est pas accompagné d'une mayonnaise mais d'une sauce tartare, à l'estragon, moutarde et ciboulette, une sauce de bonne maison.

Dans la culture de la table actuelle, où certains s'empressent de nous abreuver de conseils sans qu'on le leur demande, il y a les bons aliments et les mauvais, et les choses panées sont tout en dessous. Le pané, c'est pire que tout, un péché mortel. Mais, ô Dieu, n'est-ce pas aussi un péché de résister à un poisson pareil?

Il y a les bons aliments et les mauvais, et les choses panées sont tout en dessous.

Même si elle complique les choses, elle existe, la magie du plaisir, ils existent l'appétit, la convoitise, le désir qui n'est pas toujours dirigé vers ce qui est bien. Dans un pays comme l'Allemagne, dans lequel la nourriture n'est pas aussi importante et sert surtout à fournir de l'énergie, il est plus facile de manger en respectant les règles. Ici, en France, la tentation est à l'affût.

Il ne faut pas s'approcher des boulangeries, par exemple. Les boulangeries françaises ne sont pas des magasins où on vend du pain et des gâteaux. À ma connaissance, il n'y a pas de chaînes ici, pas de BackWerk, pas de Ditsch, pas de Kamps. Les boulangeries sont



presque toujours petites, certaines charmantes, d'autres hideuses, la pâte est pétrie et cuite sur place, on n'y réchauffe pas de la pâte surgelée. On y trouve des choses merveilleuses : des croissants, qui s'enroulent sur eux-mêmes comme des chiots dans la vitrine, de petites brioches épaisses qui pèsent lourd dans le sachet.

Démasqués. Un matin, nous faisons halte dans une de ces boulangeries. La façade est peinte d'un rouge vif, en face se dresse une église sûrement très vieille. Les façades des maisons sont brutes. On peut voir deux trois arbres dont le vert foncé contraste avec le gris des maisons. Chaque village semble avoir un architecte d'intérieur qui s'y connaît en couleurs et textures.

La boulangère nous sert un café noir, plutôt mauvais, français quoi. Je crois l'avoir entendue mettre en marche dans l'arrière-salle une de ces machines dans laquelle on fourre des capsules. Mais avec un pain aux raisins, le café développe un arôme irrésistible. Je ne sais pas exactement ce qu'il y a dans un pain aux raisins, mais sûrement pas que des trucs végans.

Le tartare de poisson que nous dégustons dans un restaurant sur la plage de Fouras n'est clairement pas végan non plus. Les petites maisons de pêcheur bordant la route qui longe le fleuve ont l'air faites pour des poupées. Elles sont adorables mais ce qui me fascine vraiment, ce sont les maisons des rues qui mènent à la côte : des maisons individuelles à un étage, sans intérêt, qui sont

là tranquilles, pendant que nous passons devant, les volets fermés. Je m'imagine ce que c'est de se réveiller d'une sieste dans une de ces chambres sombres, de prendre ses affaires de baignade et de descendre à la plage. Sur le moment, ça m'apparaît comme le bonheur pur.

Le restaurant s'appelle La Retenue. En fait il n'est pas au bord de la plage mais sur la plage. Il consiste en gros en une terrasse en bois avec quelques chaises dessus. On n'a pas de frites, déclare le patron en guise de salutation. Il a reconnu à notre peau couleur de feta et nos cheveux clairs que nous sommes des touristes venus d'une partie de l'Europe marquée par le protestantisme où on ne connaît pas grand-chose à la cuisine. Je prends mon tartare de poisson en photo, discrètement, car photographeur son repas m'apparaît soudain comme un truc de gros débile. À qui vais-je montrer ces photos? Un beau plat, ça sert à frimer?

Terre dorlotée. Mais le tartare a l'air tellement ensorcelant, avec des rondelles de radis presque transparentes dessus, de minuscules dés de courgette, des herbes aromatiques finement hachées. Il a un goût acide, frais, herbeux et n'est presque pas salé. On cuisine un peu comme au Cambodge, explique la serveuse. C'est de là qu'elles viennent, sa sœur et elle, sa sœur est la femme du chef. Elle poursuit : la commune de Fouras a acheté le restaurant, on peut faire acte de candidature et, si on est retenu, on peut recevoir des clients pendant sept ans, après

quoi il faut refaire acte de candidature. Ce n'est pas le marché qui décide mais la municipalité. Et ce joli bourg, le sable, le murmure de la mer, le coucher de soleil – tout cela demeure hors de portée des investisseurs. Des socialistes, ces Français.

Je fais ce qu'ils font : je bois un verre de vin blanc avec mon déjeuner, puis un petit café amer après. Et oui, ça marche, je suis très contente.

Le matin, en prenant le petit déjeuner sur la terrasse, je peux voir Antoine dans les champs. Il est accompagné de trois ou quatre personnes à tout casser. Essentiellement des hommes, parfois une femme. Ils s'occupent des légumes.

Un jour, j'ai demandé à Antoine ce que ça voulait dire, s'occuper des légumes. En gros, c'est s'occuper des mauvaises herbes. Les mauvaises herbes poursuivent dans son sommeil. S'il les laisse pousser ne serait-ce qu'un jour, la nature lui reprend son champ, elles ramènent leurs congénères domestiquées à la vie sauvage et celles-ci sont à jamais perdues pour nous les hommes. Antoine désigne un champ où la salade est carrément recouverte, seules quelques petites feuilles pointent encore au milieu du fouillis.

Tout est fait à la main dans ses champs, confie-t-il, à l'aide de différents outils, crochets, griffes, boucles, fixés à un manche à balai. J'essaie et c'est bien que ce que je pensais, c'est très fatigant, comme balayer contre une forte résistance.

Antoine comprend les agriculteurs qui n'ont pas envie de faire ça. Après la Seconde Guerre mondiale, quand l'agriculture industrielle a fait son apparition, ils ont dû avoir l'impression que les prières qu'ils faisaient depuis des siècles étaient enfin entendues : des machines, des engrais, presque plus de mauvaises récoltes, des variations météorologiques qui étaient largement prévisibles et n'avaient en fin de compte aucune importance. Tout croissait et poussait comme par magie.

Ça a l'air bien, déclaré-je à Antoine.

Oui, répond-il, mais le problème, c'est que, contrairement aux manches à balai, les lourds tracteurs massacrent le sol, ils détruisent tout ce qui y bouge. On appelle ça la compression.

Et un sol comprimé est moins fertile, donc il faut lui apporter d'énormes quantités d'engrais. Or les plantes ne poussent pas particulièrement bien dans un sol surchargé d'engrais. En revanche, sa terre, qu'il dorlote, qu'il ne traite jamais trop brutalement, elle est généreuse, elle donne et donne, sans le moindre engrais.

Si Antoine laisse ses légumes pousser ne serait-ce qu'un jour, la nature lui reprend son champ.

Je me dis que notre façon de produire de quoi manger a perdu l'équilibre, les méthodes qui nous ont permis d'accéder à tant de choses détruisent tout. Je peux très bien comprendre qu'on rêve de se retirer du système, d'exploiter une ferme à la main, de devenir végan, de laisser toute cette merde derrière soi. Mais ne serait-il pas possible de rester dedans et de changer les choses?

Pendant ce temps, Antoine sort du sol une carotte, elle est couverte de terre, une terre précieuse. Il la frotte un peu, elle est loin d'être propre. Je ne dis pas : mais il faut la laver et l'éplucher! Antoine ressemble à un soigneur qui caresse la tête d'un animal dangereux, disons une panthère, sans avoir peur. Tu en veux une? me demande-t-il. Je réponds bravement oui. La carotte a un goût... on dirait un cadeau de la nature, un délice qu'elle nous donne alors que nous ne le méritons probablement pas vu la façon dont nous la traitons.

— Elisabeth Raether, publié le 8 septembre 2022

* Genre de peinture qui s'attache à représenter la fragilité de la vie humaine.

SOURCE

DIE ZEIT

Hambourg, Allemagne
Hebdomadaire, 578 300 ex.
zeit.de

C'est la publication allemande de référence, une autorité outre-Rhin. Créé en 1946, ce (très) grand journal d'information et d'analyse politique, tolérant et libéral, paraît tous les jeudis.



trans-
versales.
sciences



Ronald Mallett, l'homme qui rêvait de retourner dans le passé

Série d'été. Quand il perd son père bien-aimé à l'âge de 10 ans, Ronald Mallett se plonge dans les livres et se met à rêver de fabriquer une machine à remonter le temps. Les travaux d'Einstein le guideront tout au long de sa vie de physicien.

—The Guardian (Londres)

Le professeur Ronald Mallett pense avoir décrypté les mystères du voyage dans le temps. Selon lui, le secret consiste à déformer la structure de l'espace-temps à l'aide d'un laser

rotatif à anneaux, de manière à créer une boucle temporelle permettant de remonter le temps. Cela mériterait des explications et des expériences plus poussées, mais, après un demi-siècle de travail, l'astrophysicien de 77 ans assure maîtriser le sujet.

Une telle prétention n'est pas aussi farfelue qu'il n'y paraît. En fait, des départements universitaires entiers, à l'instar du Centre for Time ("Centre du temps") de l'université de Sydney, se penchent sur la possibilité de voyager dans le temps. Le Massachusetts Institute of Technology travaille, de son côté, sur une "machine à inverser le temps" pour détecter la matière noire. Bien sûr, de nombreux physiciens jugent encore impossible tout voyage dans le temps, ou du moins dans le passé. Mais cela ne relève plus exclusivement de la science-fiction comme autrefois.

La révélation. Quoi qu'il en soit, la manière dont Ronald Mallett, aujourd'hui professeur émérite à l'université du Connecticut, est arrivé à cette conclusion, est une histoire qui semble tirée d'une bande dessinée. Un an après avoir perdu, à l'âge de 10 ans, son père, prénommé Boyd, Ronald Mallett a eu une révélation en tombant par hasard sur une version illustrée de l'ouvrage de Herbert George Wells *La Machine à explorer le temps*. C'est ainsi qu'il a eu envie de construire sa propre machine pour remonter jusqu'en 1955 et sauver la vie de son père.

Aujourd'hui encore, il idolâtre son père, auquel il pense tous les jours. Il était particulièrement proche de lui et en dresse le portrait d'un "homme de la Renaissance", quelqu'un d'élégant, érudit et drôle, qui

essayait d'éveiller la curiosité de Ronald, de ses deux frères et de sa sœur. "Lorsqu'il est décédé, c'est comme si une lumière s'était éteinte. Ça a été un véritable choc pour moi", nous confie le chercheur, que nous avons interrogé par téléphone dans son bureau, dans le Connecticut.

Le soir de leur onzième anniversaire de mariage, Boyd s'est couché au côté de sa femme, Dorothy, en laissant s'échapper un profond soupir. Ce n'est que lorsqu'elle l'a poussé du coude et qu'elle a vu la tête de son mari retomber mollement en bas de l'oreiller, "comme un sac de farine", que Dorothy s'était rendu compte que quelque chose n'allait pas. Plus tard dans la nuit, Ronald Mallett a découvert, en se réveillant, sa mère en train de sangloter et a appris que son père était mort d'une crise cardiaque. "Je n'arrivais pas à comprendre comment c'était possible. Aujourd'hui encore, j'ai du mal à croire qu'il est parti, même soixante ans après."

Après avoir combattu dans l'armée pendant la Seconde Guerre mondiale, Boyd Mallett avait profité, à son retour à la vie civile, de la loi en faveur des soldats démobilisés (GI Bill), qui les aidait à financer leurs études, pour se reconvertir dans

"Aujourd'hui encore, j'ai du mal à croire que mon père est parti, même soixante ans après."

“L’un de mes plus grands bonheurs, c’était de porter la boîte à outils de mon père du métro à la maison.”

l’électronique. Il rapportait chez lui des gyroscopes et des postes radio à galène, qu’il démontait et dont il expliquait le fonctionnement à ses enfants. Après le déménagement de la famille dans une nouvelle résidence dans le Bronx, à la fin des années 1940, Boyd avait commencé à travailler comme réparateur de téléviseurs.

“Je l’adorais, confie Ronald, l’un de mes plus grands moments de bonheur, c’était d’aller à sa rencontre à la sortie du métro pour lui porter sa boîte à outils jusqu’à la maison. Lorsqu’il entra dans une pièce, il l’illuminait littéralement.”

Même si Boyd gagnait modestement sa vie, il faisait tout pour gâter ses enfants et leur mère. “Il travaillait très, très dur, mais il aimait beaucoup sa famille et adorait jouer avec nous, raconte Ronald Mallett. L’une des dernières choses dont je me souviens, c’est un des derniers Noël. Mes frères et moi, nous rêvions d’avoir un vélo. Pour cela, il avait accepté de faire des heures supplémentaires, et finalement, nous, les trois garçons, nous avions tous eu notre vélo. C’est formidable qu’il ait fait ça pour nous.”

Le racisme. Avec la mort de Boyd a disparu la bulle de sécurité qu’il avait créée pour sa famille. Dorothy a déménagé avec ses enfants à Altoona, en Pennsylvanie, pour se rapprocher de ses parents. Un jour, alors que Ronald et ses frères se promenaient dans leur nouveau quartier à la recherche de nouveaux amis, ils ont aperçu quatre garçons blancs en train de jouer près de chez eux. Ils se sont approchés pour leur dire bonjour, mais l’un d’eux les a traités de “petits nègres”, une insulte qu’ils n’avaient jamais eu à essayer jusque-là. Ronald Mallett a craqué et a tabassé le garçon jusqu’à ce qu’il s’excuse. “J’étais déjà au fond du trou, et ça a été, je pense, la goutte qui a fait déborder le vase. En pleine dépression après la mort de mon père, j’étais sur le point de m’écrouler”, explique-t-il.

Lorsqu’il habitait dans le Bronx, il ne s’était jamais posé de questions sur sa couleur de peau. “Le quartier dans lequel nous vivions était surtout peuplé de juifs blancs, mais je n’avais jamais été victime de préjugés. Dans la troupe de scouts dont je faisais partie, où les juifs blancs étaient majoritaires, j’étais le seul Africain-Américain, mais je n’ai jamais eu l’impression d’être traité différemment des autres.”

Ronald Mallett a alors pris l’habitude de faire l’école buissonnière, en se retirant dans le monde imaginaire et réconfortant des livres et des magazines. Parmi ces lectures, il y avait celle de *La Machine à explorer le temps*. “Ça m’a parlé, tout

simplement, ma vie a été bouleversée par les tout premiers paragraphes du livre. Je peux encore en citer des extraits : ‘Les hommes de science [...] savent parfaitement que le Temps n’est qu’une sorte d’Espace ; nous pouvons avancer et reculer dans le Temps, tout comme nous pouvons le faire dans l’Espace.’” Ronald a tenté de reproduire la machine à voyager dans le temps à partir d’un dessin du livre, en bricolant quelque chose à partir de son vélo et de pièces détachées pour télévision et radio de son père. Bien sûr, cela n’a pas fonctionné.

Dans les films, voyager dans le temps est super facile : il suffit de partager une cabine téléphonique avec George Carlin, comme dans *L’Excellente Aventure de Bill et Ted*, de faire du 140 km/h dans une voiture de sport DeLorean équipée d’un condensateur de flux, comme dans *Retour vers le futur*, ou de renverser une boisson superénergisante sur le panneau de commande d’un jacuzzi, comme dans le film *La Machine à démonter le temps* (2010). Mais dans la réalité, c’est légèrement plus compliqué !

Si voyager dans le futur est facile (en fait, nous le faisons tous), remonter le temps est une autre paire de manches.

Nullement découragé, Ronald Mallett a continué à parcourir les ouvrages : il est tombé sur un livre d’Albert Einstein en format poche. Malgré ses 11 ans, il a saisi l’idée essentielle d’Einstein : le temps n’est pas absolu. Et il en a conclu que, pour revoir son père, il lui fallait absolument parvenir à comprendre tout le contenu du livre. Il a donc repris le chemin de l’école, où il s’est rapidement hissé parmi les premiers de la classe, avant d’obtenir d’excellentes notes aux examens finals. Faute d’avoir les moyens financiers d’entrer directement à l’université, il s’est engagé dans l’armée de l’air, avec l’intention de profiter du système instauré par le GI Bill, à l’instar de son père. “J’ai mené à l’époque une vie très, très solitaire”, raconte-t-il. Il a choisi d’intégrer une équipe de nuit pour pouvoir étudier : “Je vivais enfermé dans mon monde et dans mes livres.”

Après avoir servi dans l’armée de l’air, il s’est inscrit à l’université d’État de Pennsylvanie, où il a été l’un des premiers Africains-Américains à obtenir un doctorat en physique. Cependant, malgré ses beaux résultats universitaires, il n’avait pas assez confiance en lui pour soulever ouvertement la question du voyage dans le temps. On était dans les années 1980, et il aurait été inconcevable de parler d’un tel sujet dans les cercles universitaires “sérieux” ; cela aurait été un véritable suicide professionnel. De plus, pour avoir

✍ *Dessin de Peter M. Hoffmann, Allemagne, pour Courrier international.*

grandi au sein d’une Amérique blanche, il savait qu’il courait toujours le risque d’être méprisé, malgré sa belle ascension sociale.

Ce n’est qu’au milieu des années 1990, lorsque l’on a commencé à parler de la possibilité de voyager dans le temps, que Ronald Mallett s’est senti prêt à parler plus ouvertement de son projet. Des problèmes cardiaques l’ayant contraint à subir une angioplastie, il a passé ses mois de convalescence à se pencher sur la question. Finalement, c’est dans un trou noir qu’il a trouvé son “éclair de génie”.

“Il s’avère que les trous noirs en rotation sont capables de créer un champ gravitationnel susceptible de conduire à la création de boucles temporelles permettant d’aller dans le passé”, explique-t-il. Contrairement à un trou noir normal, un trou noir en rotation possède deux horizons des événements (la surface entourant un espace d’où le rayonnement électromagnétique ne peut s’échapper), l’un interne et l’autre externe. Entre ces deux horizons, on observe ce que l’on appelle un “effet Lense-Thirring” [ou “frame dragging”, en

anglais], c’est-à-dire un déplacement de l’espace-temps.

“Prenons une comparaison ! Là, devant vous, vous avez une tasse de café. Si vous remuez le café avec une cuillère, il se met à tourbillonner, n’est-ce pas ? C’est ce que fait un trou noir en rotation. Mais, selon la théorie d’Einstein, l’espace et le temps sont liés. C’est pourquoi on parle d’espace-temps. Par conséquent, la rotation du trou noir entraîne une torsion du temps”, explique patiemment Ronald Mallett.

“Il faut déjà arriver à démontrer que l’on peut déformer l’espace, et non le temps, avec de la lumière.”

Mais comme les trous noirs sont rares dans notre coin de la Voie lactée, le chercheur pense avoir trouvé une alternative artificielle sous la forme d’un laser à anneaux, capable de créer un faisceau lumineux en rotation, intense et continu. “La lumière peut créer de la gravité... Puisque la gravité peut avoir une influence sur le temps, alors la lumière aussi”, explique-t-il.

Certains détracteurs des théories de Ronald Mallett soulignent que sa machine à remonter le temps devrait être, pour bien faire, de la taille de l’univers connu, ce qui la rend complètement irréalisable. Je lui ai soumis cette objection : “Vous avez tout à fait raison. Pour y parvenir, il s’agirait de fournir une énergie de type galactique.

— Alors, quelle serait la taille de votre machine à voyager dans le temps ?

— Ça, je ne le sais pas encore. Dans un premier temps, il faut déjà arriver à démontrer que l’on peut déformer l’espace, et non le temps, avec de la lumière.”

Ce n’est qu’après qu’il saura ce qu’il faut faire pour la suite. Selon lui, c’est comme si l’on avait demandé aux frères Wright [les concepteurs du premier avion motorisé], juste après leur premier vol, comment ils pensaient que l’homme pourrait atteindre la Lune. Pour l’instant, tout ce que Ronald Mallett peut dire, c’est que sa machine, quelle que soit sa taille, aura l’apparence d’un cylindre de faisceaux lumineux en rotation.

Boucle temporelle. Pour réaliser un tel projet, il faut pas mal d’argent. Or il est fort peu probable qu’un gouvernement souhaite consacrer des ressources au voyage dans le temps, et le seul milliardaire assez fou pour financer éventuellement un tel projet est occupé par Mars et Twitter. C’est là que le bât blesse. Même si l’on trouvait des ingénieurs assez intelligents et des milliardaires assez farfelus pour mettre en pratique les théories de Ronald Mallett, cela ne permettrait de remonter dans le temps que jusqu’au moment où la boucle temporelle a été créée, donc pas en 1955. Malgré tous ses travaux et toutes ses avancées théoriques, Ronald Mallett n’aura jamais la possibilité d’effectuer un retour en arrière pour revoir son père.

Comment a-t-il pris la chose quand il en a pris conscience ? “C’est dommage pour moi, mais pas dramatique, parce que je me souviens du petit garçon que j’étais, qui rêvait d’une machine à voyager dans le temps. J’ai quand même trouvé comment on pourrait la fabriquer.”

Par ailleurs, Ronald Mallett se console en pensant aux nombreux bienfaits que sa machine pourrait apporter à notre humanité. “Rendez-vous compte : si l’on avait eu ce genre d’appareil permettant d’aller quelques années en arrière, aujourd’hui nous aurions des médicaments capables de soigner le Covid... Si, grâce à lui, on pouvait prédire avec précision l’arrivée d’un tremblement de terre, ou d’un tsunami... Pour ma part, j’ai ouvert la voie à cette possibilité, et je pense que mon père en aurait été très fier.”

— **Daniel Lavelle,** publié le 1^{er} mai



Tout l’été, *Courrier international* publie les portraits de femmes et d’hommes habités par une obsession.

LA SEMAINE PROCHAINE
L’aventurier japonais Bunsho Hattori

raconte au **Mainichi** comment il s’est débarrassé du capitalisme pour vivre au plus près de la nature.

ÉCONOMIE



Riyad ne fait plus la charité, il investit

Stratégie. “L’Arabie saoudite d’abord”, c’est le nouveau mot d’ordre de la politique étrangère du royaume. Fini l’argent distribué à fonds perdu à des pays amis, le but est de faire des affaires.



—The Christian Science Monitor, extraits (Boston)

Abou Nayef se souvient du temps où, lorsqu’un pays arabe était en difficulté, il savait immédiatement à qui faire appel : “au royaume d’Arabie saoudite”, affirme ce producteur de dattes, âgé de 60 ans. “Quand n’importe quel pays arabe ou musulman avait besoin d’une aide financière, nous étions toujours là pour lui tendre la main.”

Cependant, les choses ont pris une tournure plus individualiste et transactionnelle en 2023. L’Arabie saoudite remplace sa politique de soutien financier inconditionnel à ses alliés par des investissements ciblés.

C’est l’un des points clés de la nouvelle politique étrangère, qui a pour mot d’ordre “l’Arabie saoudite d’abord” et qui place les intérêts du royaume et de ses citoyens avant ceux de ses alliés, qu’il s’agisse des États-Unis ou d’autres pays arabes. “Les amis sont les amis, et les affaires sont les affaires”, ajoute Abou Nayef. Si nous, les Saoudiens, donnons des milliards, nous voulons obtenir

quelque chose en retour. C’est malheureux, mais de nos jours c’est la croissance économique qui fait tourner le monde.”

Un virage culturel essentiel pour les dirigeants saoudiens, qui témoigne d’un changement dans la manière dont le pays conçoit son rôle dans la région. À partir des années 1960 et 1970, quand l’Arabie saoudite a commencé à faire fructifier ses ressources pétrolières, elle a fait office de filet de protection financier pour les États arabes et musulmans, endossant un rôle quasi paternel. Elle s’est empressée des dizaines de fois de jeter, en cas de besoin, une bouée de sauvetage à ses alliés en crise, sans aucune condition et sans trop poser de questions. Au cours des douze dernières années seulement, le royaume a alloué 3 milliards de dollars à la

“Aider nos frères et sœurs arabes et musulmans fait partie de notre culture.”

Salem, CHAUFFEUR UBER

Jordanie, 5 milliards au Pakistan, et l’essentiel des 92 milliards en argent et en pétrole que l’Égypte a reçu des pays du Golfe depuis 2011.

Les gouvernements arabes, de plus en plus criblés de dettes, gagnés par la corruption et par des problèmes structurels qu’ils n’ont pas voulu ou pu résoudre, ont continué de lui réclamer une aide inconditionnelle. Ces milliards ne lui garantissaient même pas des relations cordiales avec les gouvernements concernés.

Nouveau paradigme. Lorsque l’Arabie saoudite a entamé la mutation de son économie sous l’impulsion du prince Mohammed ben Salmane en 2016, notamment par la constitution d’un secteur privé indépendant de l’industrie pétrolière, elle a imposé des taxes à ses citoyens pour la première fois depuis des générations et entrepris une profonde remise en question de ses politiques d’assistance financière.

Les responsables saoudiens ont commencé à laisser entendre plus ou moins clairement aux délégations qui venaient mendier à Riyad que l’époque de l’aide inconditionnelle était révolue. Le royaume se proposait d’investir plutôt dans le tourisme, les ports et les banques : autant de projets dont il pouvait espérer un retour sur investissement. En 2022, le fonds souverain saoudien, moteur de la transformation du pays, a consacré 2,4 milliards de dollars à des investissements et des acquisitions en Égypte, en Jordanie, en Irak, à Bahreïn, à Oman et au Soudan.

La mise en œuvre de ce nouveau paradigme a été ralentie par la pandémie de Covid-19, mais elle a été officiellement annoncée cette année. Le ministre des Finances, Mohammed Al-Jadaan, a exposé les grandes lignes de la nouvelle approche en janvier dans un discours à Davos, en Suisse. “Nous attribuons subventions et dépôts sans aucune contrepartie, a-t-il reconnu. Et nous sommes en train de changer tout cela... Nous voulons voir des réformes” avant de proposer de l’aide. “Nous faisons payer des impôts à notre population, nous souhaitons que les autres fassent de même, qu’ils fassent eux-mêmes des efforts”, a-t-il ajouté. “Nous sommes prêts à aider, mais nous voulons que vous y mettiez aussi du vôtre.”

Dans le cadre du plan Vision 2030, la plupart des

Saoudiens ne reçoivent plus de généreuses allocations du gouvernement. Ils sont encouragés à devenir entrepreneurs plutôt que de compter sur un emploi de fonctionnaire.

Les Saoudiens remarquent déjà des changements positifs dans leur vie quotidienne, ainsi que dans l’économie en général et les infrastructures publiques, et ils acceptent, en contrepartie, un impôt sur le revenu et une taxe sur les ventes de 16 %.

“Nous payons des impôts, nous sommes de bons citoyens et nous voulons qu’une partie de nos impôts puisse servir à venir en aide à nos alliés”, déclare Hamad, employé de banque à Riyad. “Mais nous refusons que cet argent soit gaspillé par les mauvaises politiques et la corruption des autres pays. Nous n’avons rien à voir avec les manquements de leurs gouvernements.”

Encouragés par le rythme soutenu des réformes, par le soutien financier du gouvernement aux jeunes entreprises et par l’implantation dans le royaume de groupes internationaux, de nombreux Saoudiens se sont approprié cet esprit entrepreneurial et affirment que leurs attentes envers les autres pays arabes ont, elles aussi, évolué.

Le royaume préfère investir dans le tourisme, les ports et les banques.

“Dans le royaume, n’importe quel entrepreneur, qu’il soit arabe ou non, peut trouver un investisseur, obtenir le droit de résidence, monter sa boîte et être traité comme un citoyen à part entière, avec tous les bénéfices que ça implique. Il peut devenir riche, conserver son argent et ses actifs”, explique Mohammed, responsable logistique et d’affrètement à Riyad. “L’Arabie saoudite ouvre ses portes à tous les entrepreneurs sans discrimination, mais les affaires sont les affaires. L’Arabie saoudite ne fait plus la charité.”

Les effets de la nouvelle politique saoudienne sont déjà visibles dans la région. Face à l’inflation, à la dette croissante et à la crise monétaire auxquelles l’Égypte est actuellement confrontée, Riyad rechigne à racheter des entreprises égyptiennes, y compris la United Bank of Egypt, dont l’acquisition était pourtant prévue.

↳ Dessin d’Otto paru dans The Economist, Londres.

La raison ? La réticence du Caire à appliquer les réformes demandées par le Fonds monétaire international, notamment en matière de transparence, dans une économie contrôlée par l’armée.

La Jordanie, en revanche, qui a besoin qu’on l’aide à créer des emplois pour réduire son taux de chômage, qui atteint 20 %, a adapté son approche et propose à l’Arabie saoudite un plan d’investissement détaillé.

Cependant, de nombreux Saoudiens ne sont pas prêts à tourner la page. C’est le cas de Salem, qui, pour compenser l’augmentation des prix dans la capitale, travaille comme chauffeur Uber au cours de ses allers-retours quotidiens entre son domicile et son bureau, dans une entreprise d’ingénierie. Il explique : “Venir en aide à nos frères et sœurs arabes et musulmans fait partie de notre culture, de nos traditions sociales, tribales, et l’islam, notre religion, nous y encourage aussi.”

Aide humanitaire. En attendant, les dirigeants et les citoyens soulignent que l’aide humanitaire à grande échelle du royaume n’a pas cessé. Le pays continue d’envoyer des subsides, notamment 100 millions de dollars en Syrie après les tremblements de terre et 100 millions de dollars pour le Soudan déchiré par la guerre. L’année dernière, le royaume a offert 5 milliards de dollars à l’Égypte pour compenser la hausse des prix du blé provoquée par la guerre en Ukraine, 600 millions aux communautés soudanaises touchées par des inondations et 1 million au Yémen pour l’aider à stabiliser sa monnaie.

Pour Oum Fahed, une jeune femme qui vend des produits agricoles sur un stand à Riyad, l’aide humanitaire officielle et les centaines de millions de dollars donnés par les citoyens saoudiens via des associations caritatives pour soutenir les communautés arabes et musulmanes sont bien la preuve que la culture de la générosité reste bien vivante au sein du royaume. “Mais donner de l’argent à des gouvernements qui répètent toujours les mêmes erreurs, qui refusent les réformes et le progrès, et reviennent toujours nous demander plus ? Ce n’est pas de la charité. C’est se faire avoir.”

—Taylor Luck, publié le 15 mai



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Pollution : l'électrique ne résout pas tout

Un gros pick-up électrique ne vaut pas mieux pour la planète qu'une petite voiture à essence.

Empreinte carbone des véhicules électriques : la taille compte

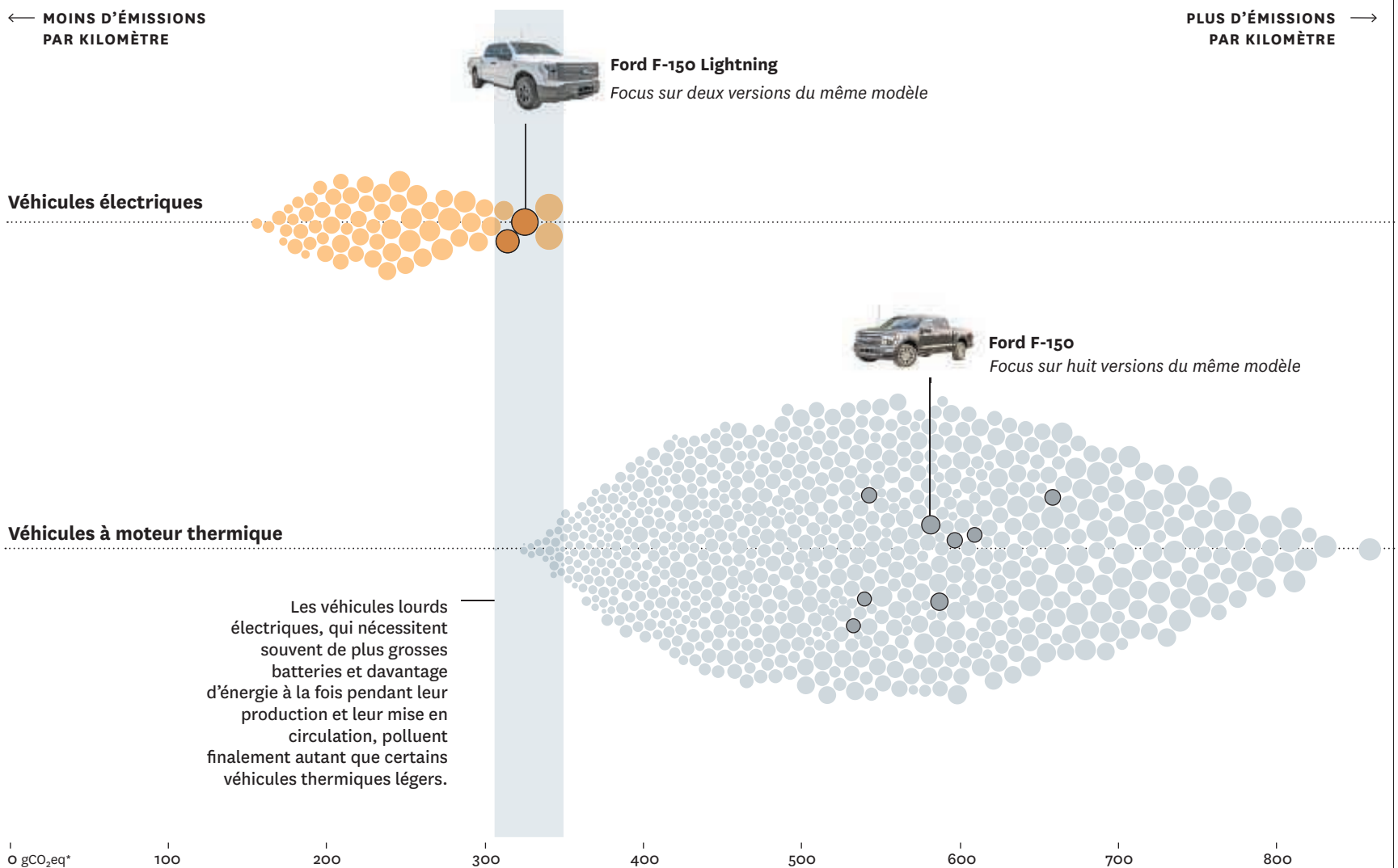
Troquer son pick-up ou son SUV contre un modèle électrique similaire peut considérablement limiter les émissions de gaz à effet de serre. En revanche, les véhicules électriques (VE) plus lourds, comme le très populaire Ford F-150 Lightning, sont responsables d'émissions par kilomètre bien plus élevées que les autres VE en circulation, à en croire les analyses sur leur cycle de vie.

POIDS DU VÉHICULE :
 ○ 1,5 tonne ○ 3 tonnes

Chaque cercle représente un modèle de véhicule, les différentes versions étant représentées séparément.

← MOINS D'ÉMISSIONS PAR KILOMÈTRE

PLUS D'ÉMISSIONS PAR KILOMÈTRE →



* Émissions d'équivalent CO₂ en grammes.

ELENA SHAO/"THE NEW YORK TIMES" | Source : carboncounter.com, MIT Trancik Lab

Note : émissions de gaz à effet de serre pour l'ensemble du cycle de vie du véhicule (fabrication du véhicule et de la batterie, approvisionnement des matériaux, consommation en carburant et production d'électricité). Les émissions provenant de la production d'électricité correspondent aux moyennes des réseaux électriques américains. Ni les véhicules diesel, hybrides ou à pile à combustible, ni les véhicules de luxe haut de gamme ne sont pris en compte.

La source



THE NEW YORK TIMES. Journal de référence aux États-Unis, ce quotidien utilise régulièrement des graphiques et représentations visuelles pour accompagner ses articles. Cette infographie est parue en février, illustrant un sujet

sur l'arrivée massive des voitures électriques sur le territoire américain et ses répercussions sur l'environnement. Avec un constat : ces véhicules ressemblent de plus en plus au reste des automobiles circulant sur les routes du pays ; ils sont énormes.

360



MAGAZINE

Le fol été de Leeds • Voyage	44
Le Japon veut éviter le "game over" • Jeux vidéo	46
Soudan, l'autre pays des pyramides • Histoire	47
Kate Raworth et l'économie du donut • L'entretien	48

Rasmus Kofoed

invente le goût du futur



SÉRIE 1/9

MILITANTS
DES SAVEURS

Son restaurant, le Geranium, est classé parmi les meilleurs au monde. Le chef danois de 48 ans mêle avec brio inventivité et durabilité, se passant désormais de viande. Il élabore la cuisine de demain, riche de saveurs arrachées à l'oubli.

—*Süddeutsche Zeitung*, extraits [Munich]

Il se souvient encore de l'époque où il cueillait des cerises, en haut de l'arbre, pendant que son beau-père fumait des anguilles, en bas, dans le jardin. Il avait 6 ans, peut-être 8. Il ne tenait pas en place et grimpait sur tout ce qui se présentait sur son chemin. C'était en juillet que les cerises étaient les meilleures, il se rappelle encore leur goût. Ce sucré, presque explosif. Et puis cette note acidulée.

Son beau-père allait souvent à la pêche. Il s'était construit un petit fumoir et pêchait l'anguille. Il allumait le feu

avec du genévrier du jardin. La fumée montait entre les branches, et le parfum du poisson gras et du bois qui brûle embaumait l'air. Pendant ce temps, le garçon restait perché en haut du cerisier.

C'est l'un des premiers plats que Rasmus Kofoed a préparé plus tard au Geranium. De l'anguille fumée au genévrier et aux cerises. Et le souvenir s'est fait comestible.

Depuis, les cerises ne l'ont plus quitté. Il en serv[ait] cet hiver avec des betteraves. Il cuit ces dernières dans leur peau – surtout pas de cuisson à l'eau : elles perdraient leur

goût. Puis il les laisse refroidir et reposer comme un fier morceau de viande. Ce n'est qu'ensuite qu'il les épluche, puis les coupe et les parseme de cerises séchées en poudre. Des cerises? Oui, pour leur saveur sucrée. Et acidulée.

Il est bientôt 19 h 30. Le soir enveloppe Copenhague de sa fraîcheur. À l'intérieur, Rasmus Kofoed apporte ses betteraves à table, parmi d'autres entrées. Tout autour de cette couronne de fines tranches pourpres, il verse une sauce au raifort et aux légumes fermentés. Un plat qui ressemble à un salon danois. Minimaliste et élégant.

Rasmus Kofoed, le garçon perché dans le cerisier, est aujourd'hui un des plus grands chefs cuisiniers du monde. Le premier au Danemark à avoir obtenu trois étoiles au *Michelin*. Le seul à avoir raflé le Bocuse de bronze, d'argent et d'or au Concours mondial de la cuisine. En 2022, son restaurant, le Geranium, s'est retrouvé catapulté tout en haut de la liste des meilleurs restaurants du monde [il a reculé à la deuxième place en 2023 dans le classement du magazine britannique *Restaurant*, devancé par Central, à Lima, la table des chefs péruviens Virgilio Martínez et Pía León]. Et cela l'année même où Rasmus Kofoed a décidé de ne plus servir de viande.

Cela fait belle lurette qu'il cuisine avec ce que sa région a à offrir. Qu'il travaille l'argousier des forêts scandinaves au lieu de faire venir du yuzu par avion du Japon. Qu'il sale les harengs des côtes danoises au lieu de faire griller des soles importées de France. Mais voilà que la viande aussi disparaît des tables du Geranium. Parce que, depuis toujours, les légumes l'intéressent plus – la soupe de céleri de sa mère, son pâté de lentilles à l'œuf. Et parce qu'il faut bien commencer quelque part si l'on veut que ce monde fou continue quelque temps de tourner.

Les restaurants comme le Geranium sont plus que de simples établissements où une brochette de fines bouches vient picorer des amuse-gueules, l'auriculaire élégamment levé. Ce sont des laboratoires du goût où l'on réfléchit beaucoup à l'impact de notre alimentation sur l'environnement.



Rasmus Kofoed, ici photographié en 2019, a ouvert son restaurant, le Geranium, en septembre 2010. Photo Andrea Thode pour "Effilee".

40 ← Mais trêve de bavardage. Allons dîner au Geranium. Que va-t-on nous servir ce soir? Et puis, quel goût à l'avenir?

Direction : le huitième étage du Parken. Rasmus Kofoed et sa brigade cuisinent en effet dans le stade du FC Copenhague. Un lieu qui évoque plutôt des saucisses grillées que du caviar. Par la fenêtre, on voit jusqu'à la mer, jusqu'au pont de l'Oresund, qui relie la capitale danoise à Malmö, en Suède. Les 36 couverts du restaurant sont réservés des mois à l'avance.

En cuisine, Rasmus Kofoed prend une cuillerée de soupe. De la soupe de calamar, agrémentée d'algues kelp de la mer du Nord. Debout, il goûte. Cheveux châtain et raie sur le côté, veste de cuisine blanche, Vans colorées. La soupe manque de goût. Il faut faire griller très fort le calamar pour qu'il libère tous ses arômes. Mais pendant que la soupe finit d'être préparée, ils servent le plat suivant. Crabe royal du Kamtchatka au chou-rave et à la pomme.

Cette année, Rasmus Kofoed a multiplié les expériences avec le crabe du Kamtchatka. Au début, avec sa brigade, il a mis au point une version avec des herbes et du chou-rave cru. Ils auraient pu la servir, dit-il. *"Mais je n'étais pas satisfait."*

Puis, à la fin de l'été, il a emmené ses enfants à la pêche, comme son beau-père le faisait autrefois avec lui. Ils ont ramené un seau plein de crabes. Il a regardé un moment les crustacés, leurs fines pattes, leurs longues pinces, et il a compris qu'il fallait servir du crabe du Kamtchatka qui ressemble à du crabe du Kamtchatka.

Au centre de l'assiette, donc, de la chair de crabe, juteuse, d'une douceur de noisette, entourée, en guise de pattes et de pinces, de quelques filaments de chou-rave mariné dans du jus de pomme et du vinaigre de cidre. Le tout servi avec une sauce aux moules qui tempère l'acidité, sur une assiette en verre dans laquelle sont emprisonnées de petites bulles d'air. On croirait un crabe rejeté sur la plage par la marée.

Depuis quelques années, les grands chefs scandinaves misent de plus en plus sur les produits locaux. Non seulement pour économiser des frais de transport et proposer une cuisine durable. Mais aussi pour écrire leur propre histoire. Rasmus Kofoed est l'un d'eux. René Redzepi, un autre. Ce chef du Noma a fait entrer Copenhague sur la scène culinaire internationale. Car c'est au Noma qu'est né il y a vingt ans à peine ce que l'on appelle aujourd'hui la nouvelle cuisine nordique.

Antje de Vries a longtemps travaillé comme chef. Aujourd'hui, elle dispense dans le monde entier ses conseils de consultante et d'économiste de l'alimentation. Elle mange aussi bien les mets du restaurant munichois étoilé Tantris que la cuisine préparée sur des braseros en Sierra Leone. Lors de notre appel vidéo, elle annonce : *"Nos sociétés doivent repenser l'alimentation et la gastronomie. Si, tout au sommet, nous avons des chefs qui sont cool et qui montrent tout ce que l'on peut faire avec des végétaux, alors il pourra se passer quelque chose à grande échelle."*

Les exemples ne se limitent pas à Copenhague. En Suisse, dans les Grisons, Rebecca Clopath cuisine presque exclusivement ce qu'elle produit dans sa ferme biologique Taratsch. Des légumes de son potager, du beurre et de la crème fraîche faits avec le lait de ses vaches. Dans les années 1990, en Allemagne, à Nuremberg, Andree Köthe et Yves Ollech préféraient déjà mitonner du chou du Knoblauchsland [littéralement, le "pays de l'ail", zone maraîchère au nord de Nuremberg] que des produits



Un exemple de plat mitonné au Geranium : marbré de colin aux tiges de persil, caviar et babeurre. Photo Andrea Thode pour "Effilee".

Les grands chefs scandinaves misent de plus en plus sur les produits locaux. Pour écrire leur propre histoire.

de la mer. Car où est passée la fraîcheur d'un homard lorsqu'on le fait venir de Bretagne?

Au Geranium, la soupe de calamar est prête. Rasmus Kofoed pose sur la table un bol contenant une poudre d'algues, de pommes de terre et de levure. Il verse un peu de bouillon dedans, auquel il ajoute quelques yeux d'huile fumée. Voilà une essence hautement concentrée. Un shot de pur umami.

Ici, l'avenir se construit sans viande. Ce qui n'a pas valu que des applaudissements au Geranium. Au Danemark, les défenseurs des fricadelles ont protesté haut et fort. Notamment, peut-être, parce que le Danemark exporte des quantités vertigineuses de viande de porc, principalement en direction de la Chine et des États-Unis. Et voilà qu'un gus arrive et raye la viande de sa carte? Rasmus Kofoed : *"Je n'ai absolument rien contre la viande. Mais on n'a pas besoin d'en manger un kilo par jour."*

Quarante-huit ans, le corps fuselé, il poste sur Instagram des photos de ses semi-marathons. Cinq ans qu'il se nourrit essentiellement de végétaux – à l'occasion, il mange encore un peu de poisson, soit. Pour lui, évidemment, il est important de servir une cuisine durable. Mais, plus important encore, il veut donner du plaisir. La morale n'a jamais fait que gâter les sauces.

Et ce n'est pas comme si rien n'avait changé au chapitre bifteck. En Allemagne, l'Institut fédéral de l'agriculture

et de l'alimentation a fait savoir qu'en 2021 la consommation de viande par habitant était descendue à 55 kilos. Presque 10 de moins que dix ans plus tôt. Et à l'automne, le nombre de porcs au Danemark était redescendu à 11,9 millions, son niveau d'il y a plus de vingt ans. Ce qui ne signifie pas, toutefois, que les Danois en consomment moins. Rasmus Kofoed : *"C'est vraiment frustrant : avant le Covid, au Danemark, les gens se sont mis à manger moins de viande. Et puis maintenant, après le Covid, nous ingurgitons plus de viande par habitant que jamais auparavant."*

L'économiste de l'alimentation Antje de Vries tire la sonnette d'alarme : *"Nous sommes parvenus à cette absurdité que la viande et les produits d'origine animale sont souvent moins chers que les produits d'origine végétale – alors que les animaux sont nourris avec des produits végétaux."*

L'histoire de Rasmus Kofoed est aussi l'histoire d'un garçon qui s'est fait renvoyer de l'école parce qu'il n'arrivait pas à tenir en place. Parce qu'il grimpa à tous les arbres, qu'il se bagarrait avec les autres garçons, qu'il épuisait les profs de son école Steiner.

Après son apprentissage, il est allé en Belgique se former auprès de Roger Souvereyns. En Flandre, le chef avait donné ses deux étoiles au Scholteshof et faisait partie des premiers à proposer ce que l'on nomme le *farm to table* – "de la ferme à la table". Les jours de repos, Rasmus se retirait dans la bibliothèque culinaire. Et un beau jour, il est tombé sur une photo. Une photo d'une brochette de jurés, coiffés de toques vertigineuses, à qui l'on servait de grandioses assiettes. C'était le jury du Bocuse d'or.

Le Bocuse d'or, c'est comme les Jeux olympiques de la cuisine. Un gigantesque show, étalage d'ego, qui se déroule à Lyon, patrie de Paul Bocuse. Rasmus Kofoed a passé des années et des années à s'y préparer. Au début, il a créé des menus pour sa grand-mère. Elle achetait les ingrédients, il mijotait le dîner. Du turbot farci à la coquille Saint-Jacques, arrosé d'une sauce relevée d'une pointe de vanille. *"Je cherchais Rasmus dans l'assiette."*

C'est en 2005 qu'il a pour la première fois participé au Concours mondial de la cuisine. Il est reparti avec le bronze. Il s'est alors entraîné davantage, courant les concours aux quatre coins du monde. En 2007, il y a participé pour la deuxième fois. Argent. Et il s'est entraîné davantage encore. Lors d'un concours, il a reçu dans l'œil du nettoyeur à four. Un produit chimique tout ce qu'il y a de plus corrosif, il aurait dû aller chez le médecin. Au lieu de cela, il s'est rincé l'œil et a continué. 2011, troisième participation au Concours mondial. Cette fois-là, enfin, il a décroché le Bocuse d'or.

Tout à l'heure, avant le début du service du soir, Rasmus Kofoed était assis dans le lounge : *"Je ne fais pas ça pour les récompenses."* Dans son dos étincelaient les trois trophées du Bocuse. Dans une vitrine tout spécialement fabriquée pour eux.

Pour quoi fait-il tout cela, alors? *"Un plat peut contenir un message caché."* Par exemple? *"J'aimerais tellement que tu manges des légumes."*

Et si c'était justement le message du prochain plat? Fines herbes et salade verte, qui poussent encore dehors à cette saison. Chou de Bruxelles et fenouil. Feuilles de moutarde et persil. Notes amères et éthérées. Ces feuilles se posent sur un morceau croustillant d'oignon caramélisé. Le tout est arrosé d'une sauce réalisée avec du vesterhavsost affiné [un fromage danois proche du gouda] – une sauce au fromage voluptueuse, qui n'a son pareil qu'en France.

C'est peut-être aussi une des raisons pour laquelle Rasmus Kofoed a été le premier au Danemark à décrocher

les trois étoiles du petit livre rouge : au royaume du Danemark, il est le Français.

Il montre une assiette pleine de feuilles de salade. Tout vient d'une ferme bio d'Ugerlose, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Copenhague. Les ingrédients changent tous les jours, au fil des saisons et de la météo. "On verra demain s'il y a encore du persil", avise-t-il.

Voilà des années qu'il travaille main dans la main avec plusieurs agriculteurs, qu'il fait venir des betteraves rouges de la côte nord-ouest de l'île danoise de Seeland et du lait d'une ferme de Ringsted. Toujours bio. De préférence Demeter – du bio avec une pincée de clair de lune.

Comme les médecins et les pharmaciens, les chefs cuisiniers portent au travail une veste blanche. Comme les médecins et les pharmaciens, ils président à ce que les gens ingurgitent. Depuis toujours, les idées de la haute cuisine sont transmises et transposées à la cuisine de tous les jours. Eckart Witzigmann a fait comprendre l'importance du produit [ce chef autrichien, qui a entre autres œuvré au Tantris, à Munich, a fait connaître la nouvelle cuisine dans l'espace germanophone]. Il a fait prendre conscience qu'un aliment est un moyen de subsistance – un moyen d'existence. Les Français ont promu la cuisson sous vide, qui est depuis longtemps arrivée dans les cantines. Et on trouve parfois aujourd'hui dans quelque auberge de campagne des mousses pareilles à celles de la cuisine moléculaire de [l'Espagnol] Ferran Adrià.

Si les plats peuvent véhiculer des messages, ceux de Rasmus Kofoed clament haut et fort que la gastronomie et l'agriculture doivent à nouveau travailler main dans la main. Pour l'économiste de l'alimentation Antje de Vries, "la gastronomie est née sur des exploitations agricoles en polyculture qui proposaient des produits fantastiques. Ces exploitations comportaient une taverne qui servait une cuisine préparée avec ces produits. Or depuis quelque temps, en Allemagne, à maints niveaux, la gastronomie et l'agriculture ont pris des chemins opposés".

Prenons l'exemple de la viande. Il n'y a pas si longtemps, c'était encore une évidence de préparer toutes les parties du porc – les côtes, mais aussi la cervelle. Dans l'agneau, le dos, mais aussi les morceaux du ventre.

Dès lors que l'on abat une bête, on se doit de tout cuisiner – *nose to tail*, "du nez à la queue". En 2020, un Allemand consommait en moyenne 100 grammes d'abats, contre 1,4 kilo en 1991.

Prenons également l'exemple des fruits. Il y a cent cinquante ans, l'Europe cultivait 4500 variétés de pommes. Le problème, c'est que cette multitude ne permettait pas de maximiser la production. Aujourd'hui, nous ne trouvons plus qu'une poignée de variétés au supermarché.

Le chef autrichien Heinz Reitbauer remet sciemment des variétés anciennes sur sa carte. La Redmoon ["lune rouge"] par exemple. Une pomme écarlate, acidulée, qui a du pétillant mais ne se conserve que peu de temps. Heinz Reitbauer la marie avec de l'hibiscus des marais et des baies d'églantier – appelées également cynorhodon ou encore poil à gratter. Puis il la sert avec du fromage frais fouetté et un granité préparé à partir de la peau de la pomme. Si l'on ne fait rien avec ces fruits, ils disparaîtront.

Son restaurant Steirereck, à Vienne, est considéré comme le meilleur de toute l'Autriche. Il gère aussi un autre Steirereck à Pogusch, dans les Alpes styriennes. C'est une auberge avec des arbres fruitiers et des arbustes à baies, des poules et des porcs élevés en plein air. À son

Si les plats sont des messages, ceux de Rasmus Kofoed clament que gastronomie et agriculture doivent œuvrer de concert.

ouverture, en 1996, ses menus regorgeaient de poissons d'eau douce de Styrie, et on n'y voyait point d'agneau de Nouvelle-Zélande, qui dominaient la gastronomie de l'époque. Heinz Reitbauer avait conscience qu'il ne pourrait affiner le caractère de sa cuisine qu'en travaillant avec ce que produisait sa région. Et non en proposant des plats que ses clients avaient déjà mangés à l'envi à Salzbourg ou Munich.

C'est précisément ce point que les chefs danois ont compris comme peu d'autres ces derniers temps. Et ils ne se contentent pas d'aller puiser de bons produits dans leurs mers et leurs forêts. Ils redonnent vie à d'anciennes techniques de préparation. Pendant que les chefs moléculaires espagnols s'affairaient à cuisiner comme des biochimistes, les Danois se sont mis à fumer, fermenter, saler tout ce qui leur tombait entre les mains. Et peut-être se sont-ils sentis d'autant plus libres de le faire qu'ils n'avaient rien à perdre. Rasmus Kofoed : "Nous n'avons pas un ADN culinaire aussi fort que la France ou l'Italie. Je crois que c'est pour cela qu'il est plus facile pour nous de chambouler les choses."

Touchez à un cheveu de la recette de la carbonara, et la Rome éternelle s'enflamme. Mais à Copenhague? Scusi? Aujourd'hui, on tombe sur la première épicerie fine dès le hall d'arrivée de l'aéroport de Kastrup. Au-dessus de l'entrée, un grand panneau indique : "Nordic Gastronomy". Saumon fumé et œufs de poissons.

Pendant ce temps, au Geranium, les derniers plats principaux sont servis à table. Encore une soupe, cette fois-ci de cèpes. Dans un bouillon fait à partir de jaune d'œuf et de bière brune. Une soupe qui rappelle le bois, vieux et lourd.

Puis un filet de lotte. Grillée avec du thym et de l'ail, elle a été régulièrement arrosée de beurre noir jusqu'à prendre de délicates teintes grillées. Le fumet préparé à partir des carcasses a été mis à épaissir jusqu'à former une laque soyeuse. La serveuse place à côté du filet une assiette de champignons et de bourgeons qui ont macéré pendant un an.

Peut-être est-ce le bon moment pour parler de la manière dont Rasmus Kofoed nous touche avec sa cuisine. Les messages cachés sur l'avenir de l'alimentation, c'est une chose. L'autre, ce sont les quelque 510 euros qu'il faut déboursier pour ses 18 plats – ce qui limite diablement le cercle auquel s'adressent ses messages.

Son restaurant pop-up, Angelika, rétorque-t-il, touche un public plus vaste. Depuis le début, ce second restaurant propose un menu purement végétalien. Pour un prix de 90 euros, plus adapté à la vie quotidienne que son établissement principal. Et baptisé ainsi en l'honneur de sa mère, Angelika, qui lui préparait, mieux que quiconque, une savoureuse cuisine végétarienne.

Encore une question à Antje de Vries, économiste de l'alimentation. Quel effet a la cuisine que l'on fait à Copenhague, Vienne ou Munich sur les autres parties du globe? Une histoire lui revient à l'esprit. L'huile de palme, tout le monde trouve ça horrible. Parce que des forêts

primaires entières sont rasées pour assurer sa production en quantité industrielle. En Sierra Leone, cependant, Antje de Vries a aussi vu des gens grimper aux palmiers et travailler des heures pour produire une huile qui nourrit quantité de personnes là-bas. Une huile intense en goût, et durable. Antje de Vries : "Ce n'est jamais tout noir ou tout blanc. Le tableau est toujours complexe."

Oui, la viande peut faire partie d'un cycle vertueux à condition que la vache soit élevée dans de bonnes conditions et que l'on transforme tout ce qu'elle a à offrir. Et oui, un champ de pommes de terre du village d'à côté, en monoculture, épuisera les sols. Il n'y a pas de réponse simple. Mais peut-être pourra-t-on trouver chez le fermier du coin de bons œufs qui n'auront pas traversé la moitié de la planète.

Quelques minutes encore, et les desserts seront servis sur les tables du Geranium. Chocolat au cynorhodon mariné. Gâteau de pomme de terre chaud au lait caillé. Mais, avant cela, Rasmus Kofoed nous réserve un autre dessert. Un dernier souvenir.

Il nous a concocté de l'ollebrod ["pain à la bière"], comme son père en faisait autrefois. Un porridge à base de restes de pain. Une fois par mois, il rendait visite à son père; il quittait alors Birkerød, où il vivait avec sa mère et son beau-père, pour aller en ville. À chaque fois, son père lui préparait de l'ollebrod. Il prenait du vieux pain de seigle, le trempait dans la bière et le faisait cuire avec un peu de sucre. Et puis, tout à la fin, il déposait un petit peu de crème sur le dessus.

L'ollebrod est servi dans une coupelle. Accompagné de crème glacée, de pommes d'automne de variété Ingrid Marie et d'un peu de géranium. Un plat discret, presque insignifiant. Sauf que, peu à peu, à chaque cuillerée, les pommes s'imposent de plus en plus.

Rasmus Kofoed, le garçon perché dans le cerisier, aurait aimé rendre plus souvent visite à son père. À l'époque, il en souffrait. Aujourd'hui, il en fait un dessert. Un souvenir d'une douceur divine.

— **Josef Wirnshofer,**
publié le 6 janvier

SOURCE



SÜDDEUTSCHE ZEITUNG

Munich, Allemagne

Quotidien, 302 545 ex.

sueddeutsche.de

Créé en 1945, le "Journal du sud

de l'Allemagne" compte parmi

les quotidiens suprarégionaux

de référence du pays. Il emploie

ou a employé les meilleures

plumes d'Allemagne. Il se

distingue aussi par l'importance

qu'il accorde à la culture, traitée

dans ses pages immédiatement

après l'actualité politique.

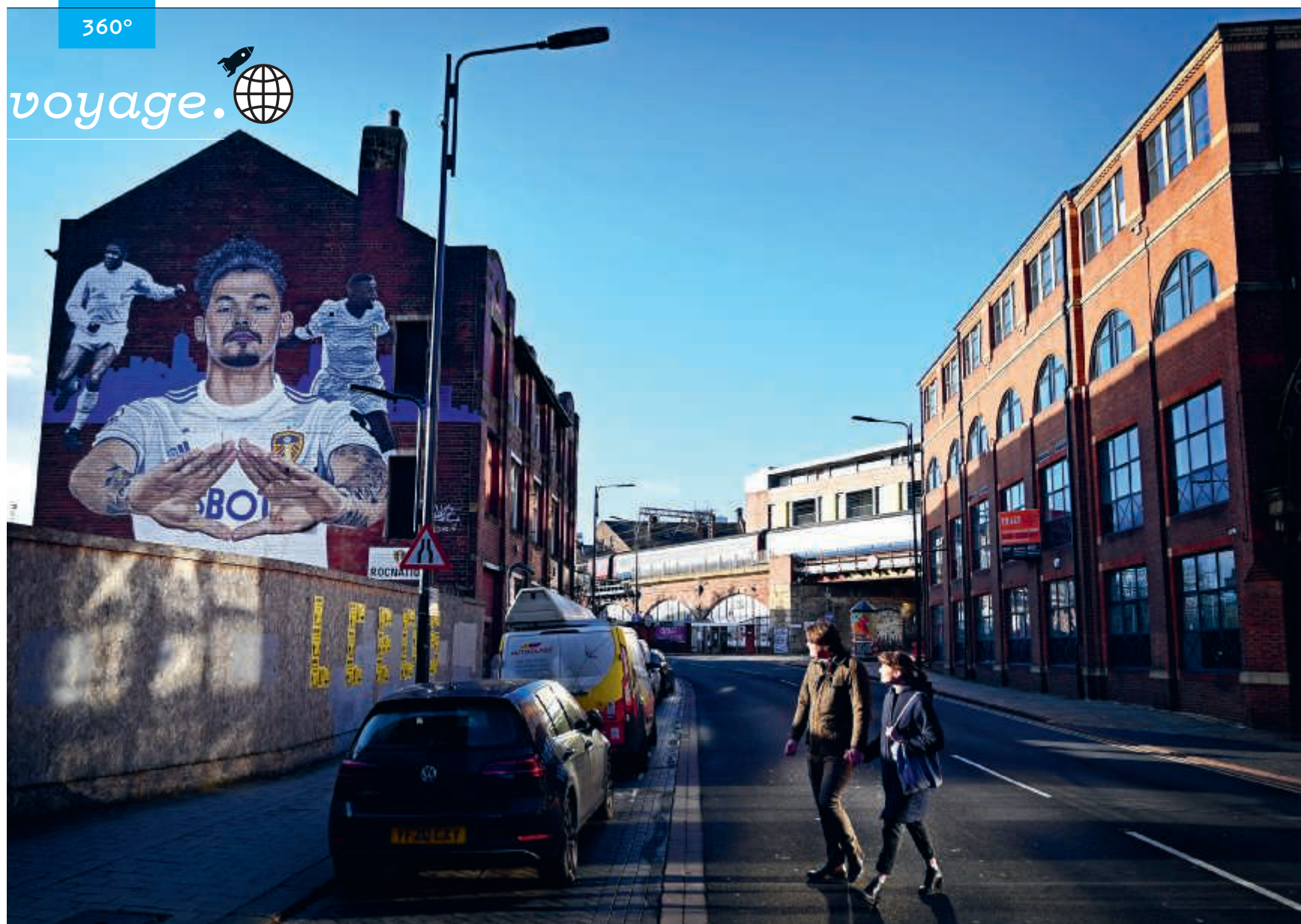
LA SEMAINE PROCHAINE

Mashama Bailey réinvente la cuisine noire américaine

Les chefs noirs sont rares aux États-Unis.

L'ouverture de The Grey, à Savannah (Géorgie),

a lancé une révolution.



—Financial Times, extraits (Londres)

Leeds n'attire pas les touristes. Il n'existe pas même de guide de visite de la ville", écrivait John Betjeman dans le numéro d'octobre 1933 de l'*Architectural Review*. Leeds n'a "que faire d'esthétique" et, par-dessus le marché, "c'est à croire qu'il pleut en permanence", assurait [le journaliste et écrivain, spécialiste de l'architecture victorienne].

Quatre-vingt-dix années ont passé, et Leeds se débrouille très bien esthétiquement parlant, merci pour elle, elle a même envie de fêter ça. Il faut dire que l'envie de bamboche la démangeait depuis quelque temps déjà.

Le Royaume-Uni devait avoir une capitale européenne de la culture en 2023, et Leeds s'y serait bien vue, mais c'était compter sans le Brexit (contre lequel se sont prononcés les électeurs de Leeds [à 50,3 %]). Elle était aussi sur la *shortlist* pour accueillir le concours Eurovision de la chanson, et puis Liverpool lui a damé le pion.

Alors la ville a décidé de prendre les choses en mains en organisant Leeds 2023, "une année de la culture placée sous le sceau de l'audace et de l'imagination, foisonnante de créativité [ainsi que le formule le site

Le fol été de Leeds

Longtemps raillée pour sa grisaille, l'ancienne cité industrielle anglaise tient sa revanche. En ce moment, elle multiplie les initiatives et prouve qu'elle mérite bien plus qu'un détour.

Internet de l'initiative]. Main dans la main avec des créateurs d'exception, des talents nés ici, les habitants et des organisations artistiques du monde entier, c'est une grande célébration que nous organisons, sur Leeds, pour Leeds, par Leeds."

John Betjeman peut remballer ses commentaires sur l'absence de sens esthétique. Quant au manque d'attrait touristique de Leeds, nous allons y venir. Que dire de la pluie incessante? Leeds en a peut-être pris son parti, puisqu'elle le reconnaît implicitement à travers le volet street art des festivités, baptisé "A city less grey" ["Une ville moins grise"].

Quand, dans les années 1970, je venais ici en voisin (je vivais à York [à 43 kilomètres au nord-est]), Leeds était bien grise. La "cité des mille métiers", mais principalement celui de la laine, perdait du terrain face à la concurrence étrangère. La ville était spécialisée dans une laine dite "lourde", ce qui en disait long. Et pour avoir une raison d'aller à Leeds, il fallait que ça soit du "lourd": acheter un costume pour un entretien d'embauche ou un enterrement (la deuxième option étant la plus probable), souscrire une assurance, consulter un avocat.

Leeds semblait verser dans toutes les fautes de goût de l'époque. La ville s'était

couverte de parkings à étages et se faisait une fierté d'être "the motorway city" ["la cité-autoroute", traversée de voies rapides]. De somptueux exemples d'architecture victorienne étaient démolis dans le centre. Le marché de Kirkgate ("les plus grandes halles couvertes du monde") avait été épargné, mais la pluie (c'est vrai!) semblait ruisseler en permanence sur sa verrière. L'endroit ressemblait déjà dans les années 1970 à un musée du Yorkshire, rempli qu'il semblait de retraités édentés trempant d'un air maussade leurs tranches de cake dans du thé surinfusé, se nourrissant du sempiternel Yorkshire pudding baigné dans sa sauce à la viande.

Quel soulagement c'était, chaque fois, de rentrer à York, bourgade coquette, piétonnisée et touristique. Aujourd'hui encore, à en croire les derniers chiffres fiables (pré-Covid-19) de l'office du tourisme britannique, York se classe 14^e au palmarès des 20 bourgades du pays où les visiteurs étrangers séjournent au moins une nuit.

Mais Leeds s'est hissée à la 13^e place, alors qu'en 1999 elle ne figurait même pas au classement. Les Britanniques classent York au 7^e rang, mieux que les étrangers, mais Leeds arrive devant, là aussi. Et ces chiffres n'incluent pas les déplacements professionnels, or Leeds est un centre de

← Une rue de Leeds en novembre 2020. Un graff du Français Akse P19 représente d'anciens footballeurs du club Leeds United : Albert Johannesson, Calvin Phillips et Lucas Radebe. Photo Paul Ellis/AFP

commerce et d'industrie sans commune mesure avec York. Les choses ont sans doute encore changé depuis cette époque où "vous venez ici pour faire un tour des magasins et rentriez chez vous pour le thé", comme le résume un porte-parole de Visit Leeds, l'office du tourisme.

De nouvelles saveurs. Arrivé à Leeds par le train, j'ai pu constater que les abords de la gare sont en pleine rénovation, et la place voisine de City Square en cours de piétonnisation – vaste chantier qui s'accompagne d'affiches promettant "une ville où la voiture n'est plus indispensable à vos déplacements". Le Queens Hotel, qui domine la place depuis les années 1930 et où je vais prendre mes quartiers, a été remis à neuf pendant le confinement, m'apprend-on : le hall de réception est plus charmant et plus accueillant encore, maintenant que son épure Art déco a été adoucie.

Je me rends à pied au marché de Kirkgate, qui a gardé au fil du temps l'écho caverneux d'un hall de gare victorien – c'est une qualité, à mes yeux. On peut toujours y acheter des *pikelets* [sortes de pancakes], des *stand pies* [pâtés en croûte] et tout ce que la cuisine du Yorkshire produit de plus nourrissant, mais le marché s'est ouvert à d'autres saveurs, avec un stand de *street food* vietnamienne et un autre appelé "Istanbul Kitchen".

En face, les galeries marchandes du XIX^e siècle forment ce que l'on appelle le "Victoria Quarter". Dans les années 1970, les carreaux peints de cornes d'abondance et autres symboles d'opulence détonnaient singulièrement avec les commerces qu'ils surplombaient – des échoppes excentriques, bon marché, dont on ne donnait pas cher de leur peau. On y trouvait notamment un hôpital pour poupées, dans mon souvenir.

Aujourd'hui, le Victoria Quarter fait dans le haut de gamme. Tout a commencé quand, en 1996, les grands magasins de luxe Harvey Nichols y ont ouvert leur première adresse hors de Londres. Ce n'est pas le cas partout dans la région, mais ici, au moins, le déclin de l'industrie a alors été atténué par la montée en puissance du tertiaire, en particulier des services juridiques et financiers.

Je rejoins le musée d'Art de Leeds, dont le clou est à mes yeux le splendide Tiled Hall Café, une ancienne salle de lecture inaugurée en 1884 dans un style bains turcs. Le musée lui-même fait une large place à des œuvres de jeunes peintres de la région, dans le cadre de Leeds 2023; l'ensemble

est plein de vie, exigeant et bon enfant à la fois. Pour autant, mes représentations préférées de Leeds aux XIX^e et XX^e siècles ne sont pas ici : je mets le cap vers ce que j'appellerais le "musée secret" de Leeds, qui se trouve à l'université.

Je suis les panneaux "Universities", au pluriel – c'est que Leeds en compte cinq, toutes prospères. Mon objectif est le Parkinson Building, monumentale construction Art déco qui sert d'entrée à l'université principale. Il abrite la Stanley & Audrey Burton Gallery, musée fondé grâce aux dons de ce couple, dont l'époux était le fils de Montague Burton, fondateur de la marque d'habillement britannique.

Sur ses cimaises se trouvent quelques-unes de mes scènes du Yorkshire préférées, dont un tableau de Maurice de Sausmarez, qui enseigna dans les années 1950 au Leeds College of Art and Design (l'actuelle Leeds Arts University). Intitulé *Whitlock's*, du nom d'un célèbre pub de Leeds, il dépeint trois employés du bar derrière le comptoir, chacun dans une pose bien choisie, accompagnés d'une lumière ambrée, filtrée à travers le verre d'une bouteille. Une composition "mesurée et poétique", où transparaît "l'influence de Cézanne", analyse le catalogue.

Les affiches pour Leeds 2023 l'assurent : "Cette ville pétille – et les bulles, c'est vous."

Une heure plus tard, je suis au Whitlock's, un endroit chaleureux, à l'éclairage soigné et aux céramiques et vitraux sublimes. Je suis entouré d'étudiants sirotant ce qu'ils appellent, du moins il me semble, des "pre-drinks" – un avant-apéro pour préparer l'apéro. Leeds aime la nuit (et les néons), et la nuit le lui rend bien, mais certains des pubs de la ville tentent de garder une longueur d'avance en annonçant "Happy hour 14 heures-16 heures".

En déambulant [plus tôt dans la journée] à travers Leeds, j'ai constaté que la ville avait trouvé un second souffle, sans pour autant se gentrifier. Je suis passé au musée de la Ville de Leeds, sur Cookridge Street, où dans la salle principale retentit la chanson *The Jean Genie*, de David Bowie, à l'occasion des 50 ans du concert qu'il a donné à la Leeds Rolarena, une roller disco. Partout dans la ville, les affiches pour Leeds 2023 l'assurent : "Cette ville pétille – et les bulles, c'est vous."

En sortant du Whitlock's, je mets le cap vers le sud en longeant la rivière, ce qui ne me serait jamais venu à l'idée dans les années 1970. À l'époque, la ville avait tourné le dos à ce quartier d'entrepôts à l'abandon. Aujourd'hui, on peut quitter la gare par la sortie sud pour rejoindre directement ces berges réaménagées et leur point d'orgue, Granary Wharf. Trois hautes constructions



sont ici sorties de terre et déclinent la brique rouge typique de Leeds dans une version plus douce : l'une abrite l'hôtel DoubleTree by Hilton, les deux autres des immeubles résidentiels, le tout agrémenté de bars et de boutiques.

Dans ce quartier convergent le canal Leeds-Liverpool et l'Aire, et ces cours d'eau jadis si mornes semblent avoir retrouvé la lumière. Sur la rive nord, un peu à l'est, se trouvent les anciens docks de The Calls, dont les belles briques du début de l'époque victorienne ont été restaurées, sans faire perdre aux lieux leur charme très dickensien.

Résistant à la tentation des nombreux bars, je rejoins le Shears Yard, un restaurant installé dans une ancienne corderie à la déco très "chic industriel", murs de briques apparentes et ampoules à nu. Dans mon assiette, un aliment qu'on aurait trouvé dans le Leeds des années 1970, du bar grillé, côtoie quelques préparations qui y étaient très certainement introuvables : pommes de terre nouvelles rôties et kimchi, sauce hollandaise au yuzu, tomates laquées à la sauce soja.

Musée des horreurs. C'est mon serveur qui me conseille une adresse pour un dernier verre, le Domino Club. Quand je fais remarquer que je n'en ai jamais entendu parler, il lâche : "Justement !" C'est que le Domino Club est un *speakeasy*, un bar "clandestin" comme Leeds en compte plusieurs. Car la cité anglaise aime se la jouer à l'américaine. En témoignent ses gratte-ciel, son penchant pour les cocktails et le goût répandu chez les hommes d'un certain âge et d'une certaine fortune pour le long manteau de laine à boutonnage croisé. Dans ce vaste sous-sol bleuté, dont la déco veut évoquer le Chicago des années 1930 [du temps de la prohibition], je passe une heure agréablement devant un verre de vin blanc à 5 livres [5,80 euros environ] et l'orchestre qui joue du be-bop.

Le lendemain matin, je franchis de nouveau la rivière pour gagner la Tetley, une

galerie d'art contemporain installée dans l'ancien siège majestueux de la brasserie du même nom. Les installations exposées sont assez lugubres, comme pour délivrer quelque mystérieux message sur les bureaux à boiseries qu'elles occupent.

Longeant ensuite le canal vers l'ouest sur 3 kilomètres, je croise trois ou quatre promeneurs avec leur chien. Tous me saluent, preuve que nous sommes bien dans le Yorkshire. Je me rends au musée de l'Industrie de Leeds, qui occupe les anciens Armley Mills, la plus grande filature de laine du monde. C'est un vrai musée des horreurs, disons-le. Ses imposantes machines de tissage et de filage gardent une odeur de graisse et semblent n'être à l'arrêt que depuis quelques heures. Sur les murs blancs sont affichés des bulletins recensant les maladies auxquelles étaient exposés les ouvriers de la filature, et des récits décrivant des enfants en larmes, forcés de se mettre au travail à 5 heures du matin.

Non, ce n'était pas mieux avant, semble nous dire le musée, pour nous mettre en garde contre cette romantisation du passé dans laquelle versent tant de villes du Nord en Angleterre. À Leeds, on y résiste plus facilement qu'ailleurs. C'est qu'ici, me semble-t-il, c'est mieux aujourd'hui.

—Andrew Martin, publié le 26 mai

Agenda

QUE FAIRE À LEEDS CET ÉTÉ ?

Quelques-unes des initiatives proposées dans le cadre de Leeds 2023 :

7 juillet : *Noah's Flood*, un spectacle musical sur l'arche de Noé auquel participent 180 écoliers (et accompagné d'ateliers sur la conception des décors et accessoires).

8 au 15 juillet : Première édition du Leeds International African Arts Festival. Dans différents lieux de la ville, ce temps fort de Leeds 2023 invite à découvrir des œuvres d'art, des spectacles de danse, des films – et organise un concours culinaire du meilleur riz jollof.

5 et 6 août : Accueil (diurne puis nocturne) à bord du Moon Palace, un bus transformé en observatoire astronomique ambulant.

31 août : Visites guidées en langue des signes d'une installation d'art contemporain, avec Making a Stand, une association œuvrant pour l'accessibilité.

Plus d'infos sur leeds2023.co.uk

plein écran. 

Le Japon veut éviter le “game over”

Beaucoup des jeux vidéo qui ont fait la légende de l'archipel dans les années 1980 risquent de devenir inutilisables. La lutte s'organise pour les conserver, mais les obstacles sont nombreux.

—Nihon Keizai Shimbun (Tokyo)

Au Japon se multiplient des initiatives pour conserver les jeux vidéo cultes des années 1980. Menacés par le temps et la corrosion, ces œuvres dont peut se prévaloir le Japon à travers le monde risquent de devenir illisibles. Malgré l'urgence de les protéger, ces logiciels sont plus difficiles à reproduire que des livres ou de la musique.

Afin de conserver les jeux fondateurs d'un marché qui a atteint 11 milliards d'euros [en 2020], la Bibliothèque nationale de la Diète et d'autres institutions se sont engagées sur la voie de leur archi-

JEUX VIDÉO

Depuis l'allègement des restrictions sanitaires, Akihabara, quartier [de l'électronique] de Tokyo, fourmille de nouveau de visiteurs étrangers en fin de semaine. Les boutiques de jeux vidéo d'occasion sont particulièrement fréquentées. Des classiques comme *Super Mario Bros* [1985] ou *Dragon Quest* [1986] s'y vendent contre des dizaines de milliers de yens [des centaines d'euros], plus cher qu'à l'époque de leur sortie.

Nintendo a lancé la Famicom [l'équivalent domestique de la console commercialisée en Europe sous le nom de Nintendo Entertainment System, ou NES] il y a tout juste quarante ans, en 1983. Ses premiers jeux, simples techniquement mais avec un univers riche, sont toujours populaires, au Japon comme à l'étranger. Une menace plane néanmoins sur ces jeux dits “rétro”. À la différence d'un livre papier, qui peut encore se lire même si quelques pages sont abîmées, les cartouches de jeux vidéo deviennent illisibles si une partie de leurs circuits ou de leur connectique est altérée.

Leur durée de vie étant plus courte que celle des CD, d'une trentaine d'années en moyenne, les œuvres des années 1980 sont d'ores et déjà en danger. “Si nous ne les sauvons pas maintenant, nous

ne pourrons plus jamais y jouer”, alerte Makoto Matsuda, avocat spécialisé en propriété intellectuelle, qui a fondé à Tokyo, en novembre 2022, l'Association des dons de jeux vidéo, en vue de collecter des titres anciens.

L'opération de sauvetage se déroule en deux temps. La collecte et le stockage constituent la première étape. La Bibliothèque nationale de la Diète est traditionnellement responsable de la conservation des contenus à valeur culturelle. Le système du dépôt légal, qui oblige les éditeurs à déposer leurs nouvelles publications, concerne non seulement les livres, mais également d'autres types de documents, par exemple les vinyles. En 2000, une révision de la loi a étendu ce système aux publications électroniques telles que CD, DVD et logiciels de jeu.

Jouez, s'il vous plaît. Les œuvres antérieures à la révision de la loi n'y sont en principe pas soumises. À cela s'ajoutent d'autres difficultés spécifiques aux jeux vidéo. D'abord, conserver les logiciels ne suffit pas, car on ne peut les utiliser sans consoles de jeux. Or celles-ci échappent à l'obligation de conservation; conservées seulement exceptionnellement en tant qu’“accessoires”, elles risquent également de se

détériorer avec le temps.

Il y a ensuite un obstacle juridique. Les livres, en vertu de l'article 38, alinéa 4, de la loi sur le droit d'auteur, peuvent être empruntés sans frais dans les bibliothèques. Les jeux vidéo, eux, relèvent de l'alinéa 5 du même article, qui s'applique aux films [et autres documents audiovisuels], conditionnant leur prêt en bibliothèque au versement d'une indemnité [correspondant au versement de droits d'auteur]. Or, contrairement à l'industrie cinématographique, l'industrie du jeu vidéo n'a pas établi de système d'indemnisation, ce qui constitue un frein à la collecte des jeux vidéo par les bibliothèques.

Selon Akito Inoue, professeur à l'université Ritsumeikan [à Kyoto], aucune bibliothèque du pays, à l'exception de la Bibliothèque nationale de la Diète, ne possédait une quantité significative de jeux vidéo lors de l'enquête menée en 2015. “En Occident, un grand nombre de bibliothèques en conservent plusieurs centaines”, indique-t-il à titre de comparaison.

Une fois les jeux collectés, l'étape suivante consiste à les numériser, ce qui pose des difficultés techniques. L'opération, qui implique la migration et le stockage des données contenues sur le support à l'aide d'équipements spécifiques, est plus compliquée que la reproduction de livres ou de documents audio. Active depuis douze ans à Tokyo, l'Association pour la conservation des jeux vidéo a jusqu'à présent enregistré électroniquement quelque 7000 titres, mais principalement sur des disquettes pour PC, lesquelles se détériorent rapidement. Et pour certains

supports, les techniques de stockage ne sont pas encore complètement établies.

Si le Japon prend du retard en la matière, ses jeux vidéo pourraient partir à l'étranger. En 2019, l'université Ritsumeikan a enquêté sur le nombre de jeux vidéo de fabrication japonaise pour consoles de salon détenus à travers le monde. Si la Bibliothèque nationale de la Diète en conservait 3996, l'université de Leipzig, en Allemagne, en comptait 4392 et le Strong National Museum of Play, aux États-Unis, 6374. Ce musée, qui conserve et expose nombre d'œuvres japonaises populaires, comme *Mario* et *Pokémon*, attire des visiteurs du monde entier. Avec une surface multipliée par 1,3 [et ouverte au public le 30 juin], il devrait rapporter à la région [de Rochester, dans l'État de New York] un revenu touristique de 130 millions de dollars [environ 119 millions d'euros] par an.

Les jeux vidéo nippons sont mieux conservés aux États-Unis ou en Allemagne qu'au Japon.

Pour promouvoir la conservation des jeux vidéo, encourager leur utilisation est essentiel. “En proposant l'utilisation des contenus, nous sensibilisons davantage à leur conservation”, souligne Koichi Oyama, avocat spécialisé dans les politiques relatives aux contenus.

La Bibliothèque nationale de la Diète a sauté le pas en juin 2022. À des fins de recherche, on peut désormais y jouer à quelque 2000 titres, notamment des jeux PlayStation (Sony). Par ailleurs, Nintendo prévoit d'achever d'ici à la fin de l'année un musée où les visiteurs pourront essayer ses titres anciens.

Le marché du jeu vidéo représentait en 2020 environ 1700 milliards de yens [10,8 milliards d'euros] selon le ministère des Affaires intérieures et des Communications, soit davantage que le marché des éditions papier et électronique réunies (environ 1600 milliards de yens [10,1 milliards d'euros]), et la compétition est intense à l'échelle internationale.

“Les nouvelles cultures se fondent sur l'accumulation du passé”, soutient Shunya Yoshimi, président de la Société japonaise des archives numériques, qui réunit chercheurs et entrepreneurs. Soulignant l'importance de la conservation, il ajoute : “Compte tenu de leur longévité, les jeux devraient être numérisés en priorité à l'échelle nationale, mais le manque de budget et de sensibilisation reste un obstacle.”

—Akinobu Iwasawa et Tomoyo Ogawa, publié le 5 juin



La console Famicom, sortie par Nintendo en 1983. Photo Evan-Amos/Creative Commons

histoire. 

Le Soudan, l'autre pays des pyramides

Antiquité — Soudan

Inspirées de leurs voisines égyptiennes, les pyramides de la nécropole royale de Méroé rappellent son glorieux passé à un pays déchiré par une guerre fratricide.



— Le Temps, extraits (Genève)

Sur l'immense ligne droite qui relie Khartoum à Atbara, route inflexible et hypnotique traversant les paysages semi-désertiques du nord du Soudan, l'apparition d'un chapelet de petites pyramides au voyageur non préparé relève presque du mirage. Ces pointes minérales, fendant les dunes en direction du ciel, semblent clouées au sol par un soleil de plomb.

Connues localement sous le nom de Bajrawiya, ces pyramides nubiennes forment la nécropole royale de Méroé, capitale du royaume de Koush du III^e siècle av. J.-C. au IV^e apr. J.-C. À quelques kilomètres du Nil, le site archéologique et historique abrite une centaine de tombeaux royaux, dont une quarantaine toujours coiffés de pyramides. Mahmoud Souleiman, archéologue chargé de Méroé, explique avec fierté: *“Il y en a plus au Soudan qu'en Égypte, c'est la plus grande concentration du monde. Ce site est un trésor inestimable, l'un des plus fascinants de l'époque antique.”*

Gardien des lieux, Mahmoud Souleiman veille sur l'île de Méroé, un ensemble de 2357 hectares classé en 2011 au patrimoine mondial de l'humanité. Cette région, bordée par la rivière Atbara au nord et deux bras du Nil à l'ouest et au sud, a donné l'impression aux explorateurs de débarquer sur une île.

“Ce site protégé par l'Unesco témoigne de l'importance du royaume de Koush. Méroé était un centre politique et une étape sur une route de commerce longeant le Nil entre l'Afrique subsaharienne, la Méditerranée et le Moyen-Orient”, poursuit [Mahmoud Souleiman].

Parmi la quarantaine de sépultures, l'archéologue a depuis longtemps choisi ses préférées: celles d'Amanirenas et Amanitore, deux reines nubiennes appartenant à la lignée des kandakas (ou candaces). Ces reines guerrières ont régné

sur Méroé pendant près de six siècles, participant à l'essor de la Nubie et au développement du royaume de Koush. C'est dans les chapelles funéraires attenantes aux pyramides – spécificité nubienne – qu'on retrouve hiéroglyphes et inscriptions attestant de leur importance.

Inspirées de leurs voisines égyptiennes, les pyramides soudanaises sont généralement plus petites, la plus haute culminant à 30 mètres. Elles sont aussi plus récentes: *“Il y a près de deux mille ans d'écart entre les deux”,* souligne Mahmoud, tout en arpentant la nécropole royale. *“Les souverains nubiens, voyant les pharaons se détourner du culte du dieu Amon, décident d'envahir l'Égypte en 747 av. J.-C. et fondent la XXV^e dynastie. La pratique pyramidale y était abandonnée depuis longtemps mais, appréciant la tradition, ils la reprennent à leur compte.”* Ces pyramides fleurissent alors en Nubie, dans ce qui est aujourd'hui le nord du Soudan. D'abord à Napata, capitale de la XXV^e dynastie, puis à Méroé à partir du III^e siècle av. J.-C.

Menace climatique. Aujourd'hui, plusieurs de ces reliques sont endommagées. Si l'usure naturelle est responsable d'une partie des dégradations, ces dernières sont aussi l'œuvre d'un explorateur peu scrupuleux: l'Italien Giuseppe Ferlini. Dans les années 1830, ce chercheur de trésor dynamite les pyramides, pensant y trouver de l'or. Mais les édifices ne sont faits que de pierre et de gravier, et le tombeau se trouve lui à une dizaine de mètres sous terre. C'est l'archéologue américain George Andrew Reisner qui pénétrera le premier dans les caveaux royaux. En trois mois, entre 1922 et 1923, il fouille l'intégralité des tombes royales connues de Méroé et emporte les artefacts à Boston.

“Quand j'étais jeune, les arbres étaient partout, si un berger perdait une chèvre, c'était très compliqué de la retrouver. Désormais, on peut voir à plusieurs kilomètres à la ronde, il n'y a plus rien”, décrit Khassan, un habitant qui vit non loin des

pyramides. Si les dégradations humaines restent un sujet de préoccupation, la menace environnementale est aujourd'hui bien plus alarmante.

Les vents violents ont déjà effacé certaines inscriptions sur les parois de grès fragiles et sujettes à l'érosion. Depuis la fin des années 1960, le nord du Soudan est frappé par une désertification accélérée et le sable est devenu l'ennemi numéro un du département des Antiquités soudanaises. Mahmoud Souleiman regrette: *“Nous avons commandé un rapport pour protéger le site: [il] préconisait la création d'une ceinture verte. Mais au moment de commencer ce projet, la révolution a éclaté, et les fonds ont été gelés.”*

L'enveloppe record de 135 millions de dollars [123,6 millions d'euros], alloués en 2014 par le Qatar, était destinée à la préservation et à la valorisation du patrimoine archéologique soudanais. Elle a permis, outre le rapport sur la préservation du site, de financer le nouveau centre d'accueil pour visiteurs et l'excavation de deux tombes.

La révolution populaire de 2019 a montré la volonté des Soudanais de se reconnecter à leur histoire, aux symboles du royaume de Koush et aux pharaons nubiens. Dans la rue, les jeunes scandaient *“Taharqa est mon grand-père”* en référence au célèbre pharaon nubien qui a régné sur l'Égypte, tandis que les jeunes héroïnes de la révolution étaient associées aux kandakas. *“C'est important de montrer aux Soudanais que, il y a deux mille ans, un royaume prospère était gouverné par des femmes”,* affirme Abdelgadir Salih, [responsable des activités scientifiques] pour l'Unesco à Khartoum. Un voyage a été organisé regroupant les figures de proue de la révolution soudanaise, posant avec les photos des martyrs devant les pyramides. *“À un moment où nous ne savons pas si nous sommes arabes ou africains, nous pouvons être unis par cet héritage et ces ancêtres communs”,* continue Abdelgadir.

— Bastien Massa, publié le 20 mai

➤ Vue partielle de la nécropole de Méroé, capitale du royaume de Koush du III^e siècle av. J.-C. au IV^e apr. J.-C. Photo Ashraf Shazly/AFP

la rencontre.



Un donut pour expliquer l'économie

—The Guardian, extraits (Londres)

La voiture électrique est un bon exemple de ce que nous avons fait pour lutter contre la crise climatique. Son empreinte carbone est à peu près trois fois moins élevée que celle de son équivalent thermique, et elle n'émet aucun des gaz à effet de serre qui réchauffent la planète.

Mais sa batterie utilise 8 kilos de lithium, tiré généralement de bassins de saumure en Amérique du Sud – une extraction qui entraîne une diminution des pâturages et la désertification. Les 14 kilos de cobalt qui la protègent de la surchauffe viennent probablement de la République démocratique du Congo, où les mines ont pollué les réserves d'eau et les sols.

La voiture électrique améliore le statu quo, sans rien changer à l'utilisation rapace des ressources. Subventionnée par les États et portée par l'industrie automobile, elle s'intègre parfaitement dans la conception de l'économie qui guide les décisions que prennent les responsables politiques pour réduire les émissions de CO₂.

Selon la théorie de la "croissance verte", en appliquant les bonnes politiques nous pourrions en même temps avoir une croissance infinie et réduire notre empreinte carbone. La croissance, c'est-à-dire le processus par lequel un pays augmente la quantité de biens et de services qu'il produit, est censée augmenter les salaires et fournir aux gouvernements un revenu à investir dans des services publics tels que les écoles et les hôpitaux.

Pour les partisans de la croissance verte, les innovations comme la voiture électrique contribueront à "découpler" la croissance des émissions de CO₂ et permettront à l'humanité de vivre dans l'abondance à l'intérieur des limites de la planète. C'est en tout cas ce qu'affirme la théorie. Mais rien ne montre que les résultats seront là dans les délais requis. Les émissions mondiales de CO₂ n'ont jamais été aussi élevées qu'aujourd'hui.

Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), le seul moyen d'éviter des dommages irréversibles sur l'environnement est de maintenir

Il est possible de vivre bien tout en réduisant considérablement notre empreinte carbone, assure l'économiste britannique Kate Raworth. *The Guardian* l'a accompagnée dans les multiples réunions publiques où elle présente un "nouveau récit économique", qu'elle a baptisé la "théorie du donut".



KATE RAWORTH est née en 1970, et a étudié à l'université d'Oxford. Cette chercheuse britannique a contribué au "Rapport sur le développement humain" de l'ONU, avant de collaborer avec l'ONG Oxfam. Kate Raworth enseigne à Oxford et à l'université des sciences appliquées d'Amsterdam. Son livre *Doughnut Economics. Seven Ways to Think Like a 21st-Century Economist* (*La Théorie du donut. L'économie de demain en 7 principes*, éd. Plon, 2018), a été traduit en une vingtaine de langues.

le réchauffement planétaire à moins de 1,5 °C [par rapport à l'époque préindustrielle]. Les scientifiques estiment que, pour atteindre cet objectif, les émissions des pays les plus riches devront diminuer dix fois plus vite qu'elles ne le font actuellement.

Le problème est qu'il existe peu de modèles permettant de réduire radicalement notre empreinte environnementale sans réduire également notre niveau de vie.

L'économiste Kate Raworth pense avoir trouvé une solution. Il est possible selon elle de concevoir un modèle permettant aussi bien à l'humanité qu'à l'environnement de s'épanouir. Mais il faudra pour cela rejeter une grande partie des idées qui ont défini l'économie du xx^e siècle.

C'est ce qu'elle défend dans le seul livre qu'elle ait publié, *La Théorie du donut. L'économie de demain en 7 principes* [Plon, 2018 pour la version française], qui a connu un succès inattendu lors de sa parution en 2017 et qui a été traduit en 21 langues. En le lisant, on a l'impression de voir un professeur charismatique dispensant un savoir hétérodoxe devant une salle remplie d'étudiants. "On inculque aux citoyens de 2050 une vision économique fondée sur les manuels de 1950, qui s'appuient eux-mêmes sur les théories de 1850", écrit-elle.

Pour Kate Raworth, on peut décrire le système économique idéal pour le futur avec une image toute simple : un donut, ce beignet avec un trou au milieu. Le bord externe représente le plafond environnemental (la limite écologique planétaire), et le bord interne le plancher social. Lorsqu'on franchit la limite écologique, on cause des dégâts irréparables à notre environnement. Lorsqu'on tombe en dessous du plancher social, on prive une partie des humains de ce dont ils ont besoin pour vivre correctement.

Les systèmes économiques, soutient Raworth, doivent pouvoir fonctionner à l'intérieur de l'anneau, et permettre aussi bien à l'humanité qu'à l'environnement de s'épanouir. Ils doivent répartir équitablement les richesses et régénérer les ressources naturelles au fur et à mesure qu'ils les utilisent. Aucune de ces choses ne doit être assujettie à la croissance.

Entre les mains de quelqu'un d'autre, cette théorie pourrait paraître technique et nébuleuse. Mais Kate Raworth l'expose avec des métaphores accessibles et un ton enjoué, familier. "En mettant en lumière les vieilles idées qui nous avaient piégés, et en les remplaçant par de nouvelles pour nous inspirer", écrit-elle, ce livre propose "un nouveau récit économique". Elle mentionne plusieurs initiatives pionnières, comme celle de la ville d'Oberlin, dans l'Ohio, qui tente de stocker plus de CO₂ qu'elle n'en émet pour ramener son impact sur l'environnement en deçà du plafond écologique du donut, ou celle du Bangladesh, qui apprend aux femmes à installer des systèmes d'énergie renouvelable dans leur village.

Mais pour maintenir nos économies à l'intérieur du donut, ajoute-t-elle, d'importants changements politiques seront également nécessaires, parmi lesquels l'interdiction des paradis fiscaux. Son livre est toutefois moins un programme politique qu'une incitation à penser au-delà des impératifs du capitalisme.

"Tout ou presque commence là : dans la tête, dans la façon de voir les choses", a-t-elle déclaré au public venu l'écouter récemment à Amsterdam, en tapotant son crâne du doigt pour appuyer son propos. Pour ses détracteurs, changer notre façon de voir les choses ne suffit pas. Si nous n'avons pas construit une économie plus juste et moins destructrice, soutiennent-ils, ce n'est pas parce que nous n'avons pas su proposer un meilleur récit mais parce que les responsables politiques se soumettent à la volonté d'entreprises et d'élites qui n'ont pas intérêt à ce que les choses

changent. Partant de là, ce ne sont pas les nouvelles idées qui changeront le monde, mais une lutte politique pour imposer de nouvelles idées au monde.

Kate Raworth fait face à ces critiques. En 2019, elle a fondé Doughnut Economics Action Lab (Deal), une entreprise sociale qui aide les communautés à rester dans les limites du donut. De Nanaimo, sur la côte ouest du Canada, à Ipoh, en Malaisie, 70 municipalités ont fait appel à elle pour passer de la théorie à la pratique. Maintenant, il lui faut transformer un petit nombre d'initiatives en quelque chose de beaucoup plus grand.

Lorsque Kate Raworth est entrée à l'université d'Oxford en 1990 pour étudier la politique, la philosophie et l'économie, le mot "environnement" ne figurait que dans une option intitulée "Économie publique". En deuxième année, elle a rédigé une dissertation sur l'idée de développement. "C'était la première fois que nous discutons de ce qu'était la réussite, cela m'a frappée, se souvient-elle. Jusque-là, il allait de soi que le succès était défini par la croissance économique." Au début des années 1990, la plupart des gens n'ayant pas accès aux biens et services essentiels vivaient dans des pays sous-développés, et la plupart des économistes soutenaient que la croissance était le meilleur levier à actionner pour améliorer leurs conditions de vie. Rares étaient ceux qui prenaient en considération la quantité de ressources naturelles que cela consommerait.

En 1995, après avoir obtenu son diplôme, Kate Raworth est partie à Zanzibar, au large de la Tanzanie, dans le cadre d'une mission de coopération. Elle était très gênée par les déchets plastiques générés par l'industrie touristique, alors en plein essor. Les sacs en plastique à usage unique venaient d'être introduits sur le territoire et leurs lambeaux bleu vif émaillaient les plages. "Il y avait de plus en plus de plastique et aucun système de collecte ou de gestion. Nous félicitons ces pays pour leurs efforts de développement et ne disions rien des dégâts environnementaux causés pour y parvenir, cela me troublait."

Après trois ans à Zanzibar, elle s'est installée à New York et a rejoint l'équipe chargée de rédiger chaque année le "Rapport sur le développement humain" de l'ONU, qui classe les pays en fonction non de leur PIB mais de la qualité de vie de leurs habitants. À cette époque, elle a lu *How Much Is Enough? The Consumer Society and the Future of the Earth* ["Combien est assez? La société de consommation et l'avenir de la planète", non traduit en français] d'Alan Durning, un écologiste américain qui posait une question primordiale : "Les habitants de la Terre peuvent-ils vivre confortablement sans dégrader la santé de la planète?" Pour lui, le seul moyen d'y parvenir est d'acheter moins de choses. Mais cela implique de réduire notre niveau de vie, et peu de gens sont prêts à le faire.

Kate Raworth cite les travaux d'autres économistes et penseurs, comme si elle vous montrait le précieux contenu d'une boîte à bijoux. Assise à la table de sa cuisine à Oxford, elle me parle avec enthousiasme des premiers chercheurs qui ont montré que l'activité économique humaine dépassait les capacités de la Terre.

En 2009, à Stockholm, des scientifiques ont créé un diagramme circulaire identifiant neuf des systèmes vitaux de la planète, allant de la biodiversité aux réserves d'eau douce. Raworth est tombée sur ce diagramme alors qu'elle travaillait comme chercheuse pour [l'ONG] Oxfam. "J'étais assise à mon bureau et je me suis dit : 'C'est le début de l'économie du XXI^e siècle.'"

Les idées de Raworth ont trouvé un large public aux Pays-Bas. En avril 2020, Marieke van Doorninck, alors adjointe au maire d'Amsterdam chargée du développement durable, a annoncé que la ville appliquerait désormais la



IKON IMAGES

TOUT CE QU'UN BEIGNET PEUT RACONTER

Avec sa théorie du donut, Kate Raworth propose de repenser notre approche de l'économie, conçue comme une science sociale et politique dont le but doit être de permettre à chacun de vivre correctement, de façon durable, sans dépasser les limites écologiques de la planète. Son modèle prend la forme d'un beignet torique, dont le bord interne représente le plancher social (avec la satisfaction des besoins de base, comme l'alimentation, la santé, l'éducation, le logement, l'accès à un travail digne, l'égalité des genres...) et le bord externe le plafond écologique. C'est dans l'espace ainsi délimité que peut se développer une économie inclusive et durable.

↑ Dessin d'Amanda Dilworth, Royaume-Uni.

Les idées de Raworth ont trouvé un large public aux Pays-Bas. En 2020, la ville d'Amsterdam a décidé qu'elle appliquerait la théorie du donut.

théorie du donut. La [radio britannique] BBC a expliqué que les Néerlandais "s'engageaient dans une utopie post-pandémique". *Time Magazine* [aux États-Unis] s'est demandé si Amsterdam allait remplacer le capitalisme par autre chose.

Mais les changements ont été moins importants que ce que le battage médiatique avait pu laisser entendre : un plus grand nombre d'entreprises se sont engagées à réutiliser des matériaux et davantage de bâtiments vont être construits en bois. Il semble y avoir une tension entre la grande vision présentée dans le livre de l'économiste et les modestes transformations qu'il a inspirées.

Les membres du parti écologiste De Groenen et ceux de la Coalition du donut avec qui j'ai parlé à Amsterdam partagent la conviction que pour vraiment décarboner l'économie il ne faudra pas seulement réduire les émissions mais aussi s'attaquer aux inégalités de richesse et de pouvoir. Lorsque j'ai demandé à Marieke van Doorninck en quoi une politique de développement durable fondée sur la théorie du donut différait des autres, elle m'a donné l'exemple suivant : "J'aime qu'il y ait au coin de ma rue un magasin qui vend des baskets fabriquées à partir de vieilles bouteilles en plastique. Mais ma première question doit être : ai-je besoin de nouvelles baskets?"

Marieke van Doorninck s'inquiète de voir prédominer une conception de la durabilité fondée uniquement sur le fait d'acheter différemment. Il est facile de concevoir un avenir où les riches continueront d'acheter des baskets recyclées, de compenser leurs émissions de carbone et de vivre dans des maisons équipées de purificateurs d'air pendant que les pauvres subiront de plein fouet les conséquences des pénuries alimentaires et des incendies de forêt. Pour Kate Raworth, si nous voulons éviter un tel avenir, nous devons considérer que les problèmes sociaux et environnementaux sont indissociables.

À Gaasperdam, un quartier modeste du sud-est d'Amsterdam, nous avons rencontré Anne Stijkel, une ancienne scientifique impliquée dans les mouvements citoyens. En 2019, elle a imaginé un plan pour traduire les idées de Raworth en actions concrètes. Son premier "Doughnut Deal" a été d'apprendre à un groupe de femmes à coudre des rideaux qui permettaient d'améliorer l'isolation des logements.

Cette initiative cohabitait deux cases correspondant au plancher social du donut – elle donnait un travail rémunéré aux habitants et diminuait leurs factures d'électricité et de gaz. Dans le même temps, la baisse de leur consommation d'énergie les rapprochait du plafond écologique du donut [qu'ils dépassaient]. Ce jour-là, les habitants s'engageaient à se doter d'un méthaniseur pour transformer les déchets en biogaz.

Dans le hall de la maison de quartier, des donuts couverts d'un glaçage vert vif étaient disposés sur une table dressée pour l'occasion. Dans une salle, une corde formait le dessin d'un donut sur le sol. En son centre se trouvait une flamme de biogaz qui léchait les parois d'un tube en verre. Le cercle, la flamme et la corde avaient quelque chose de cérémoniel, presque païen. Anne Stijkel a invité les personnes présentes à entrer deux par deux dans le cercle, à se mettre dos à dos et à lire à tour de rôle les cartes placées devant elles. Sur chaque carte était inscrite l'une des composantes du plancher social ou du plafond environnemental du donut : égalité des genres, nourriture, charge en azote et phosphore, etc.

Kate Raworth traverse les expériences que lui offre la vie avec une sorte d'enthousiasme enfantin et une curiosité

insatiable. À Amsterdam, elle a posé toutes sortes de questions à toutes les personnes qu'elle a rencontrées et semblait ne jamais se lasser de serrer des mains. Cette capacité à inspirer la sympathie et à donner à chacun le sentiment d'être considéré est le fruit d'une intelligence analytique et d'une réflexion solitaire.

Raworth a grandi dans l'ouest de Londres et a fréquenté St Paul's Girls', une école privée pour filles réputée pour son exigence. *“Lorsque nous étions adolescentes, nous ne nous comprenions pas et ne nous entendions pas, écrivait en 2006 dans le Guardian sa sœur Sophie, journaliste à la BBC. Kate était affreusement timide. [...] Elle n'a besoin de l'approbation de personne.”*

Des économistes et des défenseurs de l'environnement qui ont travaillé avec elle qualifient ses idées d'inspirantes et donquichottesques. Tim Jackson, économiste et spécialiste du développement durable à l'université du Surrey, m'a dit : *“La théorie du donut est un parfait exemple de sa capacité à raconter des histoires, à susciter l'intérêt et à expliquer l'économie.”*

Mais, a-t-il poursuivi, comme toutes les petites tentatives porteuses d'espoir de faire les choses autrement, la théorie du donut se heurtera inévitablement à de gros obstacles, comme un réseau de chemin de fer privatisé si cher qu'il oblige les gens à rouler en voiture ou un secteur financier qui continue à investir massivement dans les énergies fossiles.

Plutôt que de parler de conflit politique et de “nous contre eux”, Raworth préfère se concentrer sur le “nous”. Plutôt que de parler de partis ou d'élections, elle parle de “design”. Elle évite des mots comme “socialisme” ou “communisme”. Cette approche lui a valu les critiques de certains de ses confrères, qui y voient une marque de naïveté quant à la façon dont le pouvoir fonctionne. L'économiste Branko Milanovic, qui étudie les inégalités, l'a accusée de “*nous-isme*”, de croire que tout le monde sur Terre poursuit les mêmes objectifs. Si Kate Raworth reconnaît la nécessité de la croissance dans les pays les plus pauvres, Branko Milanovic n'imagine pas les habitants des pays riches voter pour une croissance faible ou nulle.

“La théorie du donut se base sur l'action, rétorque Kate Raworth. Nous ne restons pas assis à débattre sans fin entre universitaires du sens des mots. Ce qu'il faut maintenant, c'est faire des propositions. Parfois, la meilleure façon de protester est de proposer quelque chose de nouveau.” Pour ses partisans, le fait qu'aucun pays n'ait adopté cette théorie comme boussole politique ne remet pas en cause les idées de Raworth, mais nos classes dirigeantes. Malgré l'abondance de preuves montrant que la quête de la croissance a accéléré la crise climatique, creusé les inégalités et échoué à assurer un niveau de vie décent pour tous, y compris dans les pays riches, les dirigeants de tous bords la voient toujours comme la panacée.

La position de Raworth sur la croissance semble formulée de façon à ne pas s'aliéner des alliés potentiels. *“Elle reste prudemment neutre sur ce sujet”*, commente Duncan Green, un de ses anciens collègues à Oxfam. Elle se décrit comme “*agnostique*” en ce qui concerne la croissance : elle professe qu'un système économique doit permettre aux humains de s'épanouir, que le PIB augmente, baisse ou reste stable.

“Elle a beaucoup hésité à recourir à ce mot, ‘agnostique’, alors qu'on pouvait simplement dire : ‘Ne choisissez pas la croissance’, raconte Nigel Wilcockson, son éditeur chez Penguin Books. À un bout de l'éventail politique, on dit qu'“une

Kate Raworth voit la décroissance comme une “grenade fumigène” qui sème la confusion plus qu'elle n'explique.

économie sans croissance est impossible. Et à l'autre bout, que ‘c'est très bien pour le groupe de pays qui se portent bien, mais qu'en est-il des autres ?’”

Lors de son passage à Amsterdam, Kate Raworth a rencontré des élus de Grenoble. Ils étaient venus du pied des Alpes françaises pour apprendre comment leur ville, qui a reçu le titre de capitale verte européenne en 2022, pouvait encore faire mieux. Antoine Back, adjoint au maire, avait l'air impressionné d'être assis à côté d'elle, même ébahi. Il avait posé devant lui son exemplaire de *La Théorie du donut*, dont on voyait qu'il l'avait lu et relu. Plus tard, il a demandé à l'économiste de le signer.

L'élue, qui se présente comme un “*éco-marxiste*”, a expliqué que son équipe avait réalisé des diagrammes représentant des problèmes comme la précarité alimentaire, la qualité de l'air et l'utilisation de la voiture à Grenoble, pour montrer comment la ville ne parvenait pas à rester dans le donut. *“Nous sommes entrés dans l'anthropocène, a-t-il commenté sur un ton grave. Les choses ne se feront pas en douceur. Il va y avoir des ruptures, des chocs.”*

Kate Raworth a gentiment répondu qu'il faudrait de nouveaux mots et des images moins pessimistes pour décrire l'avenir. Il existe tellement peu de modèles de croissance faible n'impliquant pas de revenir à une époque antérieure à l'industrialisation qu'il est facile pour certains de dépeindre toute tentative de réduction de notre empreinte environnementale comme une atteinte au progrès social. *“Il y a une expression que j'aime beaucoup, c'est ‘luxes publics et sobriété privée’”* [*“public luxury and private sufficiency”*], a-t-elle dit, avant de citer l'abondance de pistes cyclables et le système de tramways à Amsterdam comme exemples de luxes pouvant faire partie de la solution à la crise climatique.

Depuis quelques années, certains économistes et universitaires se prononcent contre la croissance. Les partisans de la décroissance soutiennent que les pays riches doivent utiliser moins d'énergie et de ressources. Le moyen d'y parvenir est de consommer moins et de faire passer le bien-être avant le profit.

Ces idées ne sont pas très éloignées de la théorie du donut. *“Ce n'est pas la position intellectuelle qui me pose problème, a écrit Raworth en 2015, mais le nom.”* Elle voit la décroissance comme une “*grenade fumigène*” qui sème la confusion plus qu'elle n'explique et qui enferme la question de l'avenir de l'humanité dans une spirale de débats. Sur une planète en train de brûler, il n'y a plus le temps pour discuter sans fin.

Une semaine après que nous nous sommes vues à Amsterdam, Kate Raworth a pris le chemin de Birmingham [en Angleterre] pour donner une conférence dans une maison de quartier. Nous avons pris le train avec Rob Shorter, un employé de Deal, et la fille de Raworth, Siri, une adolescente calme et intelligente. Kate Raworth portait un sac de courses réutilisable rempli d'accessoires : un tuyau d'arrosage, un morceau d'isolant pour tuyaux et une petite sphère d'Hoberman [un dôme géodésique qui peut être plié et déplié].

Ils voulaient tester une nouvelle présentation avec des balles en plastique bleues et des mandarines. Les mandarines symboliseraient les organismes vivants qui se régénèrent naturellement, comme les plantes et les arbres fruitiers. Les balles bleues seraient les ressources dont la production a un coût environnemental, comme les plastiques et les métaux, qui doivent être réparés et recyclés pour être réutilisés. L'idée était de montrer que l'économie “linéaire” actuelle devait devenir une économie “circulaire”.

La conférence était organisée par Civic Square, une entreprise sociale qui travaille avec les populations à faible revenu. *“On ne peut pas continuer à simplement hurler depuis notre balcon, ni compter sur nos gouvernements pour faire des lois, m'a dit Imandeep Kaur, la fondatrice de Civic Square. Il faut mettre les gens au premier plan de l'histoire afin qu'ils puissent vraiment y prendre part.”*

La salle de conférences était ornée de banderoles portant des citations du livre. Un poète et beatboxer a interprété une chanson sur la création d'une nouvelle économie. Raworth l'a écouté avec attention, visiblement ravie. Puis son tour est venu. Elle a sorti la sphère d'Hoberman. Le jouet, replié, avait la forme d'une boule hérissée de pointes colorées – représentant notre économie “qui divise” et concentre la valeur entre les mains de quelques personnes. Puis elle a écarté ses mains, et la boule est devenue une grande sphère. Le public a poussé un “*Oooh !*”

“Imaginez cela, a-t-elle poursuivi. Un système qui partage vraiment la valeur, les opportunités et la richesse avec tous ceux qui le construisent.” Kate Raworth et Rob Shorter ont ensuite distribué les mandarines aux personnes installées au premier rang, qui les ont fait circuler derrière eux, et ainsi de suite jusqu'à ce que tout le monde se retrouve les mains vides. *“C'est le modèle linéaire de la production industrielle, l'économie du ‘prendre-fabriquer-utiliser-perdre’.”*

Le but de cette présentation, de tous les événements auxquels j'ai assisté avec Raworth, semblait être moins d'orienter les participants vers un type particulier d'actions que d'élargir leur champ de vision. Quelques mois après notre rencontre à Amsterdam, j'ai parlé à Antoine Back sur Zoom. Il m'a dit que l'absence de solutions dans le travail de l'économiste était l'une de ses forces. *“Je n'utilise pas le mot ‘solution’, m'a-t-il expliqué. Il laisse entendre qu'il existe un remède miracle. Que la technologie viendra nous sauver.”*

“À la base de tout ce que nous faisons il y a une histoire, un récit”, m'avait dit à Amsterdam Ruurd Priester, cofondateur de la Doughnut Coalition. Je lui avais demandé si les idées de Raworth étaient aussi populaires parce qu'elles ouvraient la porte à la croyance – ou à l'espoir – qu'une alternative est possible. “J'aime beaucoup cette façon de présenter les choses – un système de croyances, avait-il répondu. Il ne s'agit pas seulement d'économie. Il s'agit également de la façon dont la pensée économique en est venue à gouverner la manière dont nous-mêmes nous nous pensons et ce que nous pensons être possible.”

—Hettie O'Brien,
publié le 8 juin

Notre numéro été



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX



MaRetraite
BILAN-PROJET-ÉPARGNE

Il n'est jamais trop tôt pour préparer sa retraite.

Dès maintenant, constituez-vous un complément de revenus pour la retraite avec nos solutions Assurance vie et Plan Epargne Retraite.



**CAISSE
D'ÉPARGNE**

Vous être utile.

Banque & Assurances

Investir sur un contrat d'assurance vie vous expose à un risque de perte en capital. Parlez-en à votre conseiller.

Communication à caractère publicitaire.

BPCE - Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 180 478 270 euros - Siège social : 7, promenade Germaine Sablon 75013 PARIS - RCS Paris N°493 455 042, intermédiaire d'assurance immatriculé à l'Orias sous le N° 08 045 100 www.orias.fr - Contrat d'assurance distribué par votre Caisse d'Épargne - ALTMANN + PACREAU - Crédit photo : Ronan Merot.